

LE SENS DU BIEN COMMUN

Pour une compréhension renouvelée des communautés humaines

AVERTISSEMENT	3
INTRODUCTION	6
PREMIÈRE PARTIE : UNE QUESTION DE SENS	9
Le bien de l'homme	10
- Le penchant originel et l'accomplissement de l'homme	16
Le bien commun	20
Penser les communautés de bien	23
- La communication humaine	26
- L'action humaine	26
- Les communautés culturelles	27
- Communautés de Sens	29
- Communautés et structures de concourance	32
- Unité et diversité communautaire	34
DEUXIEME PARTIE : LE PARADIGME COMMUNAUTAIRE	37
La culture communautaire, pour une culture du bien commun	38
Identités et valeurs communautaires	41
- Le référentiel de valeurs opératoires	44
- Le référentiel de valeurs identitaires	44
- Considérations sur l'identité culturelle communautaire	46
- Le multiculturalisme	47
L'éducation communautaire	49
L'économie communautaire	52
- Un exemple d'économie communautaire avec le tourisme des valeurs	60
La justice communautaire	61
Le politique et sa conception communautaire	64
- La démocratie participative	67
TROISIÈME PARTIE : LA GOUVERNANCE COMMUNAUTAIRE	69
Bases théoriques et méthodologiques de l'action communautaire	70
- Désigner la communauté de référence	70
- Discerner le Sens du bien commun	70
- Elaborer un processus de développement	71
Les structures de l'action communautaire	71
Le processus d'appropriation active	73
Niveaux de maturation et de participation communautaire	74
La concertation démocratique	77
La conduite de l'action communautaire	79
- La conduite du changement	79
- Le changement de Sens	80
- L'accompagnement éducatif	81
Méthodologie générale de l'action communautaire.	82
- 1. Phase de centration	82
- 2. Phase d'écoute	82
- 3. Phase de positionnement	82
- 4. Phase de participation stratégique	82
- 5. Phase de mobilisation des acteurs	83

- 6. Réalisations par les acteurs	83
- 7. Bilan de gouvernance	83
Méthodes d'ingénierie humaine pour l'action communautaire	83
- Pour la mobilisation et l'engagement collectifs, un management par les valeurs : la méthode des référentiels de valeurs partagés (MRVP)	83
- Pour rassembler et mobiliser une communauté en vue d'un développement commun : la méthode de l'identité culturelle prospective (MICP)	85
- Pour engager une communauté entreprenante dans un projet de mutation : la méthode des cercles de prospective opérationnelle (MCPO)	86
- Pour évaluer les réalisations, les projets et toutes les actions communautaires : le concept et les méthodes de socio-performance	87
- Pour mobiliser et engager une dynamique communautaire autour d'une action ou d'une réalisation : les opérations symboliquement structurantes	89
- Pour interpeller et faire participer une communauté à des enjeux collectifs : la communication narrative ou « storytelling »	90
- Pour des conceptions avancées de l'action et de l'activité collective : le traitement des situations et les espaces virtuels d'activité	90
- Pour la conduite participative de grands projets communautaires : le « livre de gouvernance », un espace virtuel de projet	92
CONCLUSION : UNE MUTATION A COMPRENDRE ET A REUSSIR POUR ENTRER DANS L'AGE DU SENS	94
Les âges de l'humanité	94
La crise de maturation	96
- La crise des représentations	96
- La crise de Sens	97
L'âge du Sens, une Renaissance	100

AVERTISSEMENT

Ce livre aborde des questions de grande actualité au moment où le monde est en train de changer radicalement. Une mutation de civilisation s'accompagne de crises incessantes comme les répliques d'un tremblement de terre. C'est aussi le temps d'une Renaissance qui invite à des refondations dans tous les domaines de la vie collective. Cependant, le plus difficile reste le changement de compréhension du monde et de l'homme qui amène à voir les problèmes autrement et à déployer de nouvelles façons d'exister ensemble. Lorsqu'on utilise des moyens de penser et d'agir forgés pour une autre époque, il y a des chances pour que ce qui se passe et se prépare nous échappe et apparaisse seulement comme une menace. C'est largement le cas en France où, semble-t-il, l'avenir inquiète plus que partout ailleurs.

Avec l'Humanisme Méthodologique a été élaborée, à partir de la fin des années 70, une pensée de l'homme et des phénomènes humains qui a débouché sur une nouvelle lecture des affaires humaines en général. Elle a permis de comprendre la mutation de notre époque comme étant un phénomène essentiellement humain, un phénomène de passage entre deux âges de maturité, comme d'autres l'ont précédé. La Renaissance avait été un de ces passages qui a basé sur la conscience individuelle la construction d'un monde d'individualités, celui que nous connaissons et qui est à son tour en pleine crise. Cette pensée de l'homme et des phénomènes humains s'est développée sur le plan philosophique, sur le plan anthropologique mais aussi sur le plan pratique, qu'il s'agisse de nouvelles façon d'analyser les problèmes et les situations ou de nouvelles façons d'agir. L'Humanisme Méthodologique, qui fournit les ressources théoriques et pratiques qui seront utilisées dans cet ouvrage, se veut un point de vue neuf sur l'homme et les affaires humaines. Il est la source de propositions pour refonder de nouvelles conceptions et de nouveaux modes d'action pour un monde à venir déjà en gestation, au moment d'une crise de passage de plus en plus vive.

Dans le contexte de la crise de l'individualisme, ce livre aborde la question du bien commun, avec la conviction que la compréhension de ce concept – et ses conséquences dans de multiples domaines – en fera progressivement un point de repère alternatif pour l'action et le devenir humains.

Dans une première partie, on explorera la notion de bien de l'homme avant d'aborder celle du bien commun. Celui-ci va nous amener à découvrir l'importance sous-estimée des communautés humaines, non seulement pour définir le bien commun mais aussi comme étant le seul théâtre où se jouent les affaires humaines orientées vers un bien commun. Il s'avère aussi que si le bien commun peut prendre de multiples formes, c'est le Sens¹ du bien commun qui est véritablement décisif dans une communauté donnée.

Cette exploration qui nous amène au cœur de l'homme et des affaires humaines nous entrainera dans une seconde partie à découvrir, sous différentes facettes, le monde des

¹ Le terme de Sens avec une majuscule est un concept de L'Humanisme Méthodologique. Il recouvre toutes les acceptions du terme « sens » en français et en constitue la source commune. Le Sens est constitutif de l'être de l'homme, de son humanité et il est de nature spirituelle. En l'homme, les Sens sont des dispositions d'être orientées. Des développements seront faits progressivement pour en avoir au moins une intuition suffisante.

communautés humaines. Tous les problèmes de l'existence individuelle et collective se jouent dans un contexte communautaire. Là sont à redéfinir le politique, la justice, l'éducation, l'économie et de façon générale toutes les affaires humaines. Nous en parcourons différentes illustrations qui ont pour but de montrer comment se présente cette perspective communautaire et les grandes articulations qui la caractérisent.

Dans une troisième partie, ce sont des méthodes et moyens d'actions pour aller dans le Sens du bien commun qui seront développées. Cette partie, plus technique, concerne en priorité ceux qui sont appelés à prendre des responsabilités dans les affaires communautaires mais aussi ceux qui veulent y participer. Remettant l'homme au centre des affaires humaines, cette perspective change radicalement les enjeux et les processus de l'action.

Enfin, en conclusion, nous en reviendrons à la mutation où les crises actuelles peuvent déboucher sur un nouveau monde, plus humain parce que reconnu enfin comme étant de nature humaine, à l'inverse de propositions très présentes qui tendent à éliminer l'humanité de l'homme. Ces dernières considèrent en effet que si humanité il y a, elle ne peut être que dérivée de la nature des choses, comme un de ses sous-produits biologiques.

C'est à une véritable révolution des points de vue et des perspectives que le lecteur est convié. Il lui faudra se mettre en disposition de découvrir des choses familières sous un angle très inhabituel qui va remettre en question des certitudes et des idées préétablies. Il lui faudra souvent opérer en lui-même la mutation intellectuelle indispensable à une participation plus consciente aux transformations radicales du monde qui est le nôtre.

Cet essai n'est pas un livre de philosophie. Cependant, il fait appel à des fondements philosophiques, ceux de l'Humanisme Méthodologique² dont ce sont les analyses et les propositions qui sont avancées ici. De ce fait, des questions fondamentales peuvent venir à la lecture sans que les réponses puissent être développées ici. Le but est de dessiner un tableau cohérent d'une mutation de civilisation où les communautés humaines et le Sens du bien commun sont les clés d'une nouvelle appréhension des affaires humaines. Ce qui se présente comme des affirmations ou même des opinions est toujours le fait d'une analyse ou d'une expérience pratique dont les fondements peuvent être questionnés. Nous ne donnerons ici que les bases et les perspectives indispensables pour que le lecteur puisse apercevoir vers quel monde nous allons. Par ailleurs, il ne trouvera pas ici de mode d'emploi mais des ébauches de propositions d'action à titre d'illustrations.

² L'Humanisme Méthodologique avec ses bases théoriques, ses méthodes et ses propositions sont largement développés sur le site : <http://journal.coherences.com>

INTRODUCTION

La crise sociale, économique et financière des dernières années a exacerbé la critique de l'individualisme tout en renforçant l'invocation à des valeurs que l'on voudrait voir partagées. Les critères de l'intérêt particulier devraient, pour le moins, être alors subordonnés à ceux de l'intérêt général. Et pourtant les revendications de liberté, de bien-être, de bonne conscience aussi, de droits individuels, dessinent une focalisation sur l'individu plus que sur la communauté. Il est évident, pour le plus grand nombre, que le bonheur personnel est à tous égards légitime. Ainsi, en faisant appel à quelque morale, à quelques droits de l'homme, à quelque solidarité à l'égard des plus faibles, à quelques « valeurs universelles », à quelque impératif environnemental planétaire, l'individualisme devrait être aisément dépassé...

Il n'est pas sûr que l'intérêt collectif soit pour autant assuré, d'autant plus que le collectif n'est pas d'évidence au centre de la réflexion. On peut penser que le collectivisme, pendant de l'individualisme, a perdu de son attrait après les expériences du 20^e siècle, fort éloignées des utopies communautaires antérieures. Le communisme a été cependant, pour beaucoup, porteur d'un attrait pour la vie communautaire tout autant que pour l'idéologie collectiviste ou étatique.

Ainsi, la critique de l'individualisme n'a pas accouché d'une claire considération de la communauté et du bien commun. A la poursuite exclusive du bien individuel n'a pas encore répondu l'alternative du bien commun. On en sent cependant l'appel, très vite parasité notamment par trois leurres :

- Le leurre universaliste qui voudrait que, se référant à l'universel, les individus se trouvent ainsi absous de tout individualisme. Ce n'est pas sans quelque hypocrisie que les incantations universalisantes permettent un entretien idéologique de bonne conscience, en fait indispensable à la panoplie de l'individualisme. Par exemple, la référence à une conception universelle des droits de l'homme permet de porter un jugement critique sur tous les pays qui ne les respecteraient pas sans que cela engage plus qu'une indignation de bon augure. Dans un autre ordre d'idée, la dénonciation du racisme des autres va bien avec l'intolérance sinon l'ostracisme vis-à-vis d'eux ;

- Le leurre collectiviste, toujours présent, qui voudrait que la collectivité et ses intérêts s'imposent à toute recherche non autorisée d'intérêt particulier. Il semble que les régimes fondés sur cette doctrine ne soient guère démocratiques et trouvent rapidement une caste de dirigeants prompts à sauver discrètement pour leur propre compte les délices de l'individualisme. On le voit notamment au moment de la chute de ces régimes ;

- La référence au peuple, sacralisé, pour définir le bien comme étant son intérêt. L'avantage, c'est que le peuple d'habitude ne parle pas et qu'il y a toujours quelque « avant-garde » pour le faire à sa place, savamment. Le bien commun est identifié aux objectifs qui lui sont assignés, y compris de s'engager dans quelque guerre une fois désigné l'ennemi – et l'ennemi, ce peut être l'individualisme dans telle ou telle de ses figures, celles de l'autre s'entend...

Pour promouvoir la notion de bien commun dans son Sens de plus grande efficacité humaine, nous n'allons pas entamer la critique de l'individualisme – à la portée de tous

ceux auxquels l'individualisme de l'autre porte ombrage. Nous n'allons pas non plus entrer dans un prêchi-prêcha pour le bien commun qui nourrirait nos consciences en mal d'idéalités anesthésiantes après une bonne crise d'indignation. Il ne nous sera pas permis non plus de construire un système normatif, exonérant chacun de tout jugement personnel pour plier tous sous un joug de culpabilité, ou bien nous en évader grâce à une pirouette systémique : « C'est pas nous, c'est le système qui veut ça ! », ou bien « c'est de votre faute et vous devez payer vos écarts ! ».

Pour penser le bien commun et l'efficiencia de son Sens, il va nous falloir approfondir trois questions :

- La première : qu'est-ce que le bien de l'homme sans lequel tout le reste est mascarade ?
- La seconde : qu'est-ce que le bien commun sans lequel il n'y a que détour artificiel pour en revenir à l'individuel ?
- La troisième est celle du rapport entre bien personnel et bien commun, rapport fondamental inhérent à l'humanité de l'homme, rapport opératoire au cœur de toutes les affaires humaines.

Un des apports majeurs de l'Humanisme Méthodologique est de montrer comment la poursuite du bien personnel ne peut avoir d'autre lieu et d'autre critère que ceux du bien commun, et que ce dernier n'a d'autre enjeu que le bien personnel. Il ne s'agit pas d'un quelconque équilibre à rechercher entre les deux termes, mais d'une relation intrinsèque qui les définit l'un et l'autre. Il ne s'agit pas non plus d'une symétrie mais d'une condition existentielle où la culture du bien commun est le passage obligé pour accéder au bien personnel proprement humain.

Ces questions en soulèveront d'autres, en particulier celle des communautés humaines sans lesquelles il n'y a pas de bien commun pensable – comme tentent pourtant de le faire les tenants de l'intérêt général. Mais le bien de l'homme ne peut se concevoir sans référence à la nature humaine, à l'humanité de l'homme comme la déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU le tente en référence à la notion de dignité humaine. De même, la communauté ne peut se penser que comme étant de nature humaine et par suite, le bien commun ne peut non plus ne pas s'y référer. Ainsi, c'est du côté de la nature humaine que l'on pourra situer les clés du rapport bien personnel/bien commun. C'est à ce propos notamment que ce que l'on appelle la quête de sens, si prégnante aujourd'hui, prendra une tournure inattendue avec la question du Sens qui se révèle être au cœur de l'humanité de l'Homme. Dès lors, la question du bien commun va être subvertie par celle du « Sens du bien commun ». Le bien de l'homme étant au fond une question de Sens, le bien commun n'en est qu'une figure accessoire, une expression de circonstance. Ainsi la recherche du bien de l'homme passera-t-elle par la culture du Sens du bien commun au travers de critères du bien commun contingent qui lui sont subordonnés.

De là viendront de nouvelles considérations sur les communautés humaines comme communautés de Sens et communautés de bien. En tant que personnes, nous en sommes tributaires tout en ayant la liberté de fréquenter de multiples communautés plus ou moins importantes ou pertinentes pour notre bien personnel. Viendra aussi une nouvelle compréhension de la notion de valeurs entendues comme indicateurs du Sens du bien commun d'une communauté donnée.

La question du bien commun, faisant émerger celle du Sens du bien commun et d'un

paradigme³ communautaire, deviendra une clé pour l'engagement des affaires humaines dans tous les domaines où justement la critique de l'individualisme se porte. Le politique, l'économique, le développement, les entreprises, la gouvernance trouveront là les éléments d'une refondation tant dans leur conception que dans leurs visées, leurs voies et leurs moyens. Il s'agit toujours d'affaires humaines quelque peu familières mais envisagées d'un point de vue nouveau où la notion de bien commun trouve tout son Sens, son utilité et son efficacité opératoire.

C'est dans le contexte d'une mutation qui ébranle le monde et les certitudes les mieux établies que l'Humanisme Méthodologique apporte un nouvel angle de vue sur ces questions éternelles. Il se heurtera aux mêmes résistances que provoque tout dérangement, surtout en un moment de fragilisation et de crispations défensives. C'est donc à ceux qui sont « en quête de sens » qu'il s'adresse en priorité, avant de convaincre les autres qui ont déjà toutes les réponses...

A l'énigme du Sphinx, la réponse est l'homme parce que l'homme est la question.

³ Un paradigme est un ensemble de moyens de pensée et de connaissance caractérisant un certain rapport au monde, un point de vue, une position de Sens.

PREMIÈRE PARTIE : UNE QUESTION DE SENS

Le bien de l'homme

Les figures du bien sont plutôt familières. On peut en énoncer la litanie : bonheur, amour, argent, santé, plaisir, confort, sécurité, liberté, tranquillité, jouissance, certains y ajouteraient pouvoir et puissance ; d'autres le fait de grandir, de se développer, de s'accomplir. Il ne faut pas oublier aussi l'existence d'une propension à figurer le bien comme réduction du mal, lutte contre le mal, comme si la vertu n'était que le combat contre le vice et qu'elle n'avait pas d'autre substance que le mal et la panoplie des maux à endurer, à réduire ou à vaincre. Ce n'est pas la voie que nous allons emprunter, à la suite d'un Saint Augustin qui invite à considérer le mal comme absence de bien et non l'inverse. Il est vrai que cela donne des logiques divergentes, des attitudes radicalement opposées et sans doute des conséquences contraires. En effet, la tendance à la lutte contre le mal n'en finit pas, jusqu'à épuisement des forces, et on peut se demander si elle ne se nourrit pas du mal qu'elle postule sans avoir le temps de cultiver le bien, sinon dans de courtes pauses. Il est même probable que l'on en tire une certaine glorification, une certaine auto-sanctification qui fait du mal la source et la ressource de tout bien, exonérant ainsi de cultiver le bien de l'homme et d'en assumer les disciplines. La défense contre le mal, si pourvoyeuse de bonne conscience, n'est pas à méconnaître ne serait-ce que pour ne pas la cultiver. Pour autant, l'angélisme qui en viendrait à nier le mal conduit à « faire la bête », dit-on. La malignité du diable, c'est de persuader qu'il n'existe pas... Ainsi nier le mal est-il d'une malignité diabolique. En faire l'absence de bien est sans doute une considération du mal plus saine, ce que notre voyage nous permettra de découvrir.

Il est vrai que les philosophies, les sagesses, les religions, les idéologies ont traité de cette question et proposé leurs conceptions du bien de l'homme. Il n'est pas de notre propos d'en rendre compte une fois de plus mais d'emprunter une voie singulière proposée au lecteur pour qu'il la confronte aussi avec son expérience.

On ne peut concevoir le bien de l'homme indépendamment d'une conception de l'homme. Ainsi, si l'homme est seulement un composé physico-chimique, alors le bien de l'homme est de nature physico-chimique. Si l'homme est un animal, alors le bien de l'homme est de coïncider avec son animalité. C'est ce que prônent explicitement ou implicitement de nombreuses propositions qui nous sont faites de retrouver cette nature animale éventuellement perdue, condamnant cette humanité qui s'en serait éloignée. Si l'homme est un objet de nature fonctionnant selon les lois de la nature, alors le bien c'est d'y revenir et renoncer à cette culture qui nous en a éloigné par ses artifices, sans doute contre-nature. Si l'homme est une conscience rationnelle, alors le bien de l'homme est dans la rationalisation de ses comportements et de son existence, bien loin des pulsions animales qu'il s'agirait ainsi de dominer. Ces quelques exemples nous invitent à regarder de plus près ce qu'il en est de l'homme pour en apprécier le bien. Il faut dire que, très souvent, la déclaration du bien laisse dans l'ombre la conception de l'homme sous-jacente, restée implicite. À l'inverse, l'exploration des composantes de l'existence humaine nous donnera des indications sur ce que peut-être le bien de l'homme.

Ainsi, si l'existence humaine a une dimension affective, émotionnelle, sensible, alors le bien de l'homme peut quelquefois être identifié à ce vécu, ce ressenti que nous appelons aussi sentiment, ou encore bien-être. Ce bien-être peut prendre toutes sortes de nuances jouant sur la gamme des affects ou des ressentis. Le mal s'identifiera au sentiment de mal-être, de malaise jusqu'à la douleur et la souffrance, la peur, l'angoisse et toutes sortes

de peines. Se sentir bien pour être bien et coïncider avec ce ressenti, voilà une dimension commune du bien de l'homme dont le mal-être nous sépare, nous coupe à tel point que nous pouvons aussi nous sentir coupables si quelque contradiction se met en travers de notre bien-être. Mais est-ce alors le bien-être qui est en question, ou la coïncidence de soi avec ce vécu que d'autres exigences de l'existence mettent en péril en nous mettant en conflit avec nous-mêmes ? Par exemple, le confort d'une grasse matinée se trouve contrarié par la nécessité de se lever pour aller travailler, avec son cortège de mal-être et peut-être de culpabilité. On voit bien qu'en revenir à des états de bien-être peut s'assortir d'une régression qui s'oppose pour l'enfant (et les autres) au devoir grandir par exemple. Cela dit, grandir s'assortit d'autres bien-être, mais peut-être faut-il renoncer à certains, s'en séparer pour en retrouver d'autres vis-à-vis desquels le problème se reposera sans doute. Mais c'est là tout le chapitre des plaisirs de la vie qui est ouvert...

L'existence humaine est aussi corporelle, physique, ce qui se traduit par des comportements, des modes de fonctionnement correspondant à de nombreuses circonstances. La santé du corps, sa croissance au début de la vie, sa régulation et son entretien vont aussi avec son perfectionnement, celui des gestes et des compétences qui s'exercent dans les affaires courantes. Cette dimension de l'existence est aussi interaction avec les choses de l'environnement et les autres corps, humains ou non. Bien sûr, l'exercice des fonctions sensitives et de toute la complexité organique en fait partie. Ici, le bien de l'homme se caractérise par le bon fonctionnement de tout cela, la capacité de bien faire, le développement des compétences opératoires. Les règles de vie ne manquent pas pour l'entretien du corps, le développement et le perfectionnement corporel. Le mal est vite identifié aux dysfonctionnements, aux incapacités, aux incompétences, appelant des « médecines » adéquates pour y remédier. Cette efficacité corporelle est donc une figure classique du bien de l'homme à laquelle il peut d'ailleurs parfois s'identifier. Bien sûr, cette existence corporelle n'est pas séparée de l'existence affective, sensible. On peut même rechercher un bien corporel assorti d'un bien-être ou même guidé par lui. Cependant, on notera par exemple que l'exercice d'un sport intensif passe aussi par des souffrances, le travail physique par des pénibilités, si bien que le critère du bien corporel n'est pas obligatoirement identifiable au bien-être, qu'il s'en éloigne ou s'y associe. D'un autre côté, l'âge venant, il faut bien consentir à des diminutions de performances physiques. Aussi bien le perfectionnement sous un aspect peut nuire ou en restreindre d'autres selon les limites corporelles, si bien que l'on peut difficilement avoir toutes les habiletés, toutes les performances possibles y compris de celles que l'on attribue à l'animal ou au végétal – où on a puisé volontiers des modèles avant de s'en construire sans cesse de nouveaux.

L'existence humaine ne s'arrête pas là, même si on devine que cela suffit à beaucoup pour faire leur bonheur ou le perdre. Il y a aussi la conscience mentale, cette faculté de représentation de nous-mêmes et du monde qui nous permet de réfléchir notre existence, affective, corporelle ou autre. Le bien de l'homme, notamment à l'époque moderne, a été associé au développement de cette capacité d'expression en même temps que l'acquisition des représentations qui figurent, expliquent ou décrivent notre existence. L'exercice de la raison et sa culture en est un aspect, le savoir que les sciences notamment nous procurent, la pensée et la connaissance que nous pouvons développer, les créations et innovations que nous pouvons produire mais aussi les règles et modèles selon lesquels nous pouvons organiser ou réguler nos vies sont autant de champs où se joue la question du bien de l'homme. S'il y a les idéaux pour figurer le bien, subsistent des interrogations entre, par exemple, l'esprit de conformité où le bien viendrait de la coïncidence avec quelque modèle normatif ou, au contraire, leur remise en question dans l'exploration de nouveaux possibles de l'humain. En tout cas, la culture et le développement de la conscience mentale figurent parmi les critères modernes majeurs du

bien de l'homme. Cependant, la corrélation avec les autres composantes soulève des difficultés. S'il y a des satisfactions éprouvées dans la pensée, il y a aussi de ces situations où l'inconfort éprouvé mobilise l'intelligence mentale qui se repose lorsque le confort est revenu. De même, la pénibilité corporelle a suscité des productions intellectuelles pour y pallier, avec succès bien souvent mais aussi en disqualifiant des performances corporelles, comportementales, des habiletés qui remplissaient de joie autant que de peine. Il y a même des cas où l'existence mentale, réjouie d'elle-même, en oublie la corporéité de l'homme et en condamne d'autres à l'impotence et à bien des souffrances. On pensera ici à cette dérive individualiste dont la remise en question justifie en partie notre propos.

Mais n'est-ce pas aussi un aspect du problème que la poursuite du bien individuel puisse aller à l'encontre du bien des autres, soit par négligence, soit par indifférence, soit par exploitation même, dit-on ? Ne nous réjouissons pas trop vite de retrouver des idées familières auxquelles s'identifier, coïncider, sur l'exploitation de l'homme par l'homme ou son égoïsme congénital. Ne nous flagellons pas non plus trop vite pour en tirer quelque bénéfice secondaire, dirait un psychanalyste.

Il y a d'autres dimensions de l'existence humaine, notamment celle d'une histoire existentielle avec une conception, une naissance et un peu plus tard une mort inéluctable. Il y a aussi celle d'un sujet porteur de volonté, d'intentions, témoignant peut-être d'un être qui ne se réduit pas à ses dimensions existentielles. Il y a aussi le fait que l'existence individuelle est en dépendance d'un monde, d'un environnement et aussi de tous les autres hommes – en particulier les familiers avec lesquels on vit ou même fait sa vie.

Avec les composantes de l'existence, la question du bien de l'homme n'est pas épuisée, d'autant plus que la question de ce qu'est l'homme ne l'est pas. Comme on l'a vu, il ne suffit pas de viser le bien d'une de ces composantes pour que celui des autres aille de soi. Si l'homme ne se réduit pas à ces composantes-là, alors la question du bien de l'homme reste entière. On n'en a vu que quelques facettes, probablement importantes mais secondaires.

Une nouvelle considération viendra de la relation à l'autre. Que l'autre nous affecte autant qu'on l'affecte, et c'est le domaine de l'affectivité qui est là établi. L'autre, source de bien-être et de mal-être, relation qui fait du bien ou du mal, et voilà évoqué un grand pan de l'existence humaine. Critère du bien, la relation fusionnelle qui précède la naissance ? C'est pourtant certainement un fort moteur de régression tout au long de la vie. L'amour que personne n'éliminera de la liste des critères du bien, se réduit-il au champ affectif ? Le sentiment amoureux ou amical est-il le critère ultime du bien de l'homme ? On pourrait le penser et en revenir à ce sentiment de plénitude que la naissance marque d'une perte irréversible. Cependant, dès que l'on prend une distance, alors l'amour humain n'est plus une question aussi simple ; et même si cette dimension joue un rôle puissant dans l'existence, elle est source de bien des maux. L'amour humain, pas plus que le bien de l'homme, n'est identifiable au seul sentiment, même si celui-ci l'accompagne, mais pas toujours. La panoplie des affects relationnels est trop vaste pour prétendre même en faire ici un début d'inventaire, là où chacun est probablement expert.

La relation à l'autre est aussi corporelle, physique, comportementale. L'interaction mère/enfant, parents/enfants et plus largement avec tous ceux qui se croisent dans l'existence est à la fois le lieu de l'exercice d'une existence factuelle et le lieu de son apprentissage. Le bien est évidemment l'efficacité de ces interactions, leur réussite vis-à-vis de leurs enjeux. Les difficultés représentent un mal qui peut s'accompagner des affects

correspondants. Cette relation n'est pas affective par elle-même mais peut être source d'affects ou déterminée par des affects. L'amour peut être vu comme un moteur (comme tous les autres sentiments), l'a source d'une motion, d'un mouvement. Il peut aussi être considéré comme un effet s'il est ramené à la seule relation physique du « faire l'amour » par exemple. De nombreuses interactions relationnelles constituent ainsi des jeux et des enjeux de l'existence humaine, articulés aux régimes affectifs appropriés. Il est clair que la conscience mentale – ou capacité de se représenter mentalement les situations – joue ici aussi un rôle, tant pour susciter de telles interactions que pour être suscitée par elles.

La relation à l'autre est encore échange de représentations mentales que le langage exprime et formule. Elle est communication et cette relation est aussi délibération collective, source de productions mentales, de mimétismes, d'identifications, de séductions même, mais aussi de différends, de conflits, d'incompréhensions. Sur le plan mental, l'existence relationnelle participe aussi du bien de l'homme comme du mal et se trouve en corrélation avec les autres composantes tant pour en susciter le bien que s'y opposer.

Ce rapide tour d'horizon qui inviterait à définir ce qu'est le bien comme coïncidence de soi avec son existence, avec la participation de l'autre, laisse deviner que des thèses, des positions, des tendances différentes vont privilégier telle ou telle dimension. Du coup va naître la question du Sens du bien. On va pouvoir reconnaître des tendances, des logiques qui privilégient une certaine conception du bien associée toujours, du moins implicitement, à une certaine conception de l'homme. À titre d'exercice, dans l'hypothèse où le bien serait aussi lié au discernement des Sens, nous allons parcourir différentes positions, différents Sens, différentes conceptions ou propensions.

Dans une relation de séduction, quel est le bien ? Dans une relation de participation, quel est le bien ? Dans une relation de régression, quel est le bien ? Dans une relation de progression, quel est le bien ? On devine qu'à chaque Sens donné à la relation correspond un type de réponse. Mais une autre question vient aussi pour mettre en cause un relativisme né de la relativité des repères du bien, c'est celle d'un meilleur Sens. Y a-t-il un Sens du bien qui serait le Sens du bien de l'homme et qui aurait aussi ses figures du bien spécifiques ?

Voyons différents Sens des motivations humaines. Les motivations conservatrices ont leurs critères du bien et craignent les autres motivations. Par exemple, une motivation d'autonomie, d'initiative, de créativité vient à l'encontre de la précédente et suscite pour ses tenants malaise, craintes et renforcement des mesures conservatoires. Elles-mêmes se trouvent mal à l'aise avec les contraintes d'un conservatisme vécu comme stérilisant. Pour chacun, l'autre tendance est porteuse de mal et cultive le bien dans sa propre perspective. Il y a aussi des motivations spéculatrices qui cherchent à gagner plus en misant le moins possible. À l'inverse, il y a des motivations réalisatrices par la conjugaison des efforts. Pour ces dernières, la spéculation dans tous ses états – et surtout ceux qui procurent le plus de bénéfices – est un mal. Pour les autres, c'est le contraire, subordonnant l'activité industrielle à la spéculation boursière par exemple. Comment comparer des biens de Sens opposés ou différents ? Exercice impossible. Par contre reste la question : y a-t-il un Sens, une position de vie, une orientation qui soit meilleure que les autres pour l'homme ? Il faudra bien sûr en référer à l'humanité de l'homme pour pouvoir y répondre.

Voyons encore comment différentes conceptions du monde et de l'homme portent leurs propres critères du bien, contradictoires et divergents entre eux. Il s'agit aussi de familles

de pensée qui se donnent leurs propres critères du bien en même temps que du mal et, ce faisant, visent à orienter et organiser le monde et l'existence humaine.

D'un côté, les choses et les hommes sont l'expression, la manifestation d'un être qui existe selon les différentes modalités de l'existence, affectives, corporelles, mentales. Initiatives, autonomie, création, authenticité, y sont des figures du bien. Le monde et les choses ne sont que l'expression, la manifestation d'êtres, comme l'être humain. Affects, corps, représentations mentales de même que tout ce qui se manifeste dans l'existence sont conçus comme l'expression des êtres. Alors le bien, s'il qualifie les choses du monde manifesté, ne suffit pas à dire ce qu'il en est pour les êtres en question. Si ce sont des êtres spirituels par exemple, alors le bien manifesté se juge dans des termes spirituels.

A l'inverse, les choses peuvent être conçues comme l'application de formes sous-jacentes, comme par exemple une structure, une raison première, une norme, un modèle, une règle, une loi. De ce fait, le bien va se chercher dans la normalité, la conformité au modèle, à la raison première. Des pratiques reproductrices de modèles ou conservatoires en seront les modalités favorites. Il est vrai que la maîtrise des représentations et de la raison en est une condition favorable puisqu'elle procède par la reconnaissance et la production de formes ou de structures.

Sur un autre axe, avec la logique matérialiste, les choses sont ce qu'elles sont, compositions de matières premières, assemblages en masses d'éléments. Les hommes sont alors conçus comme le résultat d'un certain type de composition physico-chimique par exemple. Ils entrent d'ailleurs dans la composition des masses dont ils sont des éléments. Qu'est-ce qu'un bien physico-chimique ? Pas de réponse à cette question. Par contre, tout ce qui défait l'unité de la masse est une menace. En particulier toute velléité à faire prévaloir l'individu ou la personne sur le collectif mais aussi tout collectif particulier sur l'universel. À l'inverse, l'inclusion dans la masse, pensée comme naturelle, figure le bien. Le bien ne peut alors être ni individuel ou personnel, ni même en fait culturel, puisqu'il s'éloignerait ainsi de la nature.

À l'inverse, pour une posture que l'on pourrait qualifier de « progressiste », les choses ne sont pas ce qu'elles sont mais ce qu'elles sont appelées à devenir. Le bien de l'homme est dans tout ce qui lui permet de progresser, se développer, grandir, se réaliser et bien d'autres critères encore. Les choses et les hommes sont en projet et valent pour cela et pour ce qu'ils adviennent. Les idées de progrès de civilisation comme figure possible du bien sont dans cette logique. Malheureusement, leur inversion, qui favorisent toutes sortes de régressions, sont de plus en plus à la mode.

Ces quatre Sens sont des dispositions d'être, des points de vue orientés. Ils sous-tendent de ce fait autant de systèmes d'évaluation basés chacun sur des critères du bien spécifiques. Chacun voit alors midi à sa porte, promeut son bien et considère les autres comme un mal en tant qu'ils ne partagent pas les mêmes valeurs. Y en aurait-il un de meilleur, intrinsèquement ? Ce qu'on appelle le relativisme est l'idée que tous les Sens se valent, ayant leur propre système de valeurs. Pour répondre à la question d'un meilleur Sens, il faudrait aussi comprendre pourquoi ces Sens, ces dispositions humaines sont choisis par les uns ou les autres, privilégiant alors un système de valeurs cohérent. Ne faudrait-il pas disposer d'une capacité de discernement des Sens pour pouvoir y répondre ? Mais alors la recherche et la culture d'un tel discernement des Sens ou dispositions humaines ne serait-elle pas le propre de ce meilleur Sens ? Il est de fait que cette conception du Sens et donc du discernement des Sens n'est compatible qu'avec certaines conceptions et pas d'autres. Un exemple parmi bien d'autres : la notion de Sens

n'a aucune place en physico-chimie, pas plus que dans les sciences de la nature traditionnelles. Cela ne veut pas dire que ceux qui en privilégient les systèmes explicatifs du monde et de l'homme n'ont pas de Sens, mais qu'il n'a aucun statut permettant de l'élucider.

Il se trouve que le Sens qui permet l'élucidation des Sens serait plutôt à la croisée du second et du quatrième de ceux indiqués plus haut – le Sens de l'être manifesté et celui du progressisme. Nous allons en pousser l'exploration.

A ce stade, nous apercevons qu'il faut distinguer le Sens du bien parmi bien d'autres Sens. Il faudra aussi rechercher quelle sorte de bien en est une manifestation significative. Y a-t-il une relation biunivoque entre le Sens et ses expressions existentielles ? Dit autrement, y a-t-il des formes du bien qui soient toujours, automatiquement, l'expression du Sens du bien ? Le Sens du bien se traduit-il par des formes de bien prédéfinies ? Non ! Tout bien sera l'expression d'un Sens du bien mais dans des conditions particulières. À l'inverse, rien n'est le mal en soi et toute chose porte en elle la possibilité d'un bien, sous réserve qu'elle soit engagée, envisagée, dans le Sens du bien.

Mais alors quel est le Sens de l'existence humaine – le bon Sens s'entend ? Quel est le Sens du bien humain ? Il nous faut pousser l'exploration.

Le penchant originel et l'accomplissement de l'homme

Pour appréhender le Sens du bien humain, c'est-à-dire le Sens selon lequel le bien est véritablement celui de l'homme, nous allons en envisager deux expressions.

La première expression est celle des âges de la vie et leur progression, au travers desquels se joue l'accomplissement de l'homme qui est proposé à tous, sans être suivie par tous. Les niveaux de maturation auxquels ils correspondent sont aussi des niveaux de conscience et de maîtrise des situations existentielles.

La seconde expression du Sens du bien humain est le processus de conversion progressive qui conduit à pouvoir se tenir par soi-même autant que possible dans le Sens du bien, c'est-à-dire le Sens de l'accomplissement de la personne. Pour cela, les hommes ont besoin de repères, d'appuis, pour discerner et parcourir cette trajectoire, allant vers une certaine autonomie dans l'accomplissement de soi. Cette trajectoire de développement personnel et d'accomplissement de soi-même, on le sait, à la mort, la fin de l'existence. Mais l'enjeu et le but de l'accomplissement sont peut-être au-delà de l'existence. Nous essaierons de comprendre en quoi tout cela découle de la nature humaine, tant pour les modalités que pour les fins. Si l'homme est appelé par nature à accomplir son humanité au-delà de son existence même, à devenir pleinement homme en pleine possession de son humanité, alors il n'y a de bien pour l'homme que ce qui y contribue, va dans ce Sens, même au-delà de la mort et de toutes les vicissitudes de l'existence. Dans un premier temps, nous resterons centrés sur la personne, mais il faudra passer par la question du bien commun pour assurer le réalisme et tout l'intérêt de cette voie qui nous est proposée. Touchant à des questions profondes, les uns ou les autres peuvent réagir selon leurs positions. Ils sont invités à considérer ce qui est dit ici, même très intuitivement, en questionnant leurs repères sans s'enfermer dans les réponses habituelles.

Au commencement, à leur naissance déjà, les hommes sont pris par un « penchant

originel⁴ » à la croisée de trois tendances ou tentations :

- Celle de coïncider avec son environnement matriciel, de s'y fondre et s'y confondre, qui sera tentation fusionnelle, appel de régression ;
- Celle de coïncider avec soi-même dans un égo libre de toute contrainte, à la base de l'individualisme, c'est-à-dire une déviance de l'individualité.
- Celle de coïncider avec des causes premières formelles pour ne pas avoir à assumer sa singularité, sa personne, sa responsabilité d'être humain.

Tout cela n'est pas délibéré, mais c'est un penchant inhérent à la nature des hommes qui naissent ainsi. Ce penchant revient à considérer le monde environnant comme support exclusif de son existence et son « exploitation » comme allant de soi. C'est la logique même des « naturalismes systémiques », c'est à dire des conceptions de la nature comme système dont nous dépendrions totalement et dont les lois imparables nous détermineraient entièrement. Nous serions ainsi des objets de la nature, pour en jouir sans doute mais surtout pour être accusés et condamnés à chaque tentative d'autonomie, celle de la nature humaine vis-à-vis de la nature des choses. La culture, la civilisation, le développement, en sont des indicateurs suspects. Comme on le verra, cette logique coupe l'homme de son humanité en le réduisant à des modalités existentielles. Ces trois tendances se conjuguent dans ce « penchant originel » et l'accomplissement de l'homme vise à les renverser progressivement. C'est évidemment un enjeu où se joue la question du bien de l'homme.

L'enfance de l'homme et de l'humanité

C'est cette phase où, sortant de la dominance exclusive du penchant originel, se construisent les compétences, les habiletés, les croissances corporelles qui seront indispensables pour aller plus loin. Outre le travail d'apprentissage, notamment dans l'expérience du jeu des interactions, c'est une première conversion qu'il faut réaliser. Il s'agit de passer d'une tendance régressive dominante à une tendance progressive. Le goût de régresser doit être alors supplanté par celui de grandir. Qui regarde des petits enfants et leur désir de grandir est émerveillé, s'il le regarde avec sa propre expérience de progression. Lorsque les parents ou autres tuteurs sont eux-mêmes en difficulté pour assumer cette conversion en eux, alors les enfants risquent d'en pâtir gravement. C'est le cas lorsque le « penchant originel » est promu au travers des idéologies naturalistes. Le retour à la nature, le retour symbolique à une matrice primordiale, le retour à un temps de non séparation, fusionnel. La gravité des enjeux devrait interpeller un monde qui a tendance à se laisser aller de plus en plus à ces penchants-là, avec la négation de la nature spirituelle de l'humanité.

L'âge adulte de l'homme et de l'humanité

C'est une phase où se cultive la conscience mentale, la raison, les représentations de soi et du monde. L'intelligence mentale apporte une nouvelle maîtrise de l'existence, de sa place dans le monde et de sa participation au monde. C'est devenu possible grâce à une conscience nouvelle qui dépasse l'expérience directe, l'empirisme de l'âge précédent qui a permis lui d'entrer dans une logique de progression indispensable. À ce stade, une seconde conversion est engagée : celle de l'individualisme vers une participation au monde commun, aux affaires communes. L'individualisme fait de la conscience individuelle le référent de toute réalité ; la conscience de soi est prise pour le soi ; la raison pour l'être. L'identification à une conscience collective ne change rien puisque c'est la

⁴ Si le penchant originel évoque l'idée de péché originel, ce n'est pas simple coïncidence. Cette version est cohérente avec une conception de la nature humaine qui est à accomplir, indiquant le Sens ou la tendance inverse, à convertir.

conscience individuelle de la supposée conscience collective qui fait référence, l'opinion individuelle ou le savoir individuel qui s'érigent en vérité générale. C'est pour cela que l'individualisme fait bon ménage avec l'universalisme ou du moins la prétention de certains au caractère universel de leur conscience individuelle. Au contraire, la participation à un monde commun suppose que la singularité personnelle se conjugue avec celle des autres pour réaliser un monde commun qui ne se réduit pas à la conscience individuelle des uns et des autres. Il y a de l'altérité et pas que de l'identité. La conscience individuelle est un mode de participation individuelle au monde commun, un point de vue, et pas sa référence ultime et définitive. Il est clair que dans une civilisation des représentations – cet âge d'évolution humaine qui est le nôtre –, c'est l'enjeu majeur qui conditionne le passage à un âge plus avancé. Et nous sommes au cœur d'une crise de cette nature avec plus ou moins de handicap pour sortir d'un individualisme pratique, même en prêchant pour un collectif qui s'imposerait aux individus. Et nous ne voyons pas les tenants de l'anti-individualisme avoir toujours d'autres comportements individuels que ceux de l'individualisme dominant.

Cette seconde conversion, en marche cependant, permettra de passer à l'âge du Sens, celui où la conscience des Sens, qui est en fait une conscience d'être, permet de mieux maîtriser les stades antérieurs. Cela se traduit par la reconnaissance du fait que leurs dimensions existentielles, factuelles et mentales notamment, étaient l'expression d'un être en devenir qui maintenant se reconnaît comme tel. Il reconnaît en outre que son existence individuelle dépend de part en part des autres, ceux avec lesquels sont partagées des communautés de Sens. La conversion qui en est l'enjeu est la troisième, consistant à assumer cette position d'être, par opposition à la position conformiste, normative que prônent les rationalismes. Ce qui est existentiel pour l'individu, avec les modes de conscience associés, est une participation à l'expression collective du partage des êtres.

Ainsi un développement personnel s'est-il effectué de phase en phase, révélateur d'une humanité qui s'accomplit au travers des conversions qu'elle assume progressivement.

Le Sens du bien de l'homme n'est rien d'autre que le Sens de l'accomplissement humain au travers de différentes modalités de développement qui constituent le bien dans ses différents états. Il est intéressant de méditer sur l'accomplissement de l'homme consistant à se révéler à lui-même comme être de Sens tout en acquérant une certaine maîtrise de son existence à la fois individuelle et collective. Cet accomplissement, qui se joue notamment au travers d'un développement existentiel, trouve ses clés et son enjeu au-delà dans l'être de Sens qui s'y réalise et donc au-delà de cette existence même. Si l'homme ne se réduit pas à ses dimensions existentielles, ce qu'il découvre peu à peu, alors son accomplissement coïncide avec cette révélation en conscience, avec des conséquences qui dépassent évidemment cette existence, tant dans l'en deçà qui s'y exprime que dans l'au-delà où il se révèle.

Cette exploration du bien de l'homme nous amène à considérer que l'essentiel, c'est le Sens, le Sens de l'accomplissement humain. Toutes les figures du bien ne valent comme telles que si elles participent au développement au travers duquel se joue cet accomplissement : le grandir dans l'enfance qui passe par l'acceptation de la séparation, puis la conscience individuelle et collective engagées dans l'édification d'un monde partagé, enfin le discernement des Sens et tout ce qui y contribue, sont des modalités de maturation porteuses des figures du bien. Les composantes de l'existence humaine y trouvent leurs justifications et leur contribution au bien. Il faut y ajouter tout ce qui est condition de cette existence comme la subsistance et la confortation, non comme des fins mais comme des moyens. Il est assez aisé de montrer comment les figures du bien

classiques témoignent souvent de Sens qui ne sont pas le bon mais aussi qu'elles peuvent être converties pour y contribuer. C'est le cas évidemment chaque fois que les moyens sont pris pour des fins et prennent ainsi un Sens contraire à celui du bien de l'homme. Par exemple, l'affectivité et tout ce qui est éprouvé est un moyen d'appréciation de notre relation au monde et aux autres, mais pas une fin en soi, utilisant alors les autres à des fins de satisfaction affective par exemple. Les conditions matérielles de l'existence sont des moyens et pas des fins. La conscience mentale, les savoirs, l'intelligence intellectuelle ne sont pas des fins mais des moyens. Le bien-être, l'aisance corporelle, la bonne conscience, ne sont pas des critères du bien par eux-mêmes. D'une façon plus essentielle encore, notre existence dans ses dimensions affective, corporelle, mentale, n'est pas une fin mais un moyen de notre accomplissement. Si on y assigne des buts, ce ne sont pas des fins mais des étapes intermédiaires. Allons jusqu'au bout : tout ce qui fait notre existence est un moyen pour la révélation de notre humanité, notre accomplissement. Tout ce qui constitue cette existence peut alors être considéré comme un bien, si ce n'est pas considéré comme une fin en soi. Un bien ne l'est pas en soi mais par sa contribution à l'accomplissement humain, par le Sens qu'il exprime et dont il témoigne.

Il manque encore un pan majeur de cette question du bien de l'homme et de son accomplissement personnel. En effet, tout ce qui relève de l'existence individuelle est aussi pris entièrement dans l'existence collective au sein de communautés humaines. Du coup, le bien commun devient indispensable pour définir le bien personnel et le Sens du bien commun est celui par lequel l'accomplissement des personnes se réalise au travers d'un développement communautaire. Mais comment s'articulent trajectoire personnelle et développement communautaire entre bien personnel et bien commun ? À l'âge du Sens, c'est une dimension déterminante des affaires humaines. Elles en seront progressivement subverties, on devrait dire converties.

Le bien commun

De même que le bien de l'homme ne peut se penser indépendamment de ce qu'est l'homme, de même le bien commun ne peut se penser en dehors de ce qu'est une communauté humaine. S'il s'agit d'une simple structure sociale, alors le bien commun est identifié à la conformité aux structures fondatrices et régulatrices. On trouvera alors deux types courants de conceptions du bien commun qui s'y associent.

La première est celle de la cité idéale où la rationalisation des dispositions et de l'organisation de la vie commune justifie des fonctions normatives (de là peut-être le terme de fonctionnaires pour ceux qui en ont la charge). L'État en charge de cette fonction dispose de la Raison supérieure qui doit progressivement rationaliser la vie collective selon cet idéal. Il s'agit bien là d'une progression, d'une édification, d'une figure du progrès à travers les affaires communes et la cité qui les intègre. Le bien commun est identifié à tout ce qui concourt à ce projet et singulièrement aux règles, lois et procédures qui en sont le vecteur.

La seconde conception du bien commun est celle du système naturel économique ou écologique. Le système étant conçu comme « naturel », il n'est que de s'y conformer et d'éviter ou réparer les dysfonctionnements. Le monde de l'économie comme celui de l'écologie sont bien souvent largement voués à ce modèle, et le bien commun y est vu comme l'absence de dysfonctionnement. Il est à noter que, dans ces conditions, ceux qui en profitent ou ceux qui en sont victimes le doivent forcément à des règles naturelles. Le

système économique justifie le chômage de masse. Le système de la nature justifie la condamnation de toute trace ou empreinte humaine, de toute « anthropisation » pour utiliser un terme péjoratif consacré dans ces milieux. Ce que par ailleurs on pourrait considérer comme injuste ou amoral trouve ici sa légitimité morale dans le fait de ne pas faire obstacle aux systèmes et à leurs lois (celles du marché par exemple). Il serait temps, à notre époque, de cesser de prôner des systèmes de croyance dont la logique produit inmanquablement les effets qu'on connaît (crises actuelles) pour ensuite s'étonner de ces effets. Le bien commun y étant dénégateur de l'humanité (réduite à un effet de nature), il faudrait s'interroger sur son Sens.

Considérant maintenant la communauté comme rassemblement de personnes, alors le bien commun serait caractérisé par l'existence et la pérennité de la communauté, la manifestation de son être. On reconnaîtra deux logiques qui s'y appuient.

D'une part, la communauté est considérée comme condition d'existence des personnes qui sont censées s'y dévouer corps et âme dans une sorte de fusion communautaire. La patrie, figure maternante, est celle du bien commun ou toute autre entité qui réclame une allégeance sans faille. C'est l'adversité, la menace de l'étranger qui est souvent le rappel du bien commun et de sa défense. La référence au peuple – en tant qu'il est sacralisé – est de cette veine, ainsi que toutes les figures du bien commun qui lui sont associées.

D'autre part, la communauté de personnes est maintenant engagée dans un développement qui vise à l'accomplissement des personnes au travers d'une culture. Les figures du bien commun en indiquent, révèlent et réalisent le Sens. Le grandir communautaire est progression des niveaux de conscience et de maîtrise des affaires commune, d'« empowerment » (autonomisation) individuel et collectif. Le bien commun est alors culturel et non pas normatif ou universel.

Ce rapide parcours montre surtout que le bien commun ne suffit pas à définir le bien de l'homme. Il est l'indication du Sens donné à la communauté et implicitement à l'homme. De ce fait, c'est le Sens qui est le critère majeur du bien commun. Il s'agit donc de déterminer le Sens du bien avant de convenir de ce qu'est le bien commun qui l'exprime.

Nous sommes là devant une difficulté majeure de notre époque prompte à fixer le bien dans des idéaux et des valeurs définies par des formules qui s'avèrent changer de Sens avec les conceptions du monde et de l'homme. L'idée de démocratie, l'image mentale que l'on en a comme idéal, ne sont pas la démocratie réelle comme l'histoire nous le montre. Au nom de la démocratie, on a assisté à bien des tyrannies. C'est pourquoi on ne peut poser cette idée en bien commun, indépendamment du Sens qu'on lui donne et dans lequel on la réalise. L'essentiel n'est pas l'idée, mais le Sens qu'on lui donne. L'idée ne vaut comme bien que si elle contribue au Sens du bien. Encore faut-il le discerner et pour cela comprendre ce qu'est et où est le Sens à discerner.

Malgré tout, les figures du bien commun se situent dans le champ de l'expérience et de l'existence humaines. L'expérience communautaire n'est pas autre que l'expérience des personnes avec ses différents registres. Affectivité partagée, organisation matérielle et comportements collectifs, représentations mentales communes sont les registres du bien commun. Selon le Sens de l'approche de la communauté, le bien commun se traduit par les registres existentiels où se situe le bien personnel et s'exprimera par des valeurs communes. La conception de la notion de valeurs vient d'ailleurs éclairer le Sens des rapports à la communauté. Pour le meilleur, les valeurs comme le bien commun sont l'expression et les indicateurs du Sens du bien commun dans une communauté donnée.

Le bien commun et les valeurs qui le qualifient sont des signes, des indicateurs du Sens en question.

Cependant, on trouve aussi une conception de la notion de valeurs comme exonération du bien commun assimilée à la satisfaction des intérêts particuliers (ou corporatistes). Par exemple, la proclamation des valeurs d'indépendance et de liberté est souvent l'expression d'un refus de ce que sont les engagements collectifs, les exigences communautaires. Bien des crises d'adolescence en sont l'expression, avec leurs bouffées délinquantes et leurs revendications ambiguës. La bonne conscience est aussi de plus en plus souvent associée à des justifications individualistes. Le relativisme permet à chacun de se doter des valeurs qu'il veut sans contraintes communes.

Il y a aussi une conception de la notion de valeurs comme représentations d'idéaux auxquels se conformer. Les thèmes à la mode en sont les exemples. Quelle entreprise ou collectivité publique ne contribue pas au « développement durable » ? Cela invite à prendre des postures figurant le bien commun, soit de façon ostentatoire et démonstrative, soit de façon normative et intériorisée.

Tout cela pour montrer que le bien commun et les valeurs qui le caractérisent ne valent que par le Sens du bien des hommes, commun entre eux. C'est la racine même des communautés de Sens, communautés de valeurs, communautés de bien. Comme pour les personnes, le Sens du bien commun se caractérise par un développement ordonné à la révélation de l'humanité de l'homme comme être de Sens au travers de son existence communautaire. Ainsi, si le terrain est communautaire, la visée est personnelle. Mais le terrain communautaire repose aussi sur le conSensus des personnes qui sont l'alpha et l'oméga des communautés humaines. C'est de cela que témoigne le bien commun comme expression du Sens du bien commun.

Ainsi faut-il renoncer à se contenter d'une définition du bien commun indépendante du Sens du bien commun. Celui-ci étant propre à une communauté singulière, il faut renoncer à une définition universelle du bien qui ne soit indicatrice d'un Sens ou d'une tendance toujours rapportée à une communauté humaine, fût-elle la communauté des hommes, l'Humanité entière.

À ce propos, on observera la différence entre la déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU et la déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (et il y en a d'autres). La première se réfère à la dignité de l'homme et indique des orientations, un Sens. La seconde se réfère à une convention formelle qui établit un état, de nature juridique donc⁵. Ce sont deux conceptions bien différentes du bien commun et du Sens du bien commun qui s'y expriment.

Ces différentes explorations de la question du bien commun nous ont amené à noter la corrélation entre la conception de l'homme et celle de son bien. Nous avons noté que la

⁵ Déclaration française des droits de l'homme de 1789 :

« [...] En conséquence, l'assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

Article premier - Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune [...]. »

Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU) :

« [...] comme idéal commun à atteindre.

Article premier - Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

qualification de bien de l'homme dépendait du Sens donné à l'homme, choisissant ici comme référent celui qui permet de considérer et discerner les Sens de l'homme en l'homme, et qui engage ainsi son accomplissement d'être humain. Nous retrouvons au niveau communautaire la relativité du bien commun par rapport au Sens de la communauté – et en chacune le caractère essentiel du Sens du bien commun qu'il s'agit alors de discerner et de cultiver. Les philosophies notamment proposent chacune leur Sens du bien implicitement ou explicitement. L'Humanisme Méthodologique dont nous utilisons les conceptions et les analyses est l'une de ces philosophies qui propose un Sens qui permet de discerner les Sens. On pourrait dire à ce titre que c'est une méta-philosophie qui peut en effet rendre compte du Sens de chacune des philosophies humaines et comprendre ainsi ce qu'elles fixent comme figures du bien commun. Le Sens du discernement des Sens, révélateur de l'homme comme être de Sens, est donc le Sens du bien commun – propre, on le verra, à chaque communauté. Pour cela il faut s'engager dans une compréhension plus profonde des communautés humaines.

Penser les communautés de bien

Nous vivons au sein de communautés multiples. L'individualisme, déviance de la construction de la conscience individuelle, nous a habitués à nous imaginer vivre indépendants de toute communauté de vie, ce que les faits démentent au bout du compte. Nous existons chacun au sein de multiples communautés, d'importance et de natures différentes. Cependant il existe plusieurs conceptions de ce qu'est une communauté. En voici des exemples.

À l'âge archaïque, nous n'existons que dans la totale dépendance à une communauté de vie. Cela donne ces impressions de repli communautaire défensif, et en même temps de milieu particulièrement chaleureux. Il s'agit de communautés fusionnelles où règnent les affects.

Certaines conceptions de l'homme font des communautés des collections d'individus appelées collectivités ou sociétés. Dans certains cas, l'individu est censé évoluer librement dans la société qui constitue un espace d'opportunités. Dans d'autres, il est totalement conditionné par la société et toute originalité y est une atteinte à la normalité, une délinquance ou une folie, une anomalie.

Mais nous devons rappeler ici que les communautés humaines sont de nature humaine. Nous le répèterons pour apercevoir toutes les facettes d'une telle évidence qui bouleverse les habitudes. Quelquefois, on va traiter des questions collectives sans s'intéresser à la nature humaine. On prendra volontiers des modèles naturalistes ou des modèles mécaniques ou animaux et même des modèles informatiques sans s'apercevoir que cela présuppose à chaque fois une conception de l'homme. C'est pour cela que des modèles rationalistes ou matérialistes portent une vision de l'homme rationaliste ou matérialiste. Les hommes réels se trouvent amputés de dimensions essentielles de leur existence sinon de leur être – ce que produisent en définitive à grande échelle les totalitarismes qui s'en inspirent. Il est vrai aussi que dans ce type de cas, pour regarder le monde et agir en son sein, nous sommes disposés dans un Sens qui tend à ignorer le Sens qui est en nous ; nous ne pouvons ni discerner ce Sens ni comprendre que les communautés humaines sont au fond des communautés de Sens. Si les hommes sont des êtres de Sens, alors ce qu'ils mettent en commun pour faire communauté, ce sont des Sens. Si nous n'avons pas encore accès au discernement des Sens, ce qui a été encore le cas le plus général au stade atteint par l'humanité avec la civilisation des représentations et de la

raison, alors nous ne pouvons pas envisager la question du Sens du bien commun ni voir l'importance des communautés de Sens. C'est parce que nous entrons dans un âge du Sens que la question devient accessible et que les communautés peuvent être aperçues en conséquence comme le seul lieu de notre existence individuelle.

Ainsi, retenons pour la suite que les communautés humaines sont des communautés de Sens qui résident, eux, nulle part ailleurs qu'au cœur des personnes, constituant ce que l'on a appelé leur « âme spirituelle », lieu où Saint Paul invitait au discernement des esprits, bons ou mauvais. Nous les reconnaissons comme les Sens dont on parle ici. Ces communautés sont des communautés d'expérience humaine où l'existence collective et individuelle se réalisent, entièrement, et selon les composantes que l'on a déjà parcourues : affects, corporéités, représentations mentales. Regardons les communautés que nous vivons, celles qui nous ont été familières et celles, plus nouvelles, que l'on appelle communautés virtuelles par exemple.

La famille d'abord, dont le modèle jusque il y a peu était celui d'un couple hétérosexuel et des enfants qu'ils se donnaient comme charge d'élever jusqu'à une maturité suffisante. Le couple déjà formait cette communauté élémentaire « pour la vie ». Étrange cette communauté d'existence qui dépasse même le temps d'élevage et d'éducation des enfants. Pour quoi faire ? Pourquoi cette structure, évidemment complexifiée par les liens familiaux dans les familles élargies et par les dérivations que les déstructurations actuelles du modèle semblent mettre en question ?

En fait, ce sont des Sens profondément inconscients qui sont associés dans un couple pour constituer une existence commune. Cette existence commune est faite d'affects, grande histoire de l'amour ou de la passion et de leurs vicissitudes. Elle est faite de la matérialité de la coexistence des corps et des conditions de leur subsistance. Elle est faite d'un partage de représentations mentales, modèles de vie et d'existence, culture, pacte juridique, identité partagée... Cette existence commune n'annule pas les existences individuelles mais les met en dépendance réciproque. Lorsque la conscience de Sens et l'autonomie fondamentale des personnes se révèlent, alors leur dépendance existentielle librement consentie se manifeste pleinement. La question du Sens du bien commun est évidemment posée – et la figure de l'enfant comme bien commun et de son éducation dans le Sens du bien commun est une réponse classique. Notons alors que pour l'enfant, c'est là à la fois l'expérience d'une vie qui est orientée dans un certain Sens du bien et une existence qui s'est construite dans ce Sens-là.

Au-delà de la famille, dont les contours sont flous et les compositions et recompositions infiniment variées, se présentent les communautés de proximité. Ce sont celles que l'on fréquente à l'échelle de relations directes possibles. On peut citer l'école, les amis, les groupes et bandes, les clubs et associations, les entreprises et autres environnements professionnels. On peut citer aussi les communautés de voisinage, les communautés de quartiers ou de village, les communautés d'affinités, etc. Chacun peut mesurer l'importance de telles communautés dans sa vie quotidienne, notamment en imaginant ce que deviendrait l'existence si on les supprimait les unes et les autres. L'appauvrissement de cet environnement communautaire est plutôt exceptionnel et correspond à des moments d'isolement, volontaires ou non. Difficultés relationnelles, ruptures, prison, ou encore retraits monacales peuvent correspondre aussi à la réduction à une seule communauté localisée, mais aussi à la participation à des communautés plus éloignées.

A propos de proximité et de distance, il est important d'observer qu'il faut distinguer proximité et distance affective, proximité et distance matérielle, physique, proximité et

distance mentale. Elles ne sont pas toujours corrélées. On observera qu'une proximité affective peut aller avec une distance matérielle. L'inverse est aussi possible. La proximité mentale, intellectuelle n'est pas automatiquement liée à une proximité affective ou physique. Il y a donc des communautés qui privilégient ou excluent telle ou telle dimension de l'expérience existentielle. Cependant, cela n'épuise pas la question. Les relations humaines sont de nature humaine et si la nature humaine, au fond, est Sens et l'homme un être de Sens, alors les relations humaines sont, au fond, des relations de Sens, de partage de Sens, c'est-à-dire des conSensus. On pourrait parler de communion d'esprit, d'esprits plutôt, ce pouvant être les pires et les meilleurs. Ainsi les conSensus apparaissent-ils comme les véritables relations d'humanité. Si l'homme est un esprit incarné selon une certaine structure de l'expérience existentielle⁶, alors cette expérience existentielle est le théâtre de l'expérience individuelle comme de celle du monde commun, et les relations humaines se manifestent sous ses formes : affects, comportements, représentations mentales...

Insistons ici sur différents aspects majeurs pour la suite, pour la compréhension des communautés humaines mais aussi pour l'action humaine. Toutes les relations humaines sont des relations de Sens et c'est là déjà que se joue l'enjeu d'un Sens du bien, d'un Sens du bien commun. Ce qui est manifeste, accessible à la conscience ordinaire, c'est l'expression, l'expérience, la manifestation de ce conSensus. La relation existentielle n'est ainsi que l'effet vécu de cette relation de Sens. Ainsi, la proximité et la distance relationnelle qui se traduisent sur les différents plans de l'expérience existentielle sont, au fond, le jeu du partage de Sens d'humanité entre des « êtres de Sens » en même temps radicalement autres. L'altérité et l'identité sont simultanément en jeu dans les relations humaines et se traduisent pas l'individualité et la communauté d'existence. Il faut bien considérer que le jeu de proximité et de distance de toute relation humaine n'est pas toujours corrélé avec la proximité et la distance physique, pas plus que mentale ou affective. Cela sera important pour comprendre non seulement certaines communautés de proximité, mais aussi d'autres plus élargies. Au préalable, arrêtons-nous sur deux questions majeures, la communication et l'action humaines.

La communication humaine

La communication, au fond, est établissement de conSensus, de Sens partagés. Elle passe par la médiation de l'expérience existentielle dans ses composantes affectives, comportementales et mentales. Ces composantes sont enrichies par les langages – langages verbaux, images, sons, signes... L'effet de cette communication est l'évolution du conSensus et la transformation de l'expérience existentielle. Il y a dans la communication l'esprit-Sens et la lettre-existence. Et je serais tenté de dire que l'essentiel, c'est le Sens ; l'accessoire c'est l'existence partagée. Pourtant tout se passe comme si les situations

⁶ La relation entre le Sens et l'expérience existentielle, c'est-à-dire l'existence, est une relation de transcendance. Cela vaut d'un côté pour les Sens en l'homme et les conSensus partagés, et d'un autre côté pour l'existence individuelle et le monde commun dans lequel elle s'inscrit. Le Sens, en général inconscient, se réalise dans l'existence individuelle et collective. Il n'est accessible qu'au travers de ses manifestations et celles-ci, exprimant le Sens, sont une voie d'accès à sa révélation, c'est-à-dire à son discernement. Rien de ce qui fait partie de l'existence, de l'expérience et de la conscience existentielles n'est du Sens mais un peu comme son ombre portée. Inversement, le Sens ne se voit pas parmi les composantes de l'expérience existentielle mais en est au principe, à la source. Le bien commun s'identifie dans l'expérience existentielle mais le Sens du bien commun qui est l'essentiel est invisible, tout en étant accessible à un autre type de conscience : le discernement des Sens. On y accède par une voie « négative » diraient les traditions. L'âge du Sens nous amène à découvrir l'univers du Sens en nous et donne un nouveau visage à l'humanité seulement accessible jusqu'ici à un petit nombre.

existentielles véhiculaient des Sens et favorisaient ainsi les conSensus associés. C'est l'enjeu de la communication d'établir des relations impliquant une part d'humanité et, singulièrement pour notre propos, un Sens du bien commun. Rappelons à nouveau qu'un tel Sens du bien commun est Sens du bien pour chacun et se caractérise par cette progression vers un accomplissement, assorti d'une conscience de Sens et donc d'une liberté responsable de ses conSensus et par voie de conséquence de l'existence commune. La méditation de ces considérations est indispensable pour appréhender la profondeur des enjeux en question, au-delà des sentimentalités superficielles et des idées toutes faites.

L'action humaine

La communication de Sens au travers de ses vecteurs a pour effet de transformer les situations existentielles. C'est donc le principe même de l'action humaine. Quels que soient les artifices existentiels, les médiations ou moyens intermédiaires (termes équivalents), l'action humaine est un travail de conSensus qui modifie les situations existentielles elles-mêmes. On en tirera des enseignements majeurs pour l'action communautaire, ses enjeux, les processus humains à mobiliser et les artifices structurels et méthodologiques employés. Bien que nous soyons engagés dans la question du Sens du bien commun, il faut pointer que les autres Sens sont impliqués de la même manière, donnant chacun une certaine conception de l'homme, de la communication et de l'action. Ainsi, pour les uns c'est une sorte de puissance magique qui agit ; pour d'autres c'est une forme, une structure, une raison sous-jacente ; pour d'autres encore, ce sont uniquement des forces. Ce sont autant de positions épistémologiques (relatives aux processus de connaissance) et praxéologiques (relatives aux processus de l'action) auxquelles nous ajoutons la dimension axiologique (relative aux processus de jugement du bien et du mal) en introduisant la question du bien commun. Le Sens est la clé qui les réunit ou mieux, en fait trois dimensions de la même chose qui est, au fond, l'existence humaine.

Ces approfondissements viennent ici pour donner un aperçu de ce qui est en jeu dans les communautés de proximité, là où se joue toute une part de nos existences, de nos relations, de notre accomplissement. Cependant, grâce à l'évolution humaine et au développement d'une civilisation des représentations mentales, nous pouvons accéder à la conscience de communautés plus larges que nous appellerons communautés culturelles.

Les communautés culturelles

Ces communautés dépassent le champ relationnel direct mais sans l'exclure. Citons par exemple les communes, les bourgs, les grands quartiers, les collectivités territoriales de toutes tailles – par exemple les communautés intercommunales, les départements, les régions et évidemment les nations. Ajoutons encore les grandes régions ou communautés multinationales comme l'Europe et bien d'autres dans le monde d'aujourd'hui. Mais il y a aussi de grandes entreprises, des organisations ou institutions, des associations, des mouvements et groupements multiples, des religions, et encore des communautés d'affinité de grande taille. Pensons aux réseaux sociaux, une modalité récente qui est le lieu de multiples compositions, décompositions et recompositions. À ce titre, notons que des communautés locales ou thématiques trouvent sur Internet une extension qui enrichit l'univers de la communauté en question – sans même parler de ces communautés qui n'existent, du moins un temps, que sur Internet, comme par exemple les communautés de jeux en réseau. Ce sont toutes des communautés culturelles : le rapport de chacun à la communauté, outre des relations interpersonnelles, passe par la médiation d'une culture,

d'un monde culturel commun. Ce monde culturel commun porte les composantes de l'expérience humaine et de l'existence individuelle et collective où on retrouve le champ affectif, le champ matériel, physique et comportemental, et évidemment le champ mental des représentations de tous ordres, indispensable on l'a vu à l'existence même de ces grandes communautés. C'est pour cela que les questions d'identité collective sont si cruciales. Ceux qui sont dans un déni de communauté n'en voient pas l'intérêt où n'y voient que « dérives identitaires » réduisant toute communauté à une communauté archaïque, et certainement pas une communauté de bien.

Nous sommes impliqués à l'âge adulte et dès ses apprentissages dans différentes communautés culturelles jusqu'à y participer et y tenir un rôle. Il est clair que l'évolution des moyens de transport aux 19^e et 20^e siècles a élargi le champ des participations aux communautés culturelles. L'évolution des communications au 20^e siècle et surtout l'explosion des possibles au 21^e siècle avec Internet rendent le champ des communautés culturelles accessible à un très grand nombre d'individus en âge de s'y représenter. On voit, bien sûr, que ces communautés sont le lieu de déploiement et d'investissement d'une part de plus en plus importante de l'existence humaine, avec une grande diversité d'enjeux. Chacun notera qu'il est appelé à participer, simultanément ou successivement, à de multiples communautés de proximité mais aussi à des communautés culturelles dessinant un paysage où nos vies se construisent et où nous « voyageons », en fonction des affaires humaines auxquelles nous participons. Si le thème de l'aliénation communautaire ne peut être évacué lorsque des communautés immobilisent dans leur monde les individus qui en font partie, ce n'est plus le cas général, ce qui réduit la portée de la critique « communautariste ». Voyons comment, sous certaines dictatures, Internet, Facebook et les blogs libèrent de ces emprises, construisant un monde qui les déborde de part en part. Ainsi, considérer les communautés permet de les aider à grandir, à se développer et même à accomplir une vocation propre. Ne pas le faire enferme les plus faibles dans un pathos archaïque.

Nous n'en avons pas fini avec les communautés humaines, auxquelles il faut rajouter les communautés-monde. Pensons à la communauté économique mondiale, à la communauté des internautes, à la communauté des Nations Unies, aux communautés religieuses à vocation mondiale. Toutes ces communautés sont accessibles potentiellement à toute l'humanité et dessinent chacune un monde qui sert à établir un consensus et à en faire vivre les réalités. On pourrait penser à la communauté universelle qui serait celle de tous les hommes en tous Sens. Elle ne serait concevable que si elle était assortie d'une conscience de Sens, donc d'un accomplissement qui en fasse le champ de liberté et de participation de tous les hommes. Nous n'en sommes pas là et l'idée de l'accomplir ne doit pas faire ignorer le chemin pour y parvenir ; et ce chemin, ce sont les communautés humaines. Alors, pour le moment, pensons les communautés-monde comme des communautés thématiques impliquant une part de l'humanité de tous les hommes. Il convient de noter que cette part d'humanité résidant en tous les hommes est bien universelle. L'universel n'est donc pas le tout, contrairement à une conception formelle. Du coup, toutes les communautés, même de proximité, portant en elles une part d'humanité, portent ainsi de l'universel humain au travers de l'implication personnelle de leurs membres. Par ce fait aussi, toute communauté de proximité ou communauté culturelle pourrait prétendre à devenir une communauté-monde et il leur arrive de le croire. Ce n'est pas pour autant une vocation systématique, et seules quelques communautés le sont devenues. Ces trois types de communautés sont distingués pour faciliter la compréhension, comme le faisait Fernand Braudel dans le domaine économique notamment.

Déjà se pose la question : à quoi servent toutes ces communautés ? Nous dirons d'abord à exister, c'est-à-dire à tisser la trame de notre existence individuelle au milieu de l'existence collective et du monde ou plutôt des mondes où nous vivons. Cette trame, encore une fois, est composée des trois plans affectif, physique et mental selon lesquels nous existons autant à l'échelle individuelle que collective. Mais pour pousser la question plus loin, à quoi sert cette existence, sachant surtout que la mort est inéluctable, mort au monde en quelque sorte symétrique de notre venue au monde ? Cette mort, nous n'en avons nulle expérience personnelle en tant que vivants, sauf au travers de l'expérience communautaire de la présence/absence des autres. Elle nous apparaît comme au moins mise en suspens de toute expérience même si, pour les autres, nous continuons peut-être à exister au travers des affects, des traces matérielles, des représentations mentales. Or si nous ne sommes pas nos affects, nos corps, nos pensées, mais que ce sont des expressions de nos êtres, alors leur histoire existentielle n'épuise pas la nôtre. Cette existence qui est la nôtre est celle de cet être de Sens que nous sommes, sans le savoir au départ. Souvenons-nous du penchant originel qui tend à nous faire coïncider à cette existence, et celle-ci à l'environnement naturel, à nous y réduire et en faire la figure de tout bien... qui tourne mal puisque mort s'en suit ! Alors les communautés humaines, communautés de Sens, nous servent à exister en cultivant spécialement le Sens du bien commun. Comment pourrions-nous cultiver le Sens du bien en nous en dehors de ce qui nous fait exister, c'est-à-dire les communautés de vie que nous partageons. Cette culture du Sens du bien commun sert non seulement à développer l'existence individuelle et collective afin qu'elle progresse, grandisse en maturité, mais permette aussi cette conscience de Sens que l'âge du Sens qui s'inaugure nous fait percevoir. C'est la révélation de l'homme, de son humanité en nous-mêmes, personnellement et collectivement, qui est l'enjeu – révélation qui procure conscience et maîtrise progressive des conSensus qui font « l'empowerment » des communautés, l'autonomisation et la liberté responsable des personnes. Tout cela se fait dans et au-delà de l'existence individuelle et communautaire, mais au travers de ces communautés.

Ainsi, à la question «à quoi servent les communautés humaines ? », la réponse est : à révéler l'humanité en nous pour en prendre possession, et pour cela à cultiver le Sens du bien commun propre à chacune des communautés auxquelles nous sommes amenés à participer. Tout cela se joue dans les affaires humaines, toujours communautaires par quelque pan. Ce sera l'objet de la deuxième partie d'en explorer différents champs.

Au préalable, il nous faut mieux connaître les phénomènes communautaires, seuls lieux et substances des phénomènes humains, on le sait maintenant.

Communautés de Sens

Il importe de savoir de quels types de communautés nous parlons pour en dégager le Sens du bien commun spécifique. La connaissance des communautés humaines est indispensable pour comprendre les phénomènes humains auxquels nous serons confrontés, pour traiter des affaires humaines dans le Sens du bien commun. Il nous faut étayer ce paradigme communautaire que nous sommes en train de développer.

Nous avons vu que les communautés humaines sont, au fond, des communautés de Sens en conSensus. Mais dans cette perspective, il y a encore à approfondir. Bien que ce ne soit qu'une représentation, imaginons donc un Sens comme une disposition d'être orientée, comme sur une boussole, une rose des vents. Ainsi, à chaque Sens son inverse, et les Sens vont dans toutes les directions. Parler d'un Sens est un artifice pour pointer une direction parmi d'autres, de même que la direction du Nord n'existe que s'il y a aussi

le Sud, l'Est et l'Ouest. Cependant, se tenir dans une position de Sens est la condition pour avancer, comme à un carrefour où il faut bien emprunter une voie pour voyager. Se tenir dans un Sens, c'est aussi renoncer aux autres. Ainsi, la liberté s'exerce dans le choix et dans le renoncement. L'absence de liberté vient du fait que l'on est embarqué dans un Sens sans discerner où mènent les uns et les autres et même sans le savoir. Nous pouvons prendre un chemin parce que nous y avons été placés, parce que c'est le seul que nous connaissons, parce que l'inconnu nous fait peur, parce qu'il y a une bonne auberge en chemin... C'est comme cela que, le plus souvent, nous nous tenons dans un Sens plutôt que d'autres. L'image nous aide à comprendre aussi que plus on avance dans une direction, plus on progresse sur le chemin choisi, plus on s'éloigne du carrefour du choix initial. La boussole nous permet cependant de penser que la question du choix d'orientation se pose tout le temps, même en l'absence de carrefour et de route.

Mais alors la question devient : quel est le bon Sens, celui qu'il faudrait choisir ? Il n'y en a qu'un dans lequel se tenir et tous les chemins divergent, ne mènent pas au même lieu. C'est toute la question du bien de l'homme qui revient avec celle du Sens du bien commun, maintenant situé dans un carrefour de Sens, sur une boussole humaine. En tant que porteurs de ces Sens, nous sommes comme une boussole par laquelle nous orienter, même et surtout lorsque nous sommes « déboussolés ». Nous portons tous les Sens de la communauté de conSensus, et nous devons nous tenir dans le Sens du bien commun. Pour cela, il nous faut acquérir le discernement des Sens et de la direction dans laquelle chacun nous engage pour acquérir cette liberté. Sinon il faut disposer de quelque repère grâce à d'autres plus éclairés, ou encore être entraînés par le courant qui prévaut dans le conSensus. Le Sens du bien, le Sens du bien commun est justement celui par lequel nous progressons vers une conscience des Sens. C'est aussi peut-être celui de la « quête de sens » si actuelle. Il est temps d'en dire un mot ici malgré le flou qui s'attache à cette formule. En effet, comment donner à cette quête une telle importance sans se soucier de ce que l'on quête et qu'on appelle sens. L'Humanisme Méthodologique y répond en situant le Sens au cœur de l'homme qui apparaît alors comme enjeu de la quête, quête de soi-même, quête des autres, quête de soi-même avec les autres dans des communautés de Sens. La quête de sens sous-entend la quête du bon sens, le sens du bien sans doute, marquant en creux le fait qu'il reste inconnu ou incertain dans l'offre pléthorique de repères en tous Sens. La quête de sens est aussi celle d'un engagement de l'existence, y compris dans les affaires humaines qui nous occupent au sein de nos communautés de vie partagées. Cependant la quête de sens peut être comprise comme une quête de conscience de Sens, cette conscience d'être qui nous permet de nous accomplir. Cette dernière considération nous amène à poser une critique des expressions du type « faire sens », « construire du sens », « produire du sens ». Dans ces expressions, le sens est un produit d'actions ou de situations. On est là bien loin du Sens qui est en l'homme et qui s'exprime notamment dans les actions et situations. Dans le premier cas, le sens est un produit ; dans le second cas, le Sens est un principe, une source qui est déjà là avant qu'on l'ait élucidée. Bref, chercher à discerner le Sens suppose qu'il soit déjà là. Lorsque le Sens se révèle au travers d'une conscience, ce n'est pas qu'il est produit mais qu'il est révélé. En d'autres termes, il s'agit de refuser de mettre le Sens dans les choses alors qu'il est en nous, que nous le sommes. À nouveau, le lecteur pourra approfondir la théorie du Sens et des cohérences humaines⁷ constituant le corpus théorique et philosophique de l'Humanisme Méthodologique pour questionner cette perspective où le Sens trouve de nouvelles voies et un nouveau langage pour se révéler et nous révéler. Par contre, le « sens » qui est utilisé dans les expressions courantes manque cruellement de définition,

⁷ Voir Le journal permanent de l'Humanisme Méthodologique, notamment au chapitre des fondements de l'anthropologie philosophique (<http://journal.coherences.com>).

de soubassements conceptuels. Le Sens du bien commun est donc aussi une réponse à cette quête de Sens par le biais des communautés de Sens.

Il faut maintenant envisager de plus près cet « ensemble de Sens » qui forme le conSensus fondateur d'une communauté humaine. Il constitue ce que nous sommes convenu d'appeler une problématique humaine. Cet ensemble de Sens nous est donné à vivre dans la coexistence communautaire. C'est le lieu de la recherche du bon Sens, celui de la résolution de la problématique par la culture du Sens du bien commun débouchant sur la conscience de ses Sens et des bénéfices progressifs de liberté et de maîtrise qui s'y attachent – l'empowerment ou autonomisation. Le terme français, souvent mal compris, est confondu avec indépendance alors que c'est aussi l'acceptation des dépendances.

La résolution de la problématique humaine spécifique à la communauté, par la recherche et la culture du Sens du bien commun, ne va ni sans difficultés ni sans artifices pour la connaissance des phénomènes et situations, pour l'orientation individuelle et collective, pour l'action et le développement, et en définitive pour l'accomplissement humain. Ce sont tous ces artifices théoriques et pratiques que le paradigme communautaire aidera à développer.

Pour parachever cet aperçu des problématiques communautaires, il faut observer que l'être de Sens que nous sommes porte en lui l'ensemble des problématiques humaines, bagage constituant l'universel de son humanité. Cependant, c'est telle ou telle problématique qui est en conSensus dans telle communauté de Sens que nous partageons. Ainsi, chaque communauté porte en elle une part d'humanité singulière mais qui participe à l'universel de l'humanité. C'est pour cela que chaque communauté vue comme un « carrefour d'humanité » est aussi une voie d'accès « culturelle » à l'universel humain. Il n'y en a pas d'autres dans le monde que nous connaissons. C'est aussi cela qui fait qu'aucune communauté que nous partageons n'épuise notre humanité, que nous avons quelquefois à chercher notre communauté d'existence et à en fréquenter plusieurs selon les problématiques qui nous concernent plus particulièrement. C'est pour cela qu'une communauté sera une communauté de toute une vie pour certains, communauté de rencontre ou de passage pour d'autres. Par rapport au caractère relativement figé des communautés de vie du passé, l'explosion des communautés et des possibilités communautaires, surtout avec Internet, bouleverse la vie des hommes par la multiplication des communautés de Sens et leur accessibilité nouvelle. C'est aussi un travail systématique de « résolution » des problématiques humaines à travers la culture du Sens du bien commun qui va historiquement s'engager dans une civilisation du Sens issue de la mutation de notre époque.

Il faut bien voir que l'héritage et le lot de chaque communauté de Sens est une problématique humaine particulière. Du coup, elle se trouve confrontée aux problèmes humains qui s'y attachent, qui nous plongent dans toutes les complexités de l'âme humaine et de ses manifestations mentales, physiques et affectives. Elle se trouve aussi engagée à cultiver tous les bénéfices de conscience et de maîtrise de la culture du Sens du bien commun. Nous pouvons en parler en termes de culture évidemment, mais aussi de qualités, de valeurs, de talents et enfin de « vocation » culturelle. Cette notion de vocation culturelle des communautés, associée à la culture du Sens du bien commun, constituera un puissant ressort de développement. Nous l'approfondirons plus loin.

Communautés et structures de concourance

Les communautés humaines ne sont pas des collections d'individus mais des ensembles

de personnes dont la trame relationnelle dessine des structures, des rôles, des engagements, des situations, des histoires qui constituent une réalité complexe. Si nous avons commencé à explorer les fondements du côté du Sens, il nous faut faire de même du côté existentiel. La question du « lien social », du type de lien qui réunit les parties prenantes d'une communauté, dépend du Sens dans lequel cette communauté est engagée. De ce fait, le Sens du bien commun est à la base d'une structure communautaire appropriée à la problématique qui est la sienne. Cependant, en envisageant la question d'un point de vue plus général, on peut reconnaître des familles de réponses.

Pour les uns, ce seront les affects et les passions qui constituent le lien social. Les clans, les bandes, mais aussi les peuples lorsqu'ils sont sollicités par l'émotion publique et leurs passions exacerbées. Les communautés au stade archaïque sont dans ce cas, tout comme celles qui font de la puissance leur raison d'être, souvent contre quelque ennemi ou concurrent. Des groupes centrés autour d'une passion sont aussi dans ce cas.

Pour d'autres, le lien social est un lien organique principalement autour des utilités pratiques : une question d'organisation propice à la réalisation matérielle des activités de production ; des jeux collectifs organisés. Les organisations de travail appartiennent souvent à ce type de communautés.

Pour d'autres encore, ce sont des structures formelles, juridiques ou administratives, qui constituent le lien social. Dans un pays où le lien social est considéré comme étant le lien qui relie le citoyen à l'Etat, l'individu devient un être juridique ou administratif et dépend des règles formelles en vigueur. On notera que la solidarité que l'on y préfère à la fraternité réclame l'édiction de droits auxquels l'Etat et les administrations publiques sont censés satisfaire. Bien des organisations modernes sont pensées comme cela, mais aussi au travers de liens conformes à quelque modèle de référence. Certaines conceptions de la société sont idéalisées dans ce modèle.

Au niveau d'un âge du Sens, on reconnaîtra que le lien est un lien de Sens ou conSensus. Son expression existentielle emprunte les différents registres précédents. Cependant on y verra des modalités du lien social mais pas sa nature profonde. C'est d'ailleurs le cas de la fraternité qui est un lien de conSensus : partager le même Sens pour partager un moment existentiel ou même apporter une aide de co-existence.

Les structures de concourance expriment ce fait qui n'est appréhendable que dans la culture du Sens du bien commun. C'est là que la hiérarchisation entre le Sens premier et les composantes existentielles secondes est discernable. C'est là aussi que l'on voit le lien entre ces composantes qui sont des facettes différentes mais indissociables de la même réalité, même quand on les distingue artificiellement pour l'analyse.

Lorsqu'un groupe ou une communauté humaine sont engagés dans le Sens du bien commun, alors ils sont organisés selon une structure de concourance. Celle-ci comporte trois dimensions :

- D'abord une unité d'intention, d'orientation, de direction – traduction existentielle de l'unité de Sens sous-jacente. Aller dans le même Sens, c'est partager une intention commune, une aspiration, une motivation spécifique à ce Sens. Les valeurs comme indicateurs du Sens du bien commun en sont un repère ;
- Ensuite une unité de contexte autour, souvent, d'un objet central de préoccupation, d'identification (une chose publique par exemple) ;
- Enfin une unité de perspective, de projet, de devenir, d'histoire donc, c'est-à-dire

aussi des buts communs et des cheminements partagés.

On pourrait également exprimer la structure de concourance ainsi : unité de finalité, unité de buts, unité d'objectifs. Ces trois termes souvent confondus deviennent hiérarchisés.

Elle comporte aussi trois plans ou composantes : le plan des affects partagés, celui des représentations partagées, celui des faits et des pratiques communes. Il s'agit donc aussi de partager une situation, une expérience, une réalité communes. L'unité de Sens confère à cet ensemble structurel une cohérence forte, portée par l'investissement des parties prenantes. Ce n'est pas une structure statique mais en mouvement, une structure dynamique⁸.

On notera que la relation de concourance n'est pas qu'une simple coopération factuelle, ni une simple participation ou délibération partagée, ni même un simple vécu commun mais tout cela à la fois. L'implication y est plus grande.

De ce schéma découlent des indications sur la façon de constituer et de piloter des groupes ou des communautés dans différents domaines d'application. La structure de concourance décrit aussi la relation d'une personne à un groupe qui peut être dit groupe de concourance. C'est aussi le cas pour la relation d'un groupe à une communauté et des communautés entre elles. Le lien de concourance est fondé sur le conSensus et en conséquence sur le partage des différentes dimensions de la structure commune. Dans une communauté engagée dans le Sens du bien commun, toutes les relations sont des relations de concourance, déterminant ainsi son organisation humaine. Celle-ci vise à la maîtrise de chacune des dimensions et des composantes de l'existence communautaire, ce qui se traduit par une distribution des rôles. Aller dans le même Sens et dans le Sens du bien commun, c'est aussi établir des relations de concourance. Chaque personne, chaque groupe ou communauté est envisagée par son concours à la communauté de Sens, et celle-ci comme concourant structurellement à l'accomplissement des personnes et au développement des groupes ou communautés qui y prennent part. On peut dire que la structure de concourance est la manifestation d'un conSensus visant au bien commun, selon le Sens du bien commun. Elle est aussi la médiation de ce Sens, dont l'expérience contribue ainsi au conSensus. Cela est très important pour penser l'action communautaire, sa gouvernance, ses méthodes et ses pratiques. Le Sens s'exprime au travers de manifestations et ces manifestations contribuent à renforcer le conSensus.

Unité et diversité communautaire

Il est très important, dans cette approche du phénomène communautaire, de considérer la diversité des parties prenantes en rapport avec l'unité de la communauté et aussi la diversité des communautés formant des communautés plus vastes.

Sur le premier point, il importe de considérer que les communautés humaines sont le rassemblement de personnes toutes uniques et différentes. Cependant, c'est parce qu'elles mettent en commun une part de leur humanité qu'elles forment communauté. De ce fait, on les dit semblables – ce qui intègre la singularité, l'altérité radicale de chacune, sa différence et aussi la similitude d'humanité. L'expérience communautaire est l'expérience de la fraternité humaine signifiant le partage d'être par le Sens pour former un

⁸ Les structures de concourance correspondent à la structure de l'expérience humaine et des phénomènes humains mise en évidence par l'Humanisme méthodologique. C'est la base d'une phénoménologie des affaires humaines ou théorie de la façon dont se construisent les situations humaines. Cette structure type y est appelée un cohérentiel ou aussi structure trialectique.

monde commun où chacun existe différemment. Toute communauté est en quelque sorte une communauté d'êtres, d'autres, d'étrangers, qui se découvrent et se reconnaissent semblables. La « convivialité » est aussi la modalité d'expérimentation de cette communauté de Sens au travers des différences : différences radicales de l'altérité possédant une même humanité vécue de façon singulière ; différences d'existences individuelles engagées dans des affaires communes formant des ressemblances.

Un des aspects majeurs insupportable pour l'individualisme, c'est que par le conSensus, je porte avec les autres la communauté qui nous fait exister. Pour assurer mon propre accomplissement, qui passe aussi par un développement personnel, je ne peux faire autrement que concourir au Sens du bien commun de la communauté dans laquelle je m'inscris. De là l'expression « être responsable de son frère », frère en humanité, en une communauté qui nous fait « membres les uns des autres ». C'est aussi une fraternité de devenir, « sur la route ». En m'engageant individuellement dans le Sens du bien commun, je concours simultanément au bien des autres, qui partagent ce conSensus ou pour qu'ils le partagent. De même, si je m'engage dans un autre Sens, alors je distrais, pour une part même faible, la communauté et ses membres de leur poursuite du bien commun. On voit d'ailleurs comment des paroles ou des actes incitent ou non au Sens du bien commun et sont ainsi agissants, non pas mécaniquement mais symboliquement : en ce sens, l'exemple, bon ou mauvais, est contagieux. De ce fait, la question de la liberté est engagée dans cette responsabilité-là dont un certain individualisme, notamment, cherche à s'exonérer. Nous sommes personnellement responsables du Sens du bien commun des communautés que nous partageons. Cela peut se traduire par un rôle voué à dire le juste et l'injuste par exemple, c'est-à-dire qualifier les « délinquances de Sens », et surtout indiquer le « bon » Sens, c'est-à-dire diriger.

On peut se demander comment la parole de celui qui indique le Sens du bien commun peut être reconnue comme telle. D'abord, elle s'adresse à une communauté, à un « nous » auquel chacun peut s'identifier, dans lequel chacun peut se reconnaître. Là où il n'y a pas de communauté suffisamment constituée, il n'y a pas de parole recevable, sauf si cette parole constitue en même temps la communauté de ceux qui y étaient prédisposés. De ce fait, la reconnaissance de la « bonne » parole réside dans sa résonance avec le conSensus prédominant. Si ce dernier n'est pas celui du Sens du bien commun, alors la « bonne » parole sera rejetée. Ensuite, il y a le discernement des Sens qui permet à ceux qui en ont la capacité de reconnaître le Sens du bien commun et de le relayer. Enfin, il y a le travail de conscience ou de développement communautaire qui, préparant le terrain, permet progressivement de rendre audibles les indications du Sens du bien commun. Et nous touchons ici du doigt un problème propre à nos démocraties, où la pratique consistant à simplement recueillir des opinions ne fait que conforter le Sens du courant, même le pire.

La diversité au sein des communautés doit nous amener à repenser la possibilité de communautés d'étrangers se faisant semblables, et pas des communautés de « mêmes » excluant toute altérité. Les conséquences politiques notamment d'une telle perspective sont très importantes. La diversité est aussi celle des niveaux d'évolution et de maturité, celle des âges, notamment au sein d'une communauté en devenir. Bien des affaires communautaires y sont liées – liées au développement communautaire comme au développement personnel. Les communautés se différencient entre elles de plusieurs manières. Radicalement d'abord par la part d'humanité qui les fonde. Cette part d'humanité, c'est la problématique humaine spécifique qui forme le conSensus propre à chacune. C'est aussi ce qui les fera apparaître comme de culture différente. Ensuite, chacune peut en être à un niveau de maturité différent. Enfin les circonstances de lieu ou

d'époque changent les situations communautaires et contribuent à les rendre à chaque fois singulières.

Il nous faut maintenant considérer les ensembles communautaires. Chaque communauté est, on l'a vu, une communauté de personnes mais ces personnes peuvent être réunies au sein de groupes ou communautés par lesquelles ils participent ou concourent à la communauté d'ensemble. Ce sont par exemple des organisations, des associations, des groupements de voisinage ou d'affinités, etc. Chacun peut participer au sein de la communauté d'ensemble à plusieurs communautés qui la composent. Ainsi la communauté apparaît souvent comme une communauté de communautés. Toutes sont fondamentalement des communautés de personnes et toutes peuvent être considérées comme de véritables communautés avec leur propre Sens du bien commun. Chacun a alors à se demander s'il est engagé dans une affaire propre à une communauté particulière où se joue le Sens du bien commun qui lui est propre, ou s'il l'est dans une affaire qui concerne la communauté d'ensemble. Il s'agit là d'une combinaison plus complexe que les additions ou substitutions habituelles. Il en va ainsi de l'humanité. La question semble se compliquer si on considère que chaque personne de la communauté est aussi membre de communautés tout à fait autres, extérieures ou croisant la première. Une communauté professionnelle est différente d'une communauté de voisinage mais ces deux communautés peuvent aussi se croiser au-delà de la seule personne qui participe aux deux. Le principe est le même : à chaque communauté son Sens du bien commun propre, sa concourance à d'autres communautés élargies ayant leur propre Sens du bien commun. On voit là que les communautés humaines ne sont pas des groupes juxtaposés ou hiérarchisés comme les découpages géographiques des nations ou des régions le présentent par exemple. Les communautés humaines, celles de proximité, les communautés culturelles et les communautés-mondes forment des ensembles communautaires non exclusifs et non simplement additifs. Comme l'avait souhaité François Mitterrand à propos de l'Europe et des Balkans, il faut une théorie des ensembles culturels ou ensembles communautaires. Les limites des pensées traditionnelles les rendent impuissantes à traiter les problèmes du temps, que ce soit pour l'Europe, les nations, les régions, ou pour ce monde communautaire qui se construit ou se reconstruit avec Internet. Regardons ce qui s'inaugure de l'autre côté de la Méditerranée et qui est un basculement historique, politique et communautaire, un basculement du monde tout entier d'ailleurs où un sentiment de communauté s'est créé en dehors semblait-il des partis ou groupes constitués, grâce à Internet et Facebook mais au sein des communautés nationales néanmoins. Il importe en effet pour le lecteur de ne pas se laisser enfermer dans les modèles mentaux appris d'un autre âge, bien que dominants, et de se donner la possibilité de voir avec ses propres yeux ce qui se redessine sur le plan de l'environnement communautaire, celui de la condition humaine. C'est la condition pour pouvoir adopter de nouvelles disciplines de travail, de nouvelles conceptions et de nouvelles méthodes. Qui a des oreilles pour entendre et des yeux pour voir reconsidère sa propre expérience, autrement. C'est à cela que nous sommes invités dans une seconde partie consacrée aux conséquences du paradigme communautaire pour quelques-unes des affaires humaines majeures, à notre époque notamment.

DEUXIEME PARTIE : LE PARADIGME COMMUNAUTAIRE

La « quête de sens » se révèle engagée dans le Sens du bien commun. Or celui-ci ne se conçoit que pour une communauté donnée, une communauté de Sens, une communauté de bien. Les affaires humaines n'ont d'autre lieu que les communautés humaines, ni d'autres enjeu que l'accomplissement humain à travers la culture de ce Sens du bien commun. Le paradigme communautaire traduit le fait que dorénavant tous les phénomènes étant conçus comme des phénomènes humains communautaires, les affaires humaines seront envisagées aussi comme phénomènes humains communautaires. Il y a comme une relativité générale des affaires humaines aux communautés où elles se jouent. Elles répondent aux mêmes principes humains mais n'existent que dans un référentiel communautaire singulier⁹.

Nous pouvons maintenant en montrer les perspectives à travers quelques grands thèmes avec, pour chacun, un éclairage de l'approche communautaire, ses dimensions et composantes, ses visées et ses enjeux, et les questions pratiques qu'on peut leur associer.

La culture communautaire, pour une culture du bien commun

La culture est l'expression, la manifestation d'une communauté. C'est la réalisation d'un monde commun où s'exprime un conSensus portant sur une problématique humaine fondatrice – avec tous les Sens, en général inconscients, qu'on peut lui associer. De ce fait, la culture d'une communauté peut aussi bien se manifester dans l'un ou l'autre de ses Sens, les pires ou les meilleurs. Mais constater l'existence de manifestations culturelles humainement dommageables ne suffit pas pour condamner les communautés ni justifier le recours à une Culture universelle. Il est cependant souhaitable de considérer la culture communautaire comme la façon singulière de cultiver la nature humaine, spécifiquement dans le Sens du bien commun. C'est une autre manière de rapporter la culture à la nature, humaines l'une et l'autre, et de reconnaître que l'acte de « cultiver » ainsi que le produit de cet acte constituent la « culture du bien commun ».

Lorsque la culture est engagée dans une maîtrise de l'ensemble des modalités de la vie collective, alors on peut aussi l'appeler civilisation. Cette « civilisation » est caractéristique du cheminement d'une culture à travers différents âges, différents niveaux de maturité. Nous pouvons en tracer la trajectoire générale – le contenu appartenant à chaque culture. Cette trajectoire retrace les étapes de l'évolution de l'humanité comme phénomène humain inhérent à la nature humaine. Il ne s'agit donc pas d'une évolution de type strictement biologique, même si la biologie humaine y prend part. Cette lecture de l'évolution de l'humanité en chacun et dans chaque communauté humaine dérive des travaux de l'Humanisme Méthodologique et rassemble de multiples expériences humaines.

Au commencement, la question de l'origine d'une communauté, le plus souvent mythique, est celle de l'instauration d'un conSensus sur une problématique humaine et l'ensemble

⁹ La relativité générale d'Einstein n'en serait-elle qu'une application particulière pour le monde physique à certaines échelles ?

des Sens qui la caractérise. La situation de constitution d'une communauté est elle-même l'expression d'une problématique portée par le ou les fondateurs et qui en a rassemblé d'autres. Chaque communauté, déjà existante, se raconte une histoire des origines pour signifier le Sens dans lequel elle se trouve disposée. Ce n'est pas toujours le meilleur, si bien que l'histoire communautaire est toujours relative au Sens qu'elle exprime ou veut servir. Il y aurait d'ailleurs à considérer comment se constitue la mémoire collective en tant qu'acte culturel et en quoi cette mémoire, de même que l'histoire qu'elle se raconte, confortent la communauté dans le Sens où elle se trouve actuellement. Qu'on change de Sens pour adopter le Sens du bien commun, et c'est la mémoire comme l'histoire qui changent – changement de Sens bien sûr mais aussi changement de référents ou au moins de leur lecture. La culture fournit un héritage à la communauté non seulement pour s'identifier, se conforter, mais aussi pour soutenir le Sens du bien commun si elle a été développée dans ce Sens. C'est pour cela que les œuvres et les témoignages de cette culture sont des vecteurs d'éducation, d'identification, et de mobilisation.

On pourrait présenter les phases de développement de la culture comme suit :

- La phase archaïque est dominée par les affects qui tissent le vécu communautaire avec ses passions, ses craintes, ses joies, ses émotions, et les fantasmes qui les expriment. Bien des actes ou des commémorations vont les réactiver dans la vie culturelle. Ce climat émotionnel est le soubassement de l'histoire communautaire, si bien que ce sont de telles émotions qui sont souvent réactivées pour renforcer la communauté. Si elle reste ou bien régresse à ce stade, la communauté est aux prises avec un pathos, régime des passions, des fusions et des exclusions. Il se trouvera alors facilement un tyran dominateur et protecteur pour s'identifier à l'unité communautaire ;
- La phase primaire est celle où se constituent les usages, les pratiques, les savoir-faire, les coutumes, les habiletés, les comportements habituels, les techniques, les outils, et aussi les productions matérielles qui constituent la culture de la communauté. C'est évidemment ce qu'on retrouve dans les musées ou les expositions sans que le Sens qui en fait l'authenticité soit toujours bien assuré. L'existence communautaire est marquée de ses traces et de son organisation dans tous les domaines de la vie collective. C'est là où se jouent la subsistance et la confortation (confort et sécurité) de la communauté et aussi où se réalisent les apprentissages par l'expérience de l'existence collective dans une communauté donnée. La culture de la communauté peut se développer là en plusieurs Sens parmi lesquels il conviendra de privilégier le Sens du bien commun. Par exemple, la production des biens matériels par une coopération vaudra mieux qu'une prédation généralisée. C'est cependant la culture propre à la communauté qui va donner un contenu spécifique à ces productions, usages et pratiques ;
- La phase secondaire est celle des représentations mentales avec le développement des représentations du monde et de soi, savantes ou simplement communes. Dans la culture se déploient les représentations langagières, exprimant pensées, idées, formules, poésie, littérature, arts plastiques, mais aussi des représentations juridiques, scientifiques, stratégiques, structurelles. Toutes ces représentations construisent peu à peu une vision, cohérente, rationnelle mais aussi symbolique, du monde communautaire et de son histoire. Elles participent à la construction d'une identité collective qui est une représentation de soi de la communauté, dans un tableau du monde où figurent d'autres communautés et dans lequel chacun peut s'inscrire. Parmi ces représentations, il y a aussi des

projections dans le futur qui peuvent devenir les projets de la communauté. Toutes ces représentations sont propres à chaque culture même si celle-ci est tentée de les juger universelles. C'est le cas notamment lorsqu'est perdu de vue le Sens du bien commun.

La culture couvre ainsi tous les plans de l'expérience et de l'existence de la communauté et de son évolution. Son engagement dans le Sens du bien commun en fait une trajectoire de progrès et de développement qui débouchera sur un âge du Sens, nouvelle étape de développement et d'accomplissement. Cette voie propre de chaque culture exprime une vocation particulière, une vocation culturelle que porte toute communauté humaine.

Alors comment connaître, identifier et qualifier une culture qui nous est étrangère ? En établissant d'abord une relation de proximité, c'est-à-dire en participant au conSensus qui la fonde par une écoute et une présence. Pour cela, il faut consentir un déplacement, avant tout intérieur, pour trouver en soi la résonance du conSensus culturel de cette communauté différente de la nôtre. On peut imaginer cela comme un bain culturel et penser à un déplacement physique. Pour les communautés lointaines dans l'espace et dans le temps, il faut trouver autre chose, utile dans tous les cas. Il s'agit d'avoir recours à « des témoins significatifs », des personnes qui portent en elles le conSensus culturel de par leur participation à cette culture d'une manière ou d'un autre. Un helléniste peut être un bon témoin de la culture grecque ancienne par exemple. Mais un Japonais peut être un bon témoin de la culture du Japon comme quiconque y a vécu.

Une fois la relation de proximité instaurée, il devient possible de regarder la culture comme avec ses propres yeux. L'inconscience du Sens et du conSensus par la communauté et par celui qui va à sa rencontre n'empêche pas cette proximité. Par contre, le discernement du Sens du bien commun apportera une connaissance intime, profonde, plus grande même que celle de tous ceux qui, y participant, n'ont pas cette conscience-là. C'est pour cela que l'on peut intervenir et aider une autre communauté culturelle que la nôtre et toujours sous la condition d'un déplacement et d'un discernement suffisants.

Une fois entré dans son regard, on pourra observer son histoire, sa sensibilité, ses productions, ses représentations, ses motivations, son contexte, ses projets et aussi ses dynamiques, ses méthodes, ses usages, et en particulier des situations ou événements qui lui servent communément de référence. Le champ est immense pour chaque communauté culturelle. C'est tout un monde et il y en a autant que de cultures, de communautés culturelles. Cependant les monographies dont nos bibliothèques sont pleines ne nous disent pas pour autant ce qu'est le Sens du bien commun porteur de tous les potentiels et explicatif des dynamiques humaines de développement et d'accomplissement spécifiques. Pour cela, on aura recours à des méthodes de discernement des Sens qui seront évoquées plus loin dans un chapitre plus opérationnel. Cette connaissance fait partie de ce qu'on a appelé l'intelligence symbolique associant les caractéristiques significatives observables avec le discernement du Sens en conSensus qui s'y exprime. Elle est évidemment accessible à ceux qui sont de cette culture et qui ont un rôle à jouer dans la communauté considérée. C'est ainsi ce qui permettra de construire des analyses, des stratégies pour des actions d'intérêt communautaire, de mobiliser les hommes au travers de processus culturellement significatifs, d'élaborer des projets participatifs, de mener toute action communautaire qui doit contribuer à son développement.

Identités et valeurs communautaires

La notion d'identité collective est très difficile à cerner tant il en existe de définitions et de conceptions. Ici, on appellera identité tout ce qui permet à une communauté de se reconnaître dans sa singularité. Cette identité peut être constituée de représentations bien sûr, images, récits, cartes, tableaux, descriptions, signes et symboles, et bien d'autres choses encore. Elle peut être aussi constituée de faits significatifs, événements, savoir-faire, productions, organisations, habiletés, compétences, etc., et bien sûr des représentations qui peuvent en être faites. Elle peut aussi être constituée par des états émotionnels, des sensibilités, des affects qui participent à un climat dans lequel se reconnaître de cette communauté, et que l'on aime ou déteste renouveler. Tout cela participe de la conscience d'un « nous », de la conscience d'être une communauté spécifique. Plus précisément, cette conscience n'est le fait que des personnes, mais tout se passe comme s'il y avait une conscience collective, alors même qu'évidemment les personnes n'en sont pas au même niveau de conscience, en fonction de leur âge, ou de leur maturité. Cependant l'identité communautaire est la condition pour projeter et entreprendre quoi que ce soit. En effet là, où il n'y a pas de sujet, il n'y a pas de projet. C'est valable pour une communauté qui doit se reconnaître comme sujet pour porter une volonté, une intention à la base de tout projet. Pour constituer une telle identité, les valeurs culturelles de la communauté sont un bon moyen dans la mesure où elles sont des indicateurs du Sens du bien commun. Nous allons commencer par cette question des valeurs.

Dans une communauté, le Sens du bien commun est identifié par des valeurs – selon lesquelles évaluer ce qui relève du bien commun. La notion de valeurs est couramment utilisée jusqu'à devenir incantatoire. Une analyse de ses Sens a montré que cette notion peut prendre plusieurs Sens auxquels sont rattachées des pratiques que les valeurs invoquées veulent justifier. Un des résultats de l'analyse montre que les valeurs sont toujours définies par un rapport au bien commun.

Dans un premier Sens, les valeurs sont des figures du bien commun comme si elles le définissaient. C'est le cas des formules que l'on manie le plus souvent. Développement durable, liberté, solidarité, commerce équitable, etc. deviennent alors des valeurs normatives qui s'imposent à tous au-delà même de toute communauté. Du coup, leur fondement, ce qu'elles signifient, disparaît derrière la forme ou la formule. Bref, la forme ou la formule devient le sens. C'est le cas pour l'idée de démocratie comme on l'a vu, idée à laquelle on peut donner n'importe quel Sens lorsqu'il en est fait un usage de ce type

Dans un autre Sens, les valeurs, ce sont les privilèges auxquels chacun a droit comme il l'entend. La première valeur, c'est la liberté qui permet à chacun de faire prévaloir son propre intérêt, une autre est l'égalité qui donne des droits, l'une et l'autre à partir du bien commun (ou des biens communs). La revendication de droits vis-à-vis de ceux qui détiendraient les clés des biens communs est sans doute corrélée à un haut niveau avec l'individualisme. On notera que liberté ou égalité sont des termes utilisables selon plusieurs Sens de la notion de valeur. La démocratie pourra ainsi être invoquée comme droit de faire ce que l'on veut : « On est en démocratie ! », dit celui qui se sent critiqué par son attitude égocentrique ou portant atteinte au bien commun.

Dans un autre Sens encore, les valeurs sont des indicateurs de Sens, des repères qui renvoient au-delà d'eux-mêmes. Leur valeur réside dans ce Sens et c'est leur capacité de le signifier qui en fait des valeurs. Par exemple, la démocratie n'est pas une valeur en soi mais la façon d'exprimer une aspiration à l'autonomie responsable des membres d'une

communauté engagés dans un devenir commun. De ce fait, les modalités de la démocratie vont dépendre de cette communauté, de sa culture et de son niveau de développement. Pour ce qui nous occupe ici, les valeurs sont aussi des caractéristiques du bien commun, c'est-à-dire des signes de son développement, des buts à atteindre par exemple. Si on prend le cas de la démocratie, celle-ci peut être une valeur tant que l'on n'y est pas arrivé ; par contre la « démocratie participative » est une valeur indicatrice de ce que l'on peut chercher à réaliser au-delà. Une communauté archaïque a besoin de prise en charge ; une communauté primaire a besoin d'assistances ; une communauté secondaire a besoin de modalités de délibération collective ; une communauté tertiaire a besoin de s'investir dans une vocation commune. L'idée de démocratie n'a alors pas du tout la même valeur. Ainsi les valeurs sont-elles des indicateurs du Sens du bien commun propre à chaque communauté selon sa culture et selon son niveau de développement. Plus précisément, dans une communauté donnée, les valeurs sont des indicateurs propres à cette culture et hiérarchisés selon les niveaux de développement.

De ce fait, les valeurs s'expriment selon des formes et des contenus différents qui évoluent aussi selon les circonstances et les étapes de développement. On parle de systèmes de valeurs pour dire qu'il s'agit d'ensembles de valeurs cohérents et que c'est aussi l'ensemble qui porte le Sens du bien commun. On parle aussi d'échelle de valeurs pour signifier que sur le chemin d'une progression selon le Sens du bien commun, il y a des étapes successives et des degrés de valeurs selon que l'on progresse dans le développement commun. Il y a encore la valeur qui se rapporte à la mesure des choses, mais cette mesure demande toujours un référentiel et un référentiel de valeurs. Le fait que la valeur s'exprime souvent par des nombres ne devrait pas faire oublier d'où vient le référentiel de valeurs, donc à quelle communauté il appartient.

Il est clair que cette conception de la notion de valeurs comme indicateurs du Sens du bien commun propre à une communauté trouvera deux types d'oppositions, comme tout notre propos d'ailleurs :

- Dans le premier cas, c'est la question du Sens qui gêne. En effet, il est beaucoup moins engageant de pouvoir donner n'importe quel Sens à des figures idéales, autrement dit de pouvoir faire semblant, l'incantation suffisant à justifier n'importe quelle ambition. Qui pourra dire que tous ceux – entreprises et particuliers – qui affichent le terme de développement durable donnent le même Sens à leurs projets ? Qui pourra dire que tous ceux qui ont invoqué la démocratie pour prendre le pouvoir au cours du dernier siècle par exemple lui donnaient le même Sens ?
- Dans le second cas, c'est la question de la communauté qui gêne. Les obligations communautaires sont vécues comme aliénation, atteinte aux libertés comme on dit, signifiant sans doute que le bien commun, c'est la distribution de libertés, de droits donc. C'est pour cela que les communautés sont réduites à la caricature des communautés archaïques, repliées sur elles-mêmes et vécues comme une menace.

Dans chaque communauté, on peut donc être amené à exprimer des valeurs propres dont l'utilité est liée à leur caractère d'indicateurs du Sens du bien commun. Les valeurs parlent aussi du bien commun selon différentes circonstances, différentes configurations. Elles peuvent donc s'exprimer dans différents langages ou même se traduire par des objets symboliques, des lieux des scènes, des souvenirs, des sentiments, des récits des personnages et toutes sortes de choses qui jouent ce rôle de repère indicateur. On peut par exemple postuler que le général de Gaulle est une valeur de la France au moment où

presque tout le monde s'en réclame. Il s'agit d'une figure qui devient mythique et dont le Sens est certainement en rapport avec le Sens du bien commun de ce pays, sans émouvoir sans doute les pays voisins. C'est à ce titre que les valeurs vont devenir un instrument d'orientation, d'identification pour le développement communautaire. Reste à s'assurer, d'une part qu'il s'agit du Sens du bien commun tel que nous l'avons défini dans la première partie, et d'autre part qu'elles sont parlantes dans les circonstances de leur emploi.

Des référentiels de valeurs peuvent être construits selon différents usages. On en explorera deux, le référentiel de valeurs opératoires qui servira à des évaluations partagées et un référentiel de valeurs identitaires qui servira à construire ou conforter une conscience communautaire, une identité commune.

Le référentiel de valeurs opératoires

On notera ici qu'une évaluation est étymologiquement une appréciation de la valeur, ce qui est trop souvent oublié. On distinguera alors des valeurs subjectives ou une dimension subjective des valeurs, en rapport avec des motivations et des intentions. Ces valeurs subjectives expriment par exemple des finalités, des aspirations et constituent un critère de pertinence dans une évaluation. On pourrait dire aussi que c'est le repère de ce qui va dans le bon Sens et qui engage la subjectivité. On envisagera ensuite les valeurs projectives qui posent une échelle de valeurs, de degrés de progression pour atteindre un but représentant un bien pour la communauté, un bien commun. Dans une évaluation, les valeurs projectives servent de critère de cohérence avec les buts assignés pour évaluer la contribution à ces buts. Enfin, il s'agira de poser une dimension objective de mesure de la valeur selon l'échelle de valeurs précédente. La valeur est la mesure de la contribution à un bien commun. Elle objective cette contribution selon des critères significatifs.

Ces trois dimensions complémentaires permettent une évaluation de pertinence, de cohérence et de performance inséparables. Trop souvent les évaluations ignorent les deux premières, éludant du coup la participation subjective au bien commun indispensable à toute contribution objective. Remplacer le Sens du bien commun par une universalité déclarée ou implicite revient au même.

Le référentiel de valeurs identitaires

Pour structurer les bases d'une identification communautaire, on distinguera d'abord les valeurs rétrospectives portant sur le passé et les acquis, le patrimoine et les ressources. Elles répondent à la question « d'où venons-nous ? » indispensable pour étayer une conscience collective et la conforter, lui donner une assise, une solidité. Il arrive évidemment que ces valeurs rétrospectives soient mythiques, comme par exemple explicitement dans des pays comme le Japon ou la Corée, mais c'est le cas aussi pour Rome et plus généralement pour la plupart des histoires que l'on raconte à ce propos. Le fait que cela soit appuyé sur des ressources matérielles comme des sites ou monuments n'empêche pas cette présence d'un passé reconstitué par l'imagination.

On notera ensuite les valeurs introspectives qui répondent à la question « qui sommes-nous ? ». C'est le caractère, les qualités, les talents, les compétences singulières des gens de cette communauté à laquelle ils s'identifient. Ces valeurs valorisent – pour peu que l'on s'y reconnaisse comme personnes qui les portent ou les partagent ensemble. Sans cela, les histoires du passé restent anonymes, impersonnelles.

Il faut considérer enfin les valeurs prospectives qui répondent à la question « qui voulons-nous devenir ? ». Il s'agit de projections dans le futur, de projets donc, en fonction des horizons de la communauté. Cela suppose de partager une vision du futur, une ambition commune, non seulement de ce que l'on pourrait devenir ensemble mais aussi en fonction du monde futur espéré. Ces valeurs prospectives se déclinent selon différents aspects de la vie collective sur le plan économique, éducatif, politique mais plus généralement sur les plans qui caractérisent le développement communautaire. Elles intègrent dans leur projection le rapport à d'autres communautés – et donc la participation à des ensembles communautaires. De ce fait, l'identité d'une région trouvera sa place dans une identité nationale, etc.

Si l'on supprime une seule de ces trois dimensions, alors le « nous » – la conscience collective, l'identité communautaire – se trouve amputé d'un aspect vital, un peu comme un trépied auquel il manquerait un pied, ou dont les trois pieds ne seraient pas solidaires. C'est le Sens du bien commun qui noue ces trois dimensions parce qu'elles en sont les expressions qui structurent tant la réalité que l'expérience commune.

Cette approche un peu technique des valeurs indicatrices du Sens du bien commun leur donne un caractère opératoire qui nous distancie de leur fonction incantatoire trop fréquente. On verra que la gouvernance et l'action communautaires pourront utiliser ce levier de mobilisation beaucoup plus efficace que les pratiques normatives ou contraignantes usuelles.

Les valeurs communautaires participent à la construction de l'identité collective. Il faut s'y attarder quelques instants compte tenu de l'importance de la question et de la confusion qui s'y associe très souvent. Qu'il s'agisse d'identité nationale, infranationale ou transnationale, qu'il s'agisse des communautés de proximité ou des communautés-monde, l'identité peut être comprise comme la conscience qu'a une communauté d'elle-même – sa conscience de soi en quelque sorte. On notera tout de suite que conscience de soi n'est pas réduction de soi à une identité. Une identité communautaire n'est pas une définition formelle de ce qu'est la communauté – définition à laquelle cette communauté pourrait se réduire, tout comme l'homme ne saurait se réduire à aucune définition formelle. Ce ne peut en être qu'une expression, une médiation utile. Et pour cela, l'identité doit être porteuse de valeurs identificatoires, c'est-à-dire de valeurs qui contribuent à l'identification des membres à une même communauté et de la communauté par ses membres et par ceux qui la regardent.

Il est vrai que lorsque l'identité communautaire n'est pas l'expression du Sens du bien commun, alors ce rapport avec l'identité peut devenir problématique sinon pathologique. Il en va de même pour les valeurs. Par exemple, telle communauté des Balkans qui s'identifie à une défaite datant de plusieurs siècles et qui considère comme ennemis héréditaires ceux qui habitent le lieu de cette défaite n'est pas dans le Sens du bien commun qui est le sien, mais ne saurait non plus être identifiée à cette tendance. Cette conscience de soi qui se construit par l'identification à des valeurs propres est aussi un puissant aliment de l'estime de soi. C'est pour cela que les valeurs identificatoires sont indispensables pour valoriser et mobiliser la communauté dans son meilleur Sens – indispensables à tout engagement dans les affaires communes.

La conscience de soi de la communauté renvoie simultanément à la conscience de son environnement extra-communautaire, donc aux autres communautés. On peut dire alors que l'identification se fait aussi par différenciation. Sur le plan pratique, on distinguera l'identité référentielle – basée sur un référentiel de valeurs par exemple – et l'identité

différentielle – par comparaison à d'autres communautés. On notera aussi que la communauté, forte d'une identité propre, est composée de multiples personnes ou groupes, tous différents. Il y a donc aussi des déclinaisons des identités communautaires correspondant à cette diversité. Par exemple, l'identité nationale française peut se décliner en identités régionales qui vont alors l'illustrer. Le Mont Saint Michel, par exemple, est un élément de l'identité française et en porte sans doute quelques valeurs. Pour autant les régions ont leur culture propre, singulière, si bien que l'identité bretonne n'est pas superposable à la déclinaison bretonne de l'identité française. Mais il en va de même dans le rapport entre les nations européennes et l'Europe, ou entre les pays bretons et la Bretagne. Rappelons que dans une communauté chaque personne est unique ; et pourtant son identité tout à fait unique s'exprime dans des termes culturels communautaires. De ce fait, la singularité bretonne ne l'empêche pas de participer à la culture française, mais aussi à la culture européenne et à d'autres encore.

En poursuivant l'analyse, l'identité bretonne pour les Bretons et l'identité bretonne pour les Français (donc les Bretons aussi lorsqu'ils en adoptent le point de vue) ne sont pas superposables. Ce sont des points de vue différents. Mais pour des Bretons, il n'est pas indifférent de savoir comment ils sont identifiés par d'autres. L'image que les autres se font de vous et vous renvoient fait partie de la complexité des problèmes identitaires, autant que les questions communautaires. Un des aspects très actuels de cette question est ce qu'on appelle le multiculturalisme. Nous allons traiter de cette question, mais auparavant, il faut développer quelques considérations à propos de l'identité culturelle communautaire.

Considérations sur l'identité culturelle communautaire

Elle s'exprime dans des formes, des langages différents selon les interlocuteurs (personnes ou communautés), selon les points de vue bien sûr mais aussi selon les cultures propres. En chaque communauté, il y a plusieurs Sens dans le consensus, mais nous nous intéresserons de préférence au Sens du bien commun tel que nous l'avons caractérisé dans la première partie. Si l'identité tient son unité du Sens dans lequel elle est manifestée et selon lequel elle se projette, son expression dépend aussi de ceux à qui elle s'adresse. Elle prend aussi des formes multiples et même évolutives. Selon le niveau d'évolution, de conscience et de maturité de la communauté, le mode d'expression de l'identité ne saurait être le même. De même, il ne l'est pas entre les différents groupes qui la composent.

Une des formes de l'identité communautaire est son histoire. On a vu comment elle est toujours, à l'instar de la mémoire, l'expression d'un des Sens du consensus communautaire. De ce fait, elle varie avec le Sens dominant, et on mesure à quel point il est important que ce soit le Sens du bien commun qui serve à « raconter » une histoire du passé et des origines. Cette dernière n'est jamais ce constat scientifique qui se construirait sur des preuves objectives, mais elle est ce récit qui oriente la recherche historique et l'interprétation des faits reconnus comme significatifs. Si elle met en avant des valeurs rétrospectives, elle porte aussi des valeurs introspectives dont elle donne l'exemple aux historiens que cela intéresse, et aussi des valeurs prospectives pour ceux qui s'en servent de levier pour se projeter dans l'avenir. L'identité est donc un construit qui dépend du Sens dans lequel on la dessine.

Le multiculturalisme

Alors qu'en France, on a tendance à rejeter le phénomène communautaire en dénonçant le « communautarisme », il semble qu'on ait dans d'autres pays parié sur le

multiculturalisme. Devant les bouleversements du monde actuel et les mouvements de populations porteuses d'identités culturelles et religieuses multiples, les deux modèles se trouvent en échec. En fait, le débat sur le multiculturalisme est sous-tendu par plusieurs conceptions de la culture et des communautés culturelles. L'une considère que les cultures sont porteuses de différences radicales, essentielles, qui les rendent réciproquement impénétrables. L'autre considère que les expressions et les caractéristiques d'une culture sont des manifestations accessoires que l'on peut identifier à des habitudes spécifiques. Ce ne seraient alors que des variations sur le thème d'une même humanité. Nous avons là deux positions radicales qui sont à la source des impasses du multiculturalisme dans différents pays. L'anti-communautarisme passe à côté des problèmes et ne peut les résoudre.

Un ouvrage¹⁰ montre comment le « déni des cultures » dans les quartiers difficiles occulte complètement le contexte culturel, et donc les conditions de l'éducation des enfants. Il est loisible d'en attribuer l'échec à quelque bouc émissaire, mais cela n'empêche pas les enfants et leurs familles d'en pâtir. A l'opposé de cette attitude, en Allemagne et en Grande Bretagne, on en vient à dénoncer l'échec du multiculturalisme identifié à l'isolement de communautés culturelles que l'on s'étonne de ne pas voir s'intégrer à la communauté nationale. Dans les deux cas, l'échec naît de présupposés erronés. Alors que la première posture dénie la part d'humanité partagée au sein de communautés de vie où elle s'exprime, l'autre réduit la communauté à ses caractéristiques culturelles les plus visibles, les plus étroites et parfois les plus folkloriques. Tout se passe comme si l'autre, l'étranger, était invité soit à nier sa culture pour entrer dans un monde a-culturel régi par des « valeurs universelles », soit à s'enfermer dans sa culture, soit encore se soumettre une autre. Tout ou rien : être le même ou rien, telles sont les conclusions communes. L'anti-communautarisme affiché des uns et le communautarisme déclaré des autres sont les deux faces d'une même médaille.

Il y aurait bien une troisième solution qui consisterait à considérer les façons culturelles comme accessoires et à harmoniser tout cela dans un métissage généralisé. Tout se passe alors comme si les cultures n'avaient pas de profondeur humaine et que leurs valeurs étaient interchangeable, que l'on pouvait recomposer une culture générale, ou bien folkloriser des cultures exotiques. Tout cela est en marche mais ne résout pas les problèmes. De fait, des hommes investissent l'essentiel de leur existence dans des communautés qui les ont vu naître ou qu'ils ont adoptées. Alors comment une communauté nationale peut-elle assumer l'intégration de populations issues d'autres communautés ? L'uniformité des uns et la juxtaposition des autres ne sont pas de bonnes formules. L'Humanisme Méthodologique propose une autre voie. D'abord la considération de chaque communauté pour ce qu'elle est, notamment dans la voie d'accomplissement humain qu'elle propose, potentiellement du moins. La culture de son Sens du bien commun, son développement, son évolution d'âge en âge portent les réponses. En premier lieu les communautés tiennent compte par définition du contexte où elles se situent ; ensuite, si elles ont quitté l'âge archaïque, elles peuvent avoir des relations utilitaires de voisinage avec les communautés voisines, économiques notamment, mais aussi en termes d'usages et de pratiques participant d'un enrichissement mutuel. Si l'on arrive à un âge des représentations, alors elles peuvent établir des échanges plus lointains et participer à des projets communs avec d'autres communautés. Enfin, l'âge tertiaire en fait les parties prenantes coresponsables d'ensembles communautaires élargis.

¹⁰ Hugues Lagrange, Le déni des cultures, Paris, Le Seuil, 2010.

Ce que nous décrivons là, c'est aussi le fait d'une communauté qui participe à un ensemble communautaire, à une communauté d'ensemble. C'est le lot de toutes les communautés importantes d'être constituées par des personnes, des groupes, des communautés uniques par leur part d'humanité ou leur humanité singulière. Nous ne sommes pas dans l'idée que les communautés sont des communautés de clones ni qu'elles sont la juxtaposition d'individualités indépendantes. C'est d'ailleurs la carence des modèles dominants jusqu'ici, mis à mal par l'évolution du monde. Leur point commun, c'est l'impossibilité de penser l'altérité comme le jeu d'êtres uniques, potentiellement autonomes, qui partagent une existence commune dont les formes dépendent des conSensus qui les rassemblent. Le fait pour les uns de participer à une communauté de conSensus ne leur enlève en rien la capacité de participer à d'autres conSensus, d'autres communautés. Le fait pour une communauté d'être déterminée par un conSensus n'empêche pas que ceux qui y participent soient parties prenantes d'autres cultures et, en tout cas, ils ne se réduisent pas à cette participation. Ce sont donc des réductionnismes communautaires qui ont mené aux impasses actuelles. Il est temps de parvenir à une compréhension nouvelle des communautés humaines, indispensable pour traiter les affaires humaines les plus actuelles. Elle va avec une compréhension plus approfondie de l'homme, de son humanité, et notamment de son devenir, engagé dans le Sens du bien commun de chaque communauté auquel il participe. La connaissance du phénomène communautaire, si déficiente aujourd'hui, sera complétée par celle de l'action communautaire que nous étudierons dans une troisième partie.

L'éducation communautaire

A quoi servent les communautés humaines ? Elles servent à l'accomplissement humain au travers de l'existence individuelle et collective et de leur développement. Avoir à l'assumer est l'épreuve à laquelle les hommes sont confrontés, épreuve qui fait partie du processus d'humanisation. Pas de liberté sans se reconnaître perdu, pas de connaissance sans se reconnaître ignorant, pas de progrès humain sans reconnaissance du manque, pas de lumière sans expérience de l'obscurité. Telle est la condition humaine. C'est sur une échelle de progression que se trame la vie des personnes et des communautés. Dès lors, la vie est progression, formation, c'est-à-dire d'éducation permanente. Chacun est appelé à participer – mieux, à concourir à l'existence commune. Pour cela, il faut être préparé aux compétences de la vie communautaire selon les différents rôles et responsabilités à y assumer. La communauté, lorsqu'elle est engagée dans le Sens du bien commun, est en voie de développement permanent vers un empowerment, une autonomisation où s'accomplit sa vocation culturelle. Chaque communauté voit aussi arriver de nouveaux participants et en partir d'autres, selon son contexte propre, au moins par le jeu du renouvellement des générations. En particulier, certaines communautés comme la communauté nationale voient naître des enfants et mourir des vieillards. Elle voit aussi des étrangers s'installer pour s'intégrer à la vie communautaire à leur manière, et d'autres émigrer. La communauté a donc à organiser l'éducation de chacun pour participer au devenir commun et l'éducation collective pour progresser dans son développement. Il faut rappeler que le développement, donc l'éducation des personnes, se joue dans le contexte culturel de l'existence communautaire, c'est-à-dire qu'il y trouve ses modalités, ses enjeux et ses critères de valeurs. Par ailleurs, le développement communautaire vise, au-delà de ses objectifs de progression, à l'accomplissement des personnes. Ainsi l'éducation porte-t-elle sur l'implication dans la vie communautaire, mais elle vise au-delà. C'est pour cela que la vie individuelle n'est pas qu'une vie d'engagement dans le développement commun. Un temps de retrait progressif de la vie communautaire est aussi à considérer par la communauté. Cette retraite n'est pas simplement un retrait professionnel, ni le

temps d'une régression, d'un retour à l'insouciance de l'enfance, ni une période de vacance. C'est encore une progression dans un accomplissement qui est dépouillement d'existence. La communauté n'a donc pas seulement à se préoccuper de l'efficacité des personnes dans la vie commune mais aussi de leur accomplissement bien au-delà. Tout cela suppose bien sûr l'engagement dans le Sens du bien commun, et on ne comprendrait pas que le discernement des Sens fasse prendre une autre direction. Cependant, on comprendra que le niveau d'évolution des communautés humaines qui participent à des civilisations antérieures à l'âge du Sens ne permette pas ce discernement. C'est sans doute pourquoi ces questions d'éducation sont restées intuitives et soumises quelquefois à de graves erreurs de conception. La période de mutation qui est la nôtre est celle d'une urgence de refondation dans ce domaine comme dans tous les domaines des affaires humaines.

On comprendra aisément que le travail éducatif ne peut être le même selon les personnes et les groupes qui constituent la communauté. Nous nous situons en dehors d'une conception purement normative qui voudrait que seul le résultat compte, résultat de conformité à un modèle standard, formaliste et conformiste. En effet, l'éducation n'est pas un processus de conformation mais plutôt d'autonomisation par le moyen de la culture de compétences permettant de concourir efficacement à la vie de la communauté. Une culture des conformités n'est pas en mesure de comprendre cela, ce qui fait qu'elle se tient souvent à distance des questions d'éducation et de compétences au profit de la transmission des savoirs.

L'éducation communautaire est le plus souvent prise en charge au début de la vie par la communauté familiale et progressivement par l'école. Toute la période de l'enfance est celle d'une maturation affective au travers d'un apprentissage des « choses de la vie ». Les « leçons de choses » devraient en être la ligne directrice, les choses en question devenant de plus en plus avancées en termes de compétences pratiques. Il s'agit des choses de la communauté culturelle, donc d'un apprentissage de ses usages et pratiques. Quelle que soit son origine, chacun y a accès et c'est pour cela que les enfants apprennent si vite à se débrouiller même dans d'autres langues que la langue maternelle. Par contre, s'il s'agit d'un apprentissage cognitif de formes culturelles plus sophistiquées, alors l'environnement culturel est déterminant. Ainsi, inculquer dès l'école primaire des conceptions, des structures de langages ou de pensée n'est pas seulement prématuré, c'est tout simplement impossible pour ceux qui ne vivent pas dans ce bain. Les échecs sont patents. Mais afin d'inscrire les scènes de l'apprentissage éducatif dans les lieux et scènes de la vie communautaire, il faudrait repenser l'école et la découpler de modèles implicites, classiques ou modernes, devenus inadéquats. D'ailleurs, les possibilités offertes par l'Internet font que les enfants trouvent ailleurs qu'à l'école la possibilité de leurs apprentissages et de leurs leçons de choses, des choses de la vie. Il serait temps que le monde de l'éducation se rééduque à l'univers divers et changeant des communautés humaines d'aujourd'hui plutôt qu'à des standards révolus. Et le divorce s'annonce radical. L'idée d'un modèle de comportement normatif universel, qui a longtemps prévalu, s'est déconnectée des « choses de la vie », de leur diversité et de leur évolution. Pourtant, il y aurait besoin d'éducateurs pour y assister les enfants, mais d'éducateurs au fait de ce qui se vit dans la communauté où ils opèrent.

À l'adolescence vient le passage de l'enfance à l'âge adulte, où chacun a à trouver sa place dans une communauté forte de ses structures et de ses représentations. Il incomberait à l'éducation de gérer ces passages, mais cela nécessiterait une certaine stabilité quant aux horizons vers lesquels amener les élèves ou les étudiants, quant au monde dans lequel la communauté aspire à les aider à faire leur place. L'éducation se

poursuit par l'acquisition des modèles structurels de la vie et de la pensée communautaire pour que chacun s'y développe et développe les compétences utiles pour concourir à la marche de la société. Dans un monde relativement statique, le schéma pouvait être efficace ; on pouvait même y faire réussir ceux qui n'avaient pas tous les atouts culturels et familiaux. On appelait cela l'ascenseur social.

Cependant, la poursuite du Sens du bien commun au sein d'une communauté invite à une évolution permanente, si bien que les compétences à cultiver sont moins l'adaptation aux modèles en vigueur que la participation à la création de nouveaux modèles. La montée en puissance des communautés autonomes multiplie les horizons et les potentiels, si bien que les enseignements normatifs se transforment en handicaps tant le changement devient la règle. Comment apprendre des savoirs dans sa jeunesse et les transmettre toute sa vie alors que le monde aura changé complètement entre temps ! Ainsi, ce ne sont plus les contenus qui sont prioritaires – bien qu'utiles de façon sélective – mais la créativité, la conduite des projets, la maîtrise des situations, l'autonomisation. Comment enseigner des métiers qui n'existent pas encore et continuer à transmettre ceux qui sont en voie de disparition ? Il est vrai que la pensée universaliste allait souvent de pair avec l'idée que le savoir était éternel. Bref, le temps de formation tout au long de cette phase de la vie n'achève pas l'éducation humaine. Le niveau de civilisation où nous en étions en faisait la limite indépassable de la pensée et de la pratique éducatives. Ce n'est plus le cas maintenant, et c'est pour cela que, de crises en crises, cette limite se révèle handicapante – avec les crispations conservatrices qui l'accompagnent...

L'âge du Sens et des communautés de Sens commence à éclairer les enjeux et les processus d'une éducation « post-intellectuelle », c'est à dire dépassant le stade de la seule maîtrise des représentations mentales. L'intelligence symbolique ou intelligence du Sens relie la profondeur humaine des problématiques et conSensus communautaires aux réalités existentielles et aux affaires humaines. Si le matérialisme n'est pas loin de faire de la matière la cause de toute chose alors régie par ses lois ; si le rationalisme fait de même avec la raison, l'humanisme méthodologique met la nature humaine au centre de l'explication des affaires humaines. C'est pour cela que l'intelligence symbolique cherche en l'homme, avec le Sens, les clés explicatives et opérationnelles de la maîtrise des affaires humaines.

L'éducation consiste à cultiver une discipline qui établit un rapport d'implication personnelle maîtrisée dans les situations à traiter pour y prendre part et établir une proximité humaine avec ceux qui sont concernés. Et il apparaît qu'identifier la communauté de référence pour y prendre part est plus important que tous les savoirs intellectuels – dont les apports, pour n'être pas négligeables, demeurent toutefois secondaires. Tenir une position claire dans la communauté pertinente est le gage d'un positionnement responsable, indispensable au traitement des affaires communes. Dans le monde qui vient, le changement de communauté de référence, la participation à plusieurs communautés ou à l'édification de communautés nouvelles devient un enjeu majeur, bien plus que dans les périodes antérieures encore friandes de stabilité. Ensuite, l'enjeu éducatif majeur, c'est le discernement des Sens et de celui du bien commun – indispensable pour y contribuer et poser des participations pertinentes. Ce discernement des Sens est à la fois une compétence d'intérêt communautaire et un chemin d'accomplissement, de liberté responsable, de maîtrise de soi, d'autonomisation. C'est aussi la possibilité de tenir des rôles de repère – comme le sont traditionnellement les rôles d'autorité. Cette éducation portera aussi sur tout ce qui permet le partage et la mobilisation de conSensus, ou encore le déploiement stratégique de solutions ou de processus d'action communautaire. Il s'agit moins, pour les responsables, de gestion des

choses que de gouvernement des hommes, de « gouvernance » comme on commence à l'apercevoir. L'éducation est ici une discipline personnelle impliquant une forte connaissance de l'humain – en commençant par soi-même. Elle peut rappeler différentes traditions qui en faisaient un chemin d'exception destiné à un petit nombre, alors qu'un tel chemin va devoir être généralisé avec la mutation engagée.

Le fait qu'une communauté entre dans l'âge du Sens a des répercussions sur les méthodes et enjeux éducatifs cristallisés durant les âges antérieurs. Ainsi ne donnera-t-on plus le savoir comme critère ultime de la réussite éducative, alors qu'il n'est qu'un moyen transitoire pour appréhender le monde culturel environnant. L'école primaire doit aussi s'investir dans les espaces virtuels où se tient une part importante de la vie et des comportements collectifs, sans compter les jeux d'enfants. Les leçons de choses et les méthodes d'apprentissages doivent en effet intégrer la multiplicité des communautés et des mondes culturels ainsi que les espaces ouverts par Internet. Cela veut sans doute dire que chaque enfant peut trouver une part de son éducation dans des communautés multiples, et non pas dans « l'uniformité républicaine ». En définitive, l'identification des communautés de vie et d'engagement et l'élucidation de leur Sens du bien commun sont les préalables indispensables à toute politique et à tout projet éducatif.

L'économie communautaire

On désignera par économie communautaire une conception spécifique de l'économie. Dans le principe, il n'y a d'économie que communautaire. Et l'on peut s'étonner de la distance entre une telle conception (lisible jusque dans l'étymologie du terme) et les perspectives habituelles. L'économie est devenue le terrain de toutes les inquiétudes et de toutes les confusions ; et l'économie communautaire pourrait bien apporter au paysage des perspectives inattendues. Souvent, l'économie est considérée comme un système mondialisé qui répond à des lois propres auxquelles il faudrait se plier, au risque de déséquilibre dommageable. D'autres fois, le domaine de l'économie est envisagé comme celui du calcul, de l'argent, d'une matérialité et d'une rationalité déconnectées de la vraie vie mais qui s'impose à nous.

L'économie est le propre des communautés humaines ; elle constitue un plan essentiel de leur existence, de l'existence humaine. L'espace communautaire est le seul où ces questions peuvent être régulées à l'échelle des hommes, autant que peuvent l'être les affaires communautaires. Que ce soit les communautés de proximité – avec leur économie du champ relationnel –, les communautés culturelles – qui constituent chacune un marché où se médiatisent les échanges – ou les communautés monde – où des échanges internationaux sont gérés –, l'économie se situe à l'échelle d'une maîtrise humaine possible pour peu qu'elle s'inscrive dans une communauté engagée dans le Sens du bien commun. Si la communauté n'est pas engagée dans ce Sens, alors l'économie comme le reste mobilisent l'investissement humain ailleurs que pour le bien commun. Si la communauté n'a pas un niveau de maturité suffisant, alors elle ne pourra pas plus maîtriser son économie que le reste. Cependant des économies primaires sont concevables, comme des économies secondaires ou tertiaires, on le verra.

Deux modèles économiques, entre autres, s'opposent à ce modèle communautaire et à ses logiques économiques. Le modèle individualiste fait des individus la mesure de toute chose économique, et de la spéculation le moyen d'optimiser les profits individuels : c'est la logique commune aux financiers, aux joueurs en bourse comme aux salariés et à bien d'autres, qui misent le moins pour gagner le plus possible au nom de la légitimité de

l'intérêt particulier. L'autre modèle qui s'oppose à l'économie communautaire est le modèle universaliste. L'économie y est considérée comme un système universel qui répond à des lois « naturelles », et chacun est justifié à en tirer tout le profit qu'il peut dans la mesure où il en applique les règles, pendant que d'autres en seraient victimes selon les mêmes lois. Cette économie que l'on peut dire systémiste se veut amoral et exonère, comme l'individualisme, de la considération du bien commun. C'est d'ailleurs la conception qui prédomine souvent chez les experts que l'on voit commenter l'actualité. Au bien commun est substitué le bon fonctionnement de l'économie. À cela nous opposons le développement communautaire dans le Sens du bien commun. C'est une question d'orientation, de valeurs. C'est aussi une question d'organisation, de méthodes et de pratiques, individuelles et collectives.

Les notions de biens et services, leur production, leur consommation ou leur échange définissent l'économie telle que nous l'envisageons habituellement. Mais ces notions pourraient, de façon subversive, être associées au bien de l'homme et au service de l'homme. Les biens sont alors ces choses qui concourent au bien de l'homme et on l'a vu, il n'y a de bien de l'homme qu'en référence au Sens du bien commun dans une communauté donnée. D'habitude, on appelle « biens » des choses désirables – quel que soit leur Sens – ou qui répondent à des besoins. De ce fait, drogues, armes, bijoux, nourriture, droits, sont des biens interchangeables. La question du Sens du bien commun n'est pas posée, et quand elle l'est, tout se passe comme si cela n'avait pas d'incidence sur la nature des biens et même leur valeur. Il est vrai que si on ne place pas l'homme comme seul référent de ce qui est bien ou non, on peut aisément évacuer la question du Sens. Bien sûr, on pourrait penser qu'il suffit de désirer un bien pour qu'il soit légitimement considéré comme un bien. Mais ce serait retomber dans l'individualisme ou le relativisme. Dans l'approche communautaire de l'économie, après ce que l'on a vu concernant le bien de l'homme et le Sens du bien commun, on ne peut plus faire comme si tout se valait, comme si les valeurs étaient ce que l'on convenait d'en faire indépendamment du devenir humain et de son accomplissement.

De ce fait, les biens s'évaluent selon les critères du bien de la communauté concernée et d'elle seule. Les services sont au service des hommes en communauté. Cela veut dire aussi qu'ils concourent au développement communautaire dans le Sens du bien. Un « service » comme la distribution de drogue ne répond pas à cette définition, comme tant d'autres d'ailleurs. Retrouver le Sens des notions de biens et services demande de s'interroger sur les éléments que l'on considère comme tels et de réévaluer en quoi ils contribuent au bien de l'homme, au Sens du bien commun. En fait, ils ne valent que selon ce critère, différent d'ailleurs selon les communautés.

Un autre terme est celui de valeur. Comment mesurer quelque valeur que ce soit sans la rapporter à un système ou une échelle de valeurs ? Dans la mesure où il n'y a de valeurs véritables que comme indicateurs du Sens du bien commun, toute échelle de valeurs en dérive et toute mesure de la valeur en dépend. Ces considérations mettent radicalement en question la pertinence des mesures de valeur qui ne seraient pas entièrement déterminées par les valeurs d'une communauté singulière. On peut d'ailleurs avancer que c'est la dissociation entre les valeurs et la valeur qui caractérise l'économie qui est en crise. Mais comment rétablir un tel lien ? On rappellera ici que les valeurs sont des indicateurs du Sens du bien commun, conditions de toute évaluation ; et la valeur est la mesure de la contribution à un bien commun.

Dans une communauté de proximité, la production et les échanges de biens et de services se régulent par des équivalences qui résultent d'une tradition commune,

évolutive. Le troc y a sa place, comme bien d'autres équivalences non mesurées par une quelconque économétrie. La production et l'échange de biens et de services sont des modalités évidentes des relations interpersonnelles. Nul besoin d'inventer une économie relationnelle qui n'a jamais cessé d'exister. La science de cette économie est celle des phénomènes relationnels en communauté de proximité, dès lors que l'on en observe les usages et les codes. Une telle économie n'est pas seulement matérielle, elle est symbolique en ce qu'elle signifie un consensus. Qu'y a-t-il en effet de plus symbolique que la notion d'utilité ? À l'évidence, celle-ci n'a de sens qu'en fonction de l'idée qu'une communauté particulière se fait de ce qui contribue à son développement et à son accomplissement. Même l'acte de (se) nourrir est un acte symbolique et néanmoins physique. Quant à l'économie de survie, ce n'est pas une économie humaine au sens de l'accomplissement humain.

Tout cela ne vaut pas seulement pour les communautés de proximité, mais aussi pour les autres communautés, quoique selon des modalités différentes. Les communautés culturelles, plus vastes, ont besoin cependant de médiations pour l'évaluation et l'échange des biens et services. Ces médiations sont par exemple des signes monétaires, des règles, des contrats juridiques, qui nécessitent une certaine maîtrise des représentations. Cette économie réclame aussi des plans, des stratégies de gestion, des organisations complexes et une capacité adéquate de régulation communautaire. Le marché est alors cette place d'évaluations et d'échanges médiatisés par ces signes de représentations que sont les monnaies et selon les règles et les organisations convenues. Il faut cesser de penser les marchés dans une vision animiste où on leur fait « vouloir » et « exiger » ceci ou cela. Il faut aussi cesser de penser le marché comme ce système mécaniquement autorégulé indépendamment des valeurs humaines. Ce ne sont que des conceptions opportunistes d'évacuation du Sens du bien commun – que l'on trouve autant chez les tenants que les opposants de cette vision systémiste de l'économie. Le marché est le champ culturel de l'économie communautaire où les acteurs sont en mesure, idéalement du moins, de réguler politiquement les repères de valeurs ainsi que les modalités d'échanges et de concourances dans le Sens du bien commun. Si ce n'est pas le cas, c'est à la fois parce qu'on ne prête pas attention aux modes de régulation communautaires, parce que la maturité communautaire n'a pas encore permis cette maîtrise collective ou parce que les conceptions prédominantes mobilisent les intellects à côté du sujet. Mais comme souvent, c'est le regard, le Sens dans lequel sont considérées les choses, qui en montre l'existence et permet d'y investir. Et il serait particulièrement urgent de confier à chaque communauté culturelle le soin de penser et réguler son économie.

Les communautés culturelles semblent plus complexes que les communautés de proximité. Elles comportent en leur sein de multiples communautés (y compris des communautés de proximité) qui concourent au même Sens du bien commun tout en ayant le leur propre. Si la communauté de marché impose uniformément son système économique comme seul valide, elle étouffe les communautés de proximité qui la composent. C'est ce qui se passe quand les communautés de proximité ont besoin d'une économie de proximité à leur échelle, et qu'on leur impose les règles et les charges d'une économie plus large. C'est comme cela que l'on retrouve des économies souterraines ou un chômage important chez ceux qui se trouvent ainsi disqualifiés du jeu économique habituel. C'est comme cela aussi que des pays dits « avancés » entretiennent chez eux et chez d'autres une pauvreté qui résulte d'une sorte d'interdit frappant l'économie de proximité qui n'a pas droit de cité.

L'économie communautaire de marché se trouve aussi confrontée aux économies-monde

et aux autres économies de marché. Prétendre que les mêmes lois valent pour les communautés-mondes, les communautés culturelles et les économies de proximité, soit au nom d'un universalisme négateur d'humanité, soit d'un individualisme prédateur, est pour le moins une erreur, sinon une faute. En effet, les modalités économiques locales inscrites dans les relations de proximité ne peuvent être soumises aux lois de régulation nationales sans être étouffées par des charges insupportables. De même, une économie de marché, celle d'une région par exemple, ne peut pas supporter les stratégies mondiales d'opérateurs de ce niveau. Cela ne veut pas dire qu'une même personne ne peut participer à une économie de proximité pour la vie courante, à une économie de marché pour des biens et services plus distants et à une économie monde pour des affaires qui s'y traitent. Il ne s'agit donc pas de placer des cloisons étanches mais de distinguer des niveaux économiques en les rapportant aux communautés qui les justifient pour leur développement. Il ne s'agit pas d'un protectionnisme compétitif, concurrentiel, mais d'une auto-protection des communautés vis-à-vis de ce qui les nie. Cette protection passe aussi par l'appropriation des relations économiques avec les autres communautés.

L'économie des communautés-mondes dépend de leur niveau d'évolution et de maturité. Autant les communautés « culturelles » ont besoin d'une certaine maîtrise des représentations pour avoir une vision régulatrice de leur économie, autant les communauté-mondes ont besoin d'une maîtrise encore plus avancée – y compris de leur Sens. Comment une économie qui touche à l'humanité entière dans son domaine pourrait-elle être exonérée de dire et assurer le Sens du bien qui l'anime ? A contrario, si le Sens de l'économie n'est pas assuré, alors sont légitimés les grands prédateurs comme les spéculateurs et tous ceux qui jouent avec la vie des autres selon les « lois naturelles » de l'économie. Alors que faire avec les multinationales ? Exiger qu'elles déclarent leur appartenance à une communauté culturelle de référence, dans la mesure où elles participent aux échanges de cette communauté avec d'autres communautés. L'implication des nations dans la vie de leurs entreprises va bizarrement de pair avec l'idée que l'économie comme les entreprises seraient apatrides. Tant qu'il n'y aura pas de gouvernance politique des communautés-monde, il sera sage de ramener leur économie à des économies culturelles, ce qui n'empêche pas les échanges au-delà mais les soumet à une régulation communautaire.

Dans cette nouvelle perspective – nouvelle par la conscience qu'elle doit maintenant susciter mais vieille comme le monde des hommes –, différents thèmes qui apparaissent comme des nœuds de conflits doivent être clarifiés.

Tout d'abord la question du libéralisme. Il est étonnant que les tenants de la « liberté » stigmatisent le libéralisme et que des libéraux prônent une conception de l'économie qui en fait un système universel soumis à des lois naturelles imparables. En fait, derrière la confusion des mots et des concepts, la question posée est celle du rapport entre l'initiative personnelle et la communauté. Seule la communauté est source des valeurs, indicatrices de son Sens du bien commun. Cependant, il n'y a d'initiatives humaines que personnelles, même si elles doivent aussi, pour se réaliser, s'inscrire dans un conSensus communautaire. Ce sont là des conséquences de ce qui a été développé précédemment.

La première question ainsi posée est celle du Sens de l'initiative personnelle. Si les personnes sont arrivées à un discernement avancé, alors elles savent que le Sens du bien commun est celui qu'elles ont à privilégier dans leurs initiatives, dans leur participation à la communauté et à son économie. En général, ce n'est pas le cas, et le Sens du bien commun ne peut être favorisé que par des incitations en provenance de la communauté. Bien sûr, la réponse politique peut rendre visible ce Sens propre par des repères

d'identité, des valeurs, des projets, des règles communautaires dans de multiples domaines. Il y a la réponse éducative qui cultive en chacun le Sens du bien commun avec ses apprentissages, les compétences transmises, les modèles exemplaires. Il y a la réponse économique où les productions, les attentes et les organisations économiques (comme les entreprises) disent les valeurs en vigueur. Ces incitations favorisent les initiatives qui y concourent et peuvent décourager celles qui s'en exonèrent. Là où ces incitations n'existent pas ou sont divergentes, voire étrangères à la question du Sens du bien commun, alors on cultive une certaine forme de liberté de l'initiative économique qui n'a de compte à rendre à personne tout en exploitant les ressources et situations communautaires. Il est donc légitime que, dans une communauté, les initiatives ou les activités participent aux charges communes et soient gratifiées à hauteur de leur concours au bien commun. Il ne s'agit plus de taxer la « valeur ajoutée » mais à l'inverse la « valeur consommée ». On ne cherchera pas à favoriser les concurrences, fussent-elles libres et non faussées, mais les concourances au développement et au devenir commun. La liberté d'initiative économique reste valide, mais tout est fait pour favoriser ce qui est bon pour la communauté et défavoriser le reste. On pourrait parler alors de libéralisme communautaire.

Parlons maintenant du capitalisme. Objet de toutes les vertus et de tous les maux, le capitalisme serait un système fondé sur la mobilisation de capitaux pour investir et pour développer des entreprises. Il est vrai que les théories de la production de masse et des économies d'échelle ont renforcé la concentration des capitaux tandis que la spéculation boursière, facilitée par les multiples dérégulations, a stimulé leur circulation. Il faut dire qu'une première distinction majeure oppose l'investissement industriel et l'investissement spéculatif. Le premier vise à œuvrer pour la production de richesses, et il suffirait de replacer l'économie dans sa référence communautaire pour retrouver la question du bien commun. Le second est une expression de l'individualisme et d'un intérêt particulier qui s'exonère du bien commun en commençant par s'exonérer de la référence communautaire. Dans le premier cas, on envisagera l'idée d'un capitalisme communautaire ; dans l'autre, on retrouve le caractère apatride des capitaux.

Bien souvent, le capital est schématiquement ramené au financement des moyens de production. Si cela n'est pas contesté en général, ce qui l'est, c'est la propriété des moyens de production, **et à travers cette dernière** la rémunération du capital par opposition à celle du travail. Les discussions et les combats sur ces questions nécessitent la plupart du temps d'en rester à des caricatures pour mieux démolir l'adversaire. Or il faudrait re-questionner les conceptions a priori, et pour cela disposer d'une théorie économique cohérente avec celle du Sens du bien commun. C'est bien là justement que le bât blesse, avec les présupposés épistémologiques des théories en général invoquées. Les logiques matérialistes, individualistes, rationalistes et notamment les logiques systémiques, sont prédominantes. Mais le point de vue de l'économie communautaire développé ici permet de reprendre ces questions.

Il n'y a de biens que concourant au Sens du bien commun, celui d'une communauté donnée. Chacun ne peut disposer de ressources si ces dernières n'y contribuent pas. C'est ce que Saint Thomas d'Aquin appelait sans doute la dévolution collective des richesses individuelles : toute richesse personnelle ne vaut que par cette contribution. Ce qui est à noter, c'est que quelle que soit la constitution – personnelle ou collective – d'un capital, il s'agit toujours d'une capitalisation de ressources de la communauté en fonction de projets concourant à son développement. Le lien entre l'investissement de capitaux et le bien commun visé, inscrit dans l'économie communautaire, est établi en référence aux valeurs communautaires. C'est ce qui permet la délibération et la décision des parties

prenantes en même temps que la hiérarchisation des priorités. Il est probable que la cohésion communautaire autour du Sens du bien commun réduise considérablement les besoins en capitaux et que l'investissement communautaire soutienne les initiatives particulières. Dans ses projets de développement économique notamment, la communauté peut inventorier ses ressources – y compris quand celles-ci sont détenues par des personnes ou des groupes – et les évaluer selon sa propre échelle de valeurs. Elle peut favoriser les initiatives économiques qui concourent au Sens du bien commun, en allégeant par exemple les charges des entreprises concourant au Sens du bien commun en proportion de la valeur ajoutée à la communauté. Faut-il laisser faire indifféremment toutes les initiatives ? Non, puisque les ressources consommées – sans compter les nuisances occasionnées par l'activité et les productions – peuvent correspondre à une dégradation de la valeur commune. Faut-il collectiviser les ressources et les activités ? Non, parce que ce sont les initiatives fructueuses pour la communauté qui viendront à manquer, et que seules les personnes ont une capacité d'initiative – quelles que soient les configurations de leurs réalisations. Par contre, les entreprises sont elles-mêmes des communautés entreprenantes concourant au bien de la communauté où elles s'inscrivent. Le fait que ce ne soit pas le mode d'analyse habituel ne veut pas dire que cela n'existe pas, mais qu'il faut savoir le considérer, le voir pour en développer le modèle.

L'économie communautaire réclame encore un éclairage sur le développement et la vocation économique de la communauté. Qu'est-ce que le développement économique communautaire ? Il vise au fond la maturation humaine, qu'on l'appelle civilisation ou culture. Sur le plan économique, les biens et services sont les productions et réalisations qui y contribuent.

Ainsi, on distinguera d'abord une économie de subsistance pour satisfaire aux enjeux primaires, notamment matériels. Ensuite, une économie secondaire pour se doter des appareils institutionnels, des modèles et des méthodes capables de prendre en charge différentes composantes du bien commun. On passe aussi d'une économie empirique, pragmatique, à une économie stratégique, de la seule gestion du court terme à l'intégration du moyen terme. L'économie industrielle en fait partie. Pour ceux qui voient la réalité économique au travers de filtres idéologiques, ce sont les caricatures qui prennent la place de la réalité – tandis que les modèles inadéquats polarisent tous les raisonnements par rapport au Sens du bien commun. En particulier, quiconque a vécu durablement dans une entreprise ou une administration sait qu'il s'y développe souvent une vie d'équipe, une vie et une culture communautaires qui ne sont pas totalement dominées par des motivations médiocres ou négatives, y compris au niveau de leurs stratégies. Il est vrai que le modèle industriel a été dominé par des rationalités particulières – notamment la théorie des économies d'échelle qui a conduit à massifier la production. Le phénomène bureaucratique a lui aussi développé des structures peu sensibles à la vie communautaire des univers qu'elles prétendaient administrer. De ce fait, l'économie secondaire, si elle est un progrès par rapport à l'économie primaire, n'est pas exempte de déviance quant au Sens du bien commun, surtout à une époque où son discernement a été remplacé par des modèles idéologiques relativement aveugles et sûrs d'eux-mêmes.

Vient ensuite dans le développement communautaire une économie tertiaire – économie de services, dit-on. Comme à chaque évolution, il s'agit d'un nouveau niveau de maîtrise des questions économiques qui a une incidence sur les pratiques et les structures économiques. L'économie tertiaire dont il est question ici est une économie dont le Sens du bien commun commence à être mieux discerné. Du coup, quête de sens et valeurs commencent à interpeller. Ce ne sont plus seulement les choses produites ou les modèles

technico-économiques de production qui sont à optimiser, mais le Sens et sa maîtrise, l'autonomisation des hommes et des communautés. L'économie de service est centrée sur cette finalité et tout ce qui y contribue, **du moins en principe**. Du coup, des activités des niveaux précédents sont revisitées et de nouvelles activités sont déployées. Pour prendre un exemple, les grandes organisations rationalisées de l'âge secondaire sont, en partie, remplacées par des réseaux d'activités plus autonomes. La production d'images et de représentations en tous genres de l'âge secondaire donne lieu à d'autres services où les valeurs, le Sens communautaire, prennent une place majeure. Les trames communautaires qui se déploient sur Internet sont la préfiguration d'un autre type de services et de participations des acteurs. Dans une communauté, ce sont les services à la personne, aux groupes et aux communautés participantes qui se développent avec l'économie tertiaire – services du Sens du bien commun s'entend. Il s'agit aussi des services à la communauté tout entière avec des investissements communautaires à cet effet, et aussi des services à d'autres communautés. À ce propos, il faut considérer que chaque communauté est aussi inscrite dans des communautés plus larges ; elle participe alors à leur économie. De même des communautés intra-communautaires qui la constituent participent à la leur. Ainsi, des régions participent à l'économie nationale et les nations à l'économie européenne par exemple, et aussi à des économies-monde. Il faut cependant bien voir que chaque communauté est en charge de son économie propre et de sa participation à d'autres économies.

Notons qu'au nom d'un certain universalisme ou d'un certain nationalisme, certains niveaux économiques sont privilégiés et des communautés s'en trouvent négligées. Le développement communautaire est indispensable pour rétablir les économies communautaires à toutes les échelles. Par ailleurs, des économies d'âge secondaire ont fini par asservir les économies primaires à leurs propres règles et ainsi étouffer les moins évoluées d'entre elles. Sans doute est-ce la raison pour laquelle le sous-développement s'est aggravé là où on a voulu imposer des canons économiques d'un autre niveau – et pire, d'une autre culture, au nom de l'universalisme de la raison économique, s'agissant surtout d'avoir raison ! C'est pour cela aussi que, dans certains pays, le chômage des jeunes et l'inactivité des plus démunis sont particulièrement importants, les économies de proximité étant particulièrement malmenées.

Chaque communauté doit prendre en charge son économie au fil de son développement et de sa maturation humaine. Elle participe aussi aux économies des communautés auxquelles elle contribue. Sa culture et la maîtrise de son économie font apparaître une vocation propre qui se réalise dans son développement propre et dans le service qu'elle apporte à d'autres communautés et qui qualifient sa participation. Ainsi, dans un ensemble communautaire comme l'Europe, il serait important de reconnaître la vocation de chaque nation selon ses valeurs et sa culture propres.

Un exemple d'économie communautaire avec le tourisme des valeurs

De nombreux pays, régions ou territoires considèrent que le tourisme est une activité économique de plus en plus importante. La situation courante est la suivante : si le territoire dispose d'un attracteur touristique – site, monument, curiosité, etc. –, alors une exploitation de ce flux est engagée au travers de services qui vont de la restauration ou de l'hôtellerie jusqu'à la commercialisation d'objets, d'animations et autres distractions. Très souvent, l'économie touristique est assimilée à une activité concurrentielle d'un territoire à l'autre. Il faut répondre à la demande, que l'on soit au mont Saint Michel ou sur une plage de la Côte d'Azur. Les communautés territoriales qui investissent dans cette économie sont quelquefois questionnées sur le rapport entre les investissements consentis et les

retours pour le développement de la communauté. On observe, à l'extrême, des lieux où cohabitent des déshérités et le luxe des installations touristiques qui y sont installées. Du coup, la corrélation entre le développement touristique et le développement local n'est pas évidente, d'autant plus qu'il n'existe pas d'évaluation très claire du développement économique.

Le tourisme des valeurs est une nouvelle approche fondée sur l'approche communautaire. Déjà on s'interroge sur les valeurs propres de la communauté concernée – ville, région, pays, etc. La mise en évidence de ces valeurs par les méthodes d'analyse que l'on verra plus loin, basées sur l'élucidation du Sens du bien commun, apportent deux types de bénéfices possibles. D'abord, une identification valorisante des habitants et acteurs de la communauté ; ensuite une indication de ce qu'il y a à faire valoir auprès d'une clientèle qui les apprécie. C'est toute une gamme de « produits et services », y compris la mise en valeur des attracteurs mais dans le Sens du bien commun. Il ne s'agit plus d'une activité concurrentielle mais d'une offre singulière. D'un côté, la valorisation des ressources et des compétences communautaires mobilise une dynamique de développement ; d'un autre côté, l'intérêt porté par des visiteurs venus d'ailleurs non seulement conforte ce dynamisme mais contribue à développer l'économie communautaire. En outre, c'est la communauté elle-même qui s'enrichit d'un tissu relationnel étendu, comme le feront de plus en plus les communautés locales, ce qui étend le champ de l'économie communautaire et du développement. Cela facilite aussi la participation à des communautés tierces, et ainsi le cercle vertueux du développement et de la maturation humaine. Cette approche renoue aussi avec l'histoire en retrouvant un Sens quelquefois nouveau à des ressources oubliées ou incomprises. Elle projette dans le futur en favorisant bien sûr les échanges extérieurs, les motivations locales et l'innovation dans les services fondés sur les valeurs communautaires. De nombreuses études ont montré comment l'histoire longue est porteuse de ces ressources de valeurs toujours actuelles, et dont la réappropriation permet de se projeter dans le futur de façon fructueuse. La France est un pays très imprégné d'une approche mercantile, à tel point que les motivations des touristes étrangers ne sont pas toujours connues. Par exemple, de façon dérisoire, on dira que Reims est attractif pour son champagne et les ristournes espérées par le touriste, alors que la cathédrale de Reims a un écho symbolique insoupçonné dans de nombreux pays étrangers et s'inscrit dans un système de valeurs d'une grande actualité (un certain rapport entre le sacré et le profane et donc une ouverture sur les questions de Sens).

Le tourisme des valeurs, par la confrontation au regard des autres et l'engagement de relations économiques, est souvent l'occasion d'une prise de conscience identitaire fondée sur les valeurs issues du Sens du bien commun. Cette prise de conscience communautaire est aussi le point d'appui de la mobilisation d'une dynamique de développement et de ce qu'on pourrait appeler une intelligence économique communautaire.

La justice communautaire

La civilisation des représentations d'où nous venons a fait de la déclaration formelle de la loi le critère de la justice. Si la loi est le critère de toute vérité – loi scientifique ou loi juridique –, alors elle discrimine formellement le juste et l'injuste. Si elle est l'expression de l'esprit, c'est à dire d'un Sens et d'un conSensus, alors elle est une médiation, une indication pour accéder au jugement du juste et de l'injuste. La loi tue et l'esprit vivifie, dit saint Paul. On voit bien que la justice formelle, dissociée de l'esprit qui la justifie, peut devenir un exercice bien dangereux. C'est la source d'une crise de la justice dont l'exercice va de pair avec le développement des délinquances en tous genres, faute de

repères du Sens juste. Une théorie de la justice (celle de John Rawls) voudrait que la loi dise le juste et l'injuste par le fait d'une simple convention. C'est un peu comme une main invisible porteuse de l'épée de la justice. Paul Ricoeur a montré comment cette théorie ne tenait pas sans une condition préalable : l'existence d'un Sens moral partagé par les conventionnaires, dont Rawls ne parle pas. Une justice sans morale, voilà bien l'idée qui a cours trop souvent. Le respect des procédures tiens lieu de responsabilité. Hannah Arendt, témoin du procès d'Adolf Eichmann, en a montré l'inanité, celui-ci se déclarant non coupable pour avoir obéi vertueusement à la loi. Il n'est pas le seul...

Le paradigme communautaire éclaire tout cela d'un nouveau jour. Dans les communautés humaines, le juste et l'injuste se réfèrent au Sens du bien commun. Ainsi le juste est-il ce qui va dans le bon Sens. Il s'y ajuste en « rendant justice » à « l'humanité de l'homme » qui s'en trouve justifiée. Dire le juste, c'est justifier ceux qui sont inscrit dans ce Sens. Le juste est celui qui se tient dans le Sens de l'accomplissement de l'homme. Il se situe avec la communauté sur le terrain de la problématique humaine fondatrice, c'est-à-dire le carrefour de Sens qui constitue son consensus. L'injuste est ce qui détourne l'homme de son accomplissement. Il commence toujours par le penchant originel, et se poursuit avec l'engagement dans des Sens autres que celui du bien commun. Quant à la maîtrise du juste, elle est progressive, au fur et à mesure de l'évolution et du développement humain. Elle correspond à la maturation des âges de la vie et à l'accès au discernement des Sens à l'âge du Sens. Auparavant sont nécessaires des repères : règles formelles à l'âge des représentations ; usages habituels à l'âge primaire, l'âge du faire. Il faut donc des repères de Sens là où la conscience des Sens est peu répandue : c'est le rôle joué par certaines figures charismatiques ou par les religions par exemple. On pourrait espérer des juges qu'ils aient ce discernement où se réfèrent à des repères justes. Concernant le « penchant originel », la tendance « naturelle » qui s'oppose au bien de l'homme, on a vu que d'âge en âge se construit une conversion vers le Sens du bien qui se trouve être le Sens du bien commun de chaque communauté.

Ainsi la notion de juste évoque-t-elle l'ajustement à un Sens mais aussi une éthique de l'ajustement au Sens juste. C'est celui qui d'âge en âge amène à la révélation de l'homme comme être de Sens. Il est courant de voir réclamer des critères universels du juste, une loi qui serait unique pour tous et reconnue par tous. Cette idéalité cache un déni de l'humain, non pas de la dimension universelle de l'humanité de l'homme en chacun, mais la contingence communautaire de l'existence humaine – terrain où se posent les questions éthiques ou de justice. La justice communautaire n'est pas si étrangère que cela, et semble trouver un regain d'intérêt dès lors que l'on a accepté une diversité culturelle dans nos cités. Expliquons-nous : il est trop facile pour contrer une culture autre que la sienne de la réduire à ses tares, et ainsi réclamer un arbitrage universel, surplombant – celui de sa propre culture notamment. L'Occident a longtemps régné au point de perdre de vue ses singularités comme celles des autres. La situation du monde n'est plus la même, surtout avec le développement de consciences communautaires plus matures. L'universalisme occidental – à l'instar du temple érigé à la Raison en France – est au seuil d'une remise en question radicale qui n'aura pas d'issue sans la reconsidération du fait communautaire. Et c'est dans la question du Sens du bien commun que l'on trouvera la clé culturelle du juste et de l'injuste. Il est vrai que la considération des ensembles communautaires rend la question un peu moins simple que la seule juxtaposition de systèmes éthiques et juridiques étrangers les uns aux autres. Cela dit, il restera toujours un préalable à tout jugement : dans quelle communauté de référence va-t-on juger ?

Le juste s'exprime donc au travers de règles culturelles qui concernent les existences

individuelles et aussi les situations collectives au travers de leurs différentes composantes. La dimension affective y prend part par exemple mais, on le sait, ne peut à elle seule constituer le critère du jugement – cela en dépit de la pression de l'émotion publique et de ceux qui souvent la manient. La dimension factuelle, matérielle, y prend part et les usages sont arbitraux lorsqu'ils touchent aux pratiques courantes. Les choses et les faits ne peuvent donner lieu aux mêmes jugements dans des communautés de proximité ou des communautés culturelles, elles-mêmes toutes différentes, ou à plus forte raison les communautés mondes. Ce qui est juste ici ne l'est pas ailleurs, comme on feint de le croire, souvent au détriment des plus faibles à qui on impose des normes qui les excluent par exemple. Les représentations prennent part au jugement, avec les formules juridiques, les lois, les règles. Seulement, deux problèmes se posent : l'un réside dans la prétention à l'universalité qui s'impose à toute altérité possible ; l'autre est que ceux qui en sont à un âge de maturation antérieur ne peuvent comprendre et doivent subir les dictats des sachants. Dans une communauté donnée, la parole du jugement sera entendue comme confirmation d'un Sens accessible uniquement dans les faits habituels et dans les affects, si bien que si elle n'est pas comprise intellectuellement, elle demeure quand même recevable intuitivement.

Qui dit le juste et l'injuste dans une communauté ? Toute responsabilité communautaire ne peut se justifier qu'en se tenant dans le Sens du bien commun, ce qui suppose la capacité d'en juger, même s'il faut en appeler à des repères fiables pour cela. Diriger, c'est donner le Sens, non pas le fabriquer mais le discerner et se tenir dans une certaine détermination – pertinente quant au Sens du bien commun, mais aussi cohérente avec les conditions et les enjeux de développement. Dans une communauté, y compris les petites communautés de proximité, les autorités ont une telle fonction : donner le Sens et dire le juste, qu'elles le sachent au non. Parents, responsables politiques, autorités morales ou de quelque autre nature, sont en position d'avoir à juger. En ont-ils toujours les moyens ? Chacun, au fur et à mesure de son développement, celui de sa conscience et de sa maturité, est appelé à discerner et dire le juste Sens dans toute relation et toute action avec les repères dont il se dote. Et puis il y a les juges, responsabilité redoutable...

D'une façon très générale, dire l'injuste n'indique pas le juste. Ainsi, condamner un acte ou un comportement par exemple ne dit pas en soi le juste et ne contribue pas automatiquement à la justice. De ce fait, l'exercice de la justice ne contribue pas forcément au développement du juste dans la communauté. Un jugement qui n'éclaire pas le Sens du juste, prétendant stigmatiser l'injuste, n'est pas juste. Il y aurait tant à faire si, avec la justice communautaire, on évaluait l'exercice de la justice et des responsabilités en fonction du Sens du bien commun ! C'est bien toute une régulation communautaire qui est en question¹¹.

Qu'en est-il d'une communauté où les figures d'autorité se tiennent dans de multiples Sens ? Ceux qui s'y réfèrent sont non seulement déboussolés, mais apprennent que la délinquance est incontournable ou même que la délinquance pour les uns ne l'est pas pour les autres. C'est le cas d'une société en crise de Sens. Épreuve de passage, de maturation, ou troubles régressifs ? Un consensus sur un Sens qui n'est pas celui du bien commun fait apparaître une cohérence de jugements qui fait penser à une maîtrise collective de la justice. Malheureusement, cette apparence d'ordre clair va avec une perte de l'humain, étant entendu que seul le Sens du bien commun permet de le cultiver. Selon sa culture, une communauté doit établir les critères et les pratiques de jugement et

¹¹ Vers une communauté de valeurs ? Par Mireille Delmas Marty éditions du Seuil montre que la question travaille le temps présent.

d'intervention pour que prévale le Sens juste, en tous les hommes et en toutes choses, et confier à des figures d'autorité le soin de le signifier.

Cultiver le bien plutôt que combattre le mal, telle est aussi une des fonctions de l'éthique. L'éthique est un critère d'ajustement individuel et collectif des comportements. Elle couvre ainsi tous les champs de l'existence. En particulier, on pourra parler d'éthique ou de justice économique, sociale, éducative, politique, matérielle ou immatérielle. Cependant, c'est la culture communautaire et son Sens propre du bien commun qui permettent de définir à chaque fois les règles d'éthique. Il faut donc toujours se situer au niveau d'une communauté de référence pour poser une éthique et juger du juste et de l'injuste. Du coup, les déclarations universelles en la matière sont sources de profondes ambiguïtés, comme on l'a vu pour la déclaration des droits de l'homme française et celle de l'ONU sans pour autant que cela épuise le sujet.

Le politique et sa conception communautaire

La Cité, la cité des hommes, ce rassemblement pour vivre ensemble une histoire commune et donc aussi un devenir commun, tel est le lieu du politique. Il ne faut pas entendre la Cité uniquement comme une communauté territorialisée mais comme la métaphore de toute communauté humaine, même non territorialisée.

Les conceptions traditionnelles du politique sont d'une certaine gravité lorsque la vie et l'avenir des communautés humaines est en jeu. En faire par exemple systématiquement une histoire de pouvoir met le politique sous le régime de la toute-puissance et la toute-impuissance. Cela ne sert que les avidités de contre-pouvoirs souvent auto-proclamés, qui veulent le pouvoir à la place des autres. Le politique comme pure lutte de pouvoir est une mystification qui a la vie dure. Mais le pire n'est pas fatal¹². En faire par ailleurs une simple histoire de gestion de la société – avec ses systèmes d'administration et de régulation – ne vaut guère mieux. La gestion n'aurait-elle pas de direction, pas de Sens sinon celui de « la nature des choses » ? Faire du politique la construction rationnelle de la cité idéale peut devenir une entreprise technocratique où le citoyen est là pour tenir les rôles qui lui sont assignés par les détenteurs de la Raison (d'État). Une administration s'arroge le soin de penser à la place de la communauté administrée et d'agir par son encadrement tutélaire. Au travers de ces indications communes, c'est l'absence de la communauté et de la poursuite du Sens du bien commun qu'il faut observer sous couvert d'intérêt général par exemple. Contre ces perspectives, c'est à une conception communautaire du politique que nous allons ici nous attacher.

On peut très vite concevoir autrement le politique : par son rôle d'identification et de culture du Sens du bien commun. L'identification du Sens du bien commun, c'est la mission de l'homme politique qui l'incarne en s'en faisant le porteur. C'est ainsi l'enjeu du choix d'élus référents dans l'exercice souhaitable d'une liberté responsable que l'on appelle habituellement démocratie. Cela ne veut pas dire que le Sens du bien commun serait l'effet d'un choix et d'un jeu d'opinions, mais c'est l'élue de référence qui est choisi, élue pour cette mission. On notera qu'il existe de fait de nombreuses communautés où est élue une personnalité de référence implicitement porteuse du Sens du bien commun, mais dans un contexte communautaire encombré de multiples scories dues à une certaine immaturité ou à toutes les conceptions déviantes du politique. Notons qu'au-delà du

¹² Voir par exemple : Gouverner par le bien commun par Claude Rochet Editions François-Xavier de Guibert (octobre 2001)

principe général, la démocratie communautaire est une affaire culturelle. Une fois de plus l'imposition, au nom d'un universalisme maintenant suspect, d'une conception a priori de la démocratie montre ses travers – et provoque à l'occasion de véritables catastrophes. Le monde est en train d'en prendre conscience : il suffit pour cela de faire un tour d'horizon de l'actualité.

Dans la fonction politique, le Sens du bien commun se repère en tant qu'il est incarné par la personne élue, ses positions, sa posture, sa détermination exemplaire et ce, en toutes situations pertinentes de la vie de la communauté. La personnalité politique élue se tient dans une disposition volontaire : c'est son intentionnalité, sa volonté pour la communauté, qui dit le Sens du bien commun dont il est le repère symbolique. Ainsi, ce n'est pas sa capacité d'agir, ni sa stratégie ou son projet qui caractérise l'élue de référence, mais son vouloir, son intentionnalité qui est portée par le Sens du bien commun – l'esprit qui l'anime. Il est le sujet de référence, c'est à dire celui qui est porteur et qui ne cesse de signifier le Sens du bien dans lequel la communauté se reconnaît par identification. Le sujet de référence incarne le sujet communautaire auquel s'identifient les sujets que sont les membres de la communauté. Il est évident que « sujet » signifie ici porteur d'intention, capable d'autonomie et non pas assujéti, sujet à. Ainsi, le fait premier du politique est une affaire de vouloir et pas de pouvoir. Seule la communauté peut, et c'est précisément ce qui va justifier une démocratie participative, comme on le verra. Le projet stratégique, c'est l'affaire des représentants des différentes composantes de la communauté dans l'axe indiqué par l'élue de référence – sa politique, pourrait-on dire. L'action communautaire, c'est l'affaire des acteurs dans le cadre du projet. Les acteurs, ce sont les parties prenantes de la communauté, assistés si nécessaire par une administration mais pas supplantés par une administration de tutelle ou régaliennne. C'est un renversement de perspective inhérent à la considération du fait communautaire tel qu'il est mis en évidence ici.

Pour des raisons souvent un peu obscures mais identifiables, le fait qu'il y ait pour chaque communauté une personnalité repère est contesté au nom d'une certaine idée de la démocratie. C'est peut-être là où l'individualisme se vit comme un absolu d'indépendance, un droit au « libre arbitraire », loin aussi de la conception d'une autonomie mature. On doit pourtant constater que partout dans le monde, c'est toujours le cas, même si le mode d'élection est très différent, et même si le Sens incarné n'est pas toujours le Sens du bien commun, du moins de façon durable. Cela veut dire que l'incarnation dans une personne est nécessaire aux communautés comme support d'identification – une identification humaine pour des communautés de nature humaine. S'il s'agissait d'autre chose que de communautés, on pourrait penser à d'autres artifices de représentation de l'unité symbolique, mais à quoi bon le symbolique là où il n'y a pas de symbole ! Pas plus qu'un système, une organisation n'a besoin d'une personne de référence pour établir son unité organique, sauf les organisations humaines – toujours assimilables à des communautés humaines. De ce fait, le politique est un principe inhérent à toutes les communautés humaines, partout où il y a un Sens du bien commun à incarner et un devenir à engager. Peut-il y avoir plusieurs personnes incarnant la communauté et son unité de Sens du bien commun ? Non, si cela conduisait à dissocier l'unité de repère symbolique ; oui, si cette unité est respectée par une succession dans le temps ou une ubiquité dans l'espace. Cela veut dire successeurs périodiques, « vice-président » en l'absence du « président », ou délégués en des lieux différents. Le représentant unique peut être entouré de délégués qui relaient sa fonction symbolique.

A partir de ce point fondateur du politique se pose la question de la gouvernance communautaire. Au lieu du gouvernement qui évoque l'exercice d'un pouvoir politique, la

gouvernance évoque le pilotage politique d'une dynamique communautaire de développement. C'est la communauté qui se développe et non pas un État qui la développe – ce qui était un peu la logique de l'administration coloniale ou de l'administration prussienne selon Hegel. Il faut donc en revenir au développement communautaire dans le Sens du bien commun.

La culture du Sens du bien commun se fait par le traitement des affaires du présent dans la perspective d'un progrès humain, selon une projection dans le futur que l'on appelle par exemple projet de développement. Cela passe par la construction d'un projet approprié – approprié à la communauté, son évolution, ses situations, sa diversité, ses relations intra et extra-communautaires. Mais c'est aussi un projet approprié par la communauté et pour cela il faut qu'elle participe à sa conception. Cette participation dépend de sa capacité de maîtrise des représentations mentales, imagination, vision cohérente, rationalité, structurations qui sont nécessaires. C'est à des représentants de la communauté que devrait être confié le soin de mener à bien la détermination de tels projet ou stratégies de développement, ainsi que toutes les règles qui en cadrent l'activité communautaire. Le projet faisant loi pour le devenir commun, les représentants posent ainsi les cadres et les règles de l'action collective. Qui sont ces représentants ? Ils doivent représenter différents groupes ou communautés concourant à la vie et au développement communautaire. Nous sommes là dans le principe d'une démocratie représentative, où est représentée la communauté dans sa diversité. Rappelons que nous sommes là dans une conception avancée de l'homme et des communautés humaines régies par la poursuite du Sens du bien commun. Cette conception avancée est marquée par un niveau de conscience qui dépasse la conscience des représentations (mentales) pour accéder à la conscience du Sens ou intelligence symbolique. Ainsi, si le politique était centré sur la représentation et la démocratie représentative, il est centré maintenant sur l'élection du Sens du bien commun au travers d'un élu de référence. Pour autant, la représentation retrouve sa place, non pas comme régaliennne, mais comme interprète du Sens du bien commun porté par l'orientation politique dans différents champs de la communauté ainsi représentés. La représentation des membres de la communauté ne peut se faire comme si c'était une collection d'objets statistiques. Les découpages géographiques, s'ils ne sont pas habités par une communauté particulière, ne peuvent avoir de représentants. Inversement, chaque personne peut au sein de la communauté être partie prenante de plusieurs groupes ou communautés spécialisées. L'arithmétique ne peut être la loi de la représentation. La notion de représentativité statistique doit être remplacée par celle de significativité. Ainsi, chaque groupe ou communauté particulière participant à la communauté d'ensemble doit y être représenté. Il en sera un représentant significatif s'il en incarne le Sens du bien commun spécifique, un élu donc. On voit donc que l'élu de référence d'une communauté politique est aussi susceptible de la représenter dans un ensemble communautaire plus large. Cette conception d'une démocratie représentative se heurte aux modèles dominants, mais pas à l'intuition et aux sensibilités, et se trouve plus souvent réalisé qu'on pourrait le croire. Toute cette représentativité doit être cependant repensée face à l'inanité de bien des systèmes en vigueur. La démocratie représentative a pour mission d'assurer l'établissement du projet stratégique et ses déclinaisons dans tous les domaines représentés. Cela réclame une capacité de maîtrise des représentations mentales par la représentation politique, et ce avec l'assistance des compétences nécessaires. Si chaque communauté a un élu de référence qui la représente dans un ensemble communautaire plus large, elle réunit aussi les représentants des communautés qui la composent. C'est comme cela que les architectures communautaires donnent lieu à une architecture de gouvernance politique et stratégique qui respecte chaque niveau et l'intégration des ensembles. On voit bien dans le cas de l'Europe l'incapacité de penser l'ensemble des nations avec les régions et les multiples communautés locales en même

temps que les multiples communautés non locales qui y sont présentes, en l'absence du paradigme communautaire qui peut en appréhender la complexité dans une conception cohérente du politique et de la gouvernance politique.

La démocratie participative

La gouvernance politique ne s'arrête pas au niveau de la démocratie représentative, après la démocratie électorale. Il reste encore l'étage de la démocratie participative : celle des acteurs de la communauté. Le Sens et le cadre du développement communautaire étant établis, il reste à voir comment ils se traduisent dans l'action communautaire et toutes les activités et les initiatives particulières. Le fait majeur est la considération que ce sont les acteurs qui agissent, c'est-à-dire la communauté elle-même par ceux qui la constituent. Ce ne sont pas les élus ni les représentants ni un État qui exécuterait leurs directives. Un projet n'est pas un dossier ni un plan bon pour exécution par des techniciens spécialisés. Il n'y a donc pas l'action publique commandée par les politiques et exécutée par l'État avec une action privée plus ou moins arbitraire. Il n'y a que l'action communautaire au travers des initiatives des personnes et de communautés particulières selon l'orientation politique du Sens du bien commun, l'encadrement par le projet et les règles communautaires. S'agit-il d'un cadre de contraintes ? Non, il s'agit d'une incitation et d'une facilitation.

La démocratie participative, enseignée par le travail de la démocratie représentative, mobilise les acteurs pour traduire orientations et projets en activités et en actions. Là commence aussi la complexité de l'organisation et de la distribution des rôles et des tâches pour participer à la vie communautaire. On ne rentrera pas ici dans cette complexité que l'on pourrait qualifier d'organique en référence à une organisation spécifique. Cependant, on soulignera que des communautés d'action en seront issues, représentées comme il se doit au niveau voulu. Par exemple, une communauté éducative doit être représentée pour l'élaboration du projet communautaire dans sa composante éducative. Mais elle est aussi composée des acteurs qui vont traduire ensuite le projet en actes avec d'autres. Les parents étant aussi éducateurs la communauté éducative ne peut exclure la fonction parentale de cette participation. Mais comment la réaliser ? Cela dépend de la culture propre à chaque communauté, ainsi qu'à son niveau de maturité et d'évolution. Ainsi, chaque communauté humaine, au fur et à mesure de son évolution et de son développement, devient une communauté complexe bien loin de la collection d'individus statistiques et des conceptions du politique qui y sont associées.

Toutes les communautés, y compris les communautés entrepreneuriales ou entreprises, sont concernées par la conception communautaire du politique. Non seulement elles ont un référent reconnu pour tel, mais elles ressortissent d'une gouvernance dès lors qu'on cesse de les voir uniquement comme des machineries ou des bandes armées. C'est bien la tendance qui émerge depuis plusieurs décennies, par exemple avec le management participatif ou la responsabilité sociale qui invitent à considérer de quelles façons. Ils concourent au bien de la communauté entrepreneuriale et aussi de la communauté à laquelle elle se réfère.

TROISIÈME PARTIE : LA GOUVERNANCE COMMUNAUTAIRE

Bases théoriques et méthodologiques de l'action communautaire

Les communautés humaines, on l'a vu, ne sont pas destinées à seulement fonctionner, à survivre, à chercher un état d'équilibre. Par la culture du Sens du bien commun, elles sont destinées à un développement, à une progression qui vise à l'accomplissement humain. De ce fait, elles doivent trouver les moyens de cette ambition pour dessiner et conduire les projets communautaires. Les communautés humaines ne se développent pas spontanément, ne disposant ni de conscience ni de maîtrise par elles-mêmes, mais au travers des hommes qui y concourent selon la diversité de leurs compétences. Il y faut de la méthode.

Désigner la communauté de référence

Tout d'abord il faut désigner la communauté de référence. L'idée de procédures générales indifférentes aux communautés concernées va avec l'idée de méthodes universelles qui marcheraient indépendamment des hommes et de problèmes universels indépendants des situations humaines réelles. C'est pour cela qu'il faut insister sur le caractère communautaire de l'action humaine, et qu'il est nécessaire avant tout de la situer. La complexité des ensembles communautaires fait que bien souvent, cela ne va pas de soi. L'enjeu d'une communauté n'est pas l'enjeu d'une autre, même s'il peut y concourir. Sans cette désignation de la communauté de référence, on en arrive à imposer des analyses et des solutions qui lui sont étrangères, et donc à exercer une aliénation à son encontre. Le respect des hommes implique le respect des communautés humaines – et le respect ici, c'est la prise en considération pour l'action. Le mépris des communautés humaines est un mépris de l'humanité. Il n'y a d'action collective que « située » dirait Hassan Zaoual¹³, située culturellement donc.

Discerner le Sens du bien commun

On a vu que c'était la colonne vertébrale de toute la compréhension de l'approche communautaire, et surtout son axe de développement et d'accomplissement humain. Or le Sens nous est habituellement inconscient, mais l'âge du Sens et l'intelligence symbolique commencent à nous y donner accès. Cependant les voies n'en sont pas familières et demandent l'acquisition de disciplines et de pratiques nouvelles. On en donnera seulement quelques indications sans prétendre transmettre une quelconque compétence.

Une approche empirique consiste à rechercher des situations, des images, des scènes, des histoires du passé considérées comme exemplaires du meilleur de la communauté. On se rappelle que ce que les valeurs rétrospectives, les valeurs introspectives et les valeurs prospectives expriment, sont des indicateurs valides. Cela peut constituer un guide pour la recherche. Cependant, c'est l'intuition qui permettra d'en dégager une logique transversale. Pour aller plus loin dans le discernement, il faut faire appel à des

¹³ Hassan Zaoual est professeur à l'université du Littoral et auteur de nombreux ouvrages portant sur le développement et l'économie. Il développe notamment la notion de sites symboliques d'appartenance. Ses conceptions sont proches par de multiples aspects de celle de l'Humanisme Méthodologique, considérant que les affaires humaines sont « situées » culturellement.

méthodes qui font elles-mêmes appel à l'imaginaire. Il faut dire aussi que les dispositions personnelles sont un paramètre décisif pour de telles élucidations. Elles demandent une capacité de maîtrise et de dépassement des représentations mentales pour accéder au Sens tel qu'on le trouve dans le maniement de l'imaginaire et la créativité. Il n'y a aucune technique automatique pour accéder au Sens, dont on a vu qu'il était ce qu'il y a de plus profond en l'homme, donc en soi-même aussi.

Cette implication dans l'analyse, on la retrouve dans l'appropriation nécessaire pour ceux qui auront à l'incarner ou au moins le signifier. C'est pour cela que la détermination personnelle, la volonté et l'engagement sont indispensables pour porter les ambitions qui expriment ce Sens-là dans l'action communautaire. Pour cela, il faut un travail d'appropriation souvent partagé par un « noyau dur » qui puisse relayer la position incarnée à partir de la conscience du Sens du bien commun.

Elaborer un processus de développement

Ensuite vient le déploiement, la projection structurée d'un processus de développement qui donnera son cadre à l'action et en définira le cheminement. Il s'agit à la fois d'un travail qui allie l'imagination créatrice avec une rationalisation capable d'intégrer de façon cohérente un grand nombre de paramètres. C'est aussi un travail de conSensus entre les représentants de la communauté et avec ceux qui auront à mettre en œuvre le projet. Ce travail de conSensus est non seulement l'appropriation collective d'une volonté, d'une motivation, mais aussi l'appropriation d'une logique et d'une rationalité de développement. C'est ce qui associera la dynamique humaine du projet à sa cohérence transversale dans tous les domaines concernés par l'action communautaire

Les structures de l'action communautaire

L'action communautaire n'est pas, on s'en doute, la simple addition ou juxtaposition d'actes individuels spontanés. Sont nécessaires : une structuration des actes élémentaires, une séquence de réalisation progressive d'étape en étape, une orchestration des participations et des compétences mobilisées, une maturation progressive et la mobilisation de niveaux de compétence et de maîtrise appropriés.

Il faut d'abord rappeler que pour toute action humaine, les composantes de l'expérience humaine sont toutes mobilisées. Il y a une composante affective sans laquelle n'existe ni mobilisation ni dynamisme. Combien de projets stérilisés malgré leur intérêt rationnel, ou de projets avortés par une désaffection des parties prenantes ou même un sentiment de rejet ! Les projets de changement créent des craintes qui font partie de ce qu'il faut gérer. Il y a une dimension factuelle, opératoire, à laquelle l'action est souvent réduite. Il y a encore une composante mentale où les représentations dessinent d'abord le projet avant de le réaliser, et même encadrent sa réalisation. À cela, il faut ajouter la nécessité de ressources et de conditions apportées par la situation, ou au contraire les obstacles qui s'y présentent. Il y faut une intention, qui finisse par être partagée, une figure du Sens et du conSensus qui oriente et détermine les engagements. Il faut aussi prévoir un cheminement, un engagement progressif d'étape en étape qui trace la route à suivre et ses nécessaires péripéties.

Chacune de ces dimensions et composantes peut faire objet d'une attention particulière, de l'investissement de compétences spécifiques, d'une maîtrise appropriée. C'est comme cela que peuvent se construire des structures de gouvernance, structures de management

dans certaines communautés de travail. La structure des institutions présidant à la gouvernance d'une nation en est aussi dérivée.

L'approche méthodologique précédemment développée a mis notamment en évidence une séquence qui paraît évidente mais qui est assez différentes des pratiques communes. Il est tout à fait capital d'observer que l'évolution des idées ne va pas toujours avec un changement dans les pratiques habituelles. Ici, la détermination du Sens est l'aboutissement d'une première étape. On y attache autant la motivation et sa détermination que l'orientation du projet par exemple. C'est aussi là que se placent les dirigeants qui ont pour fonction de diriger – et diriger, c'est donner le Sens. À l'âge des représentations qui était le nôtre, la maîtrise des projets par la seule raison instrumentale conduit à des constructions rationnelles, mais dont le Sens échappe. Ici, nous avons vu que ces constructions rationnelles doivent être des projections du Sens déterminé selon les conditions spécifiques du projet. Ainsi, la construction des projets, plans et stratégies découle d'abord du Sens propre à la communauté. C'est d'abord un travail de créativité, puis de rationalisation progressive du général vers le particulier, de l'ensemble vers les détails. Il est très fréquent d'avoir, à la place, des modèles a priori que l'on cherche à reproduire ou à combiner.

La première étape oriente les volontés, la seconde déploie et structure mentalement, la troisième réalise au travers d'opérations qui sont la traduction opérationnelle du cadre structurel du projet en fonction des conditions particulières du terrain, de la situation. Il y a un amont et un aval, mais nous voulons insister sur cette séquence méthodologique de la gouvernance communautaire. L'ordre de réalisation est le pendant d'une montée en compétences. En effet, les compétences factuelles, ou compétences pratiques, opératoires, correspondent à un premier niveau. Elles sont plus répandues que les compétences secondaires correspondant à un autre niveau de maturité. La capacité de représentations mentales complexes, tant pour les apprendre que pour en construire de nouvelles, a fait l'objet de sélections et de formations plus poussées, dans les écoles et universités notamment. Cependant, lorsque ces compétences doivent prendre en compte le Sens pour orienter les réalisations, alors elles se révèlent insuffisantes. Rares sont en effet les formations de ce type. Les élites françaises notamment sont très puissamment équipées sur le plan de la rationalisation, mais plus déficientes en ce qui concerne la maîtrise du Sens ou la créativité. Cela handicape fortement l'innovation et la pensée stratégique. En effet, la stratégie est une projection du Sens – on parle outre-Atlantique de *intent* ou *intended strategy*, ou « stratégie intentionnelle ». C'est une projection sur un terrain spécifique. Toute stratégie est une projection doublement originale : par la singularité du Sens projeté et par la particularité du terrain investi. Nous sommes loin de ces supposées stratégies normatives, ou de l'utilisation de procédures formelles. Il existe dans cette perspective une carence considérable des élites de tous ordres que l'on constate sur le terrain. Or il y a encore un autre niveau de compétence maintenant nécessaire qui celui du discernement et de la détermination du Sens. C'est indispensable pour les dirigeants et les autorités responsables. Au lieu de s'en remettre à un charisme mystérieux, c'est toute une science du Sens et de l'intelligence symbolique qu'il faut développer. C'est très exactement le propos de l'Humanisme Méthodologique.

Le processus méthodologique descendant réclame un processus de formation ascendant. Le développement communautaire est un processus ascendant dans ses visées et ses étapes, mais ses réalisations se font selon des processus méthodologiques descendants. C'est dire que la sortie de la dualité pensée/action, avec maintenant les trois niveaux de maîtrise et de compétences, prend un relief tout à fait nouveau.

Le processus d'appropriation active

C'est une illusion de penser que le développement dans une communauté est l'application des recettes connues (appries dans les grandes écoles sans doute !). Chaque communauté est unique et de ce fait, son développement est toujours à inventer à expérimenter. Il y faut mobiliser détermination et projections anticipatrices mais aussi apprentissages, expérimentations et appropriations. L'appropriation, on l'a vu, est ajustement à la singularité de la situation communautaire et appropriation par les personnes qui constituent la communauté. Dans les pratiques classiques, dès que l'on a renoncé à un pouvoir coercitif ou tutélaire, on sait qu'il faut recueillir un minimum d'adhésion, sans quoi les projets ne mobilisent personne et les actions ne sont pas comprises sinon rejetées. Or l'adhésion passive qui est celle que l'on essaie d'obtenir par l'information ou la communication ne suscitent aucune implication. Dès qu'il y a une certaine complexité en jeu ou une certaine nouveauté, souvent perçue comme inquiétante, alors l'appropriation passive est vite repoussée. Une bonne raison pour les technocraties de reprendre le pouvoir qui leur est dû...

Les politiques publiques, les stratégies majeures dans les communautés importantes y sont soumises. La gouvernance communautaire, telle que l'Humanisme Méthodologique la propose, traite la question en deux temps. Le premier est celui où se forge la pertinence de tout projet, le fait qu'il est propre à une communauté. L'autre aspect, c'est l'appropriation par la communauté de son projet. Pour cela, il faut qu'elle le fasse sien et la volonté dirigeante ne suffit pas. Pour cela, il faut aussi que la communauté se projette et, on l'a vu, c'est une affaire de motivation, une affaire de représentation collective, une affaire de matérialisation. Et nul doute que la communauté adoptera le projet si elle a contribué à ces trois plans.

C'est le rôle des représentants d'organiser des modalités de participation pour définir les actions et construire ensemble les plans d'action et d'organisation. L'appropriation est alors bien une appropriation active. Elle réclame l'appui de compétences techniques mais aussi le développement d'une capacité d'évaluation des actions et des réalisations par les acteurs eux-mêmes. Pour cela, le processus d'appropriation active doit être conçu aussi comme un processus d'apprentissage pour toutes les parties prenantes, chacune à son niveau. Alors le projet n'est pas seulement un processus de réalisation, il est aussi une expérience de progression collective, d'intelligence collective dirait-on. Au fond, la manière de faire et le processus d'élaboration et de réalisation de projet comptent autant que le contenu lui-même. C'est aussi selon ce même processus d'appropriation active que l'« empowerment » communautaire, qui est un but du développement, progresse. Que vient-on de voir ? Dans la démarche, le cheminement compte autant que le but, et le chemin est l'artifice de progression humaine en même temps que progression matérielle ou intellectuelle par exemple.

La réflexion sur les processus d'appropriation active montre le caractère pédagogique de la gouvernance communautaire, qui vise un développement humain en cultivant le Sens du bien commun au travers de projets « concrets » relatifs aux affaires humaines.

Niveaux de maturation et de participation communautaire

Les communautés ne sont pas des univers homogènes, on le sait. Outre la diversité radicale des personnes et celle des groupes et communautés qui les composent, les

niveaux de maturité sont aussi hétérogènes. Nous avons parcouru plusieurs fois ce thème des niveaux de maturité humaine, individuelle et collective qui forment la trajectoire de développement et d'évolution vers l'autonomisation et l'accomplissement. Nous avons vu aussi qu'il pouvait y avoir des régressions, ainsi que des domaines où l'on est plus ou moins avancé. Ici, on s'intéressera à la maturité collective de la communauté qui ne présuppose pas une quelconque uniformité mais l'existence de dominantes. Tout se passe comme si la communauté pouvait se situer à un certain niveau de maturité à un moment donné. Cela signifie aussi que la gouvernance communautaire est maîtrisée jusqu'à un certain niveau. On peut espérer que des personnes ou des groupes puissent être en avance par rapport à la communauté pour la faire progresser. L'absence de cette perspective conduit à vouloir appliquer des formules standard à des communautés ou des groupes qui ne peuvent y accéder. Cela les met en échec et conduit à l'échec massif des politiques publiques. Inversement, traiter les communautés comme mineures tend à les maintenir dans une subordination devenue insupportable lorsque la communauté a évolué. Ainsi, le contrat de travail est un contrat de subordination de moins en moins compatible avec l'évolution du monde actuel ; c'est pourtant la base stratégique de certains syndicats.

Rappelons ces niveaux de maturité humaine et leurs caractéristiques en précisant certains aspects.

Le niveau archaïque, où on situe souvent les fondements de la personnalité, est celui d'une conscience affective. Les affects constituent ici la substance principale de l'expérience. Il n'y a là d'expérience qu'immédiate, faite de confusions et d'exclusions tant la différence entre sujet et objet, soi et non soi n'est pas encore établie.

Le niveau primaire est celui d'une conscience factuelle à l'âge du faire, une conscience empirique, une conscience du court terme. Se situent là les événements, l'articulation des causes et des effets, les apprentissages et les habitudes relatives à la subsistance et la coexistence. C'est le plus courant de la vie individuelle et collective qui se situe à ce niveau.

Le niveau secondaire est celui de la maîtrise des représentations mentales, de l'imagination par la raison avec l'élaboration intellectuelle d'un tableau du monde et de nous-mêmes. La conscience mentale est une conscience à moyen terme, c'est-à-dire que l'on peut prévoir bien au-delà du présent et faire des projets par exemple.

Le niveau tertiaire est celui de l'âge du Sens et des communautés de Sens, celui où la question du Sens du bien commun peut être abordée et progressivement maîtrisée. C'est un niveau de conscience à long terme, celle des finalités, donc des valeurs et de leur Sens.

Le développement humain consiste à passer progressivement d'un niveau à l'autre pour acquérir aussi une nouvelle maîtrise des niveaux antérieurs. Si le champ de conscience en est de plus en plus étendu, il change aussi de nature, ce qui fait qu'à un stade de développement, on peut difficilement envisager ce qui vient après et donc les problèmes et les perspectives qui s'y déploient. C'est pour cela que les préoccupations à un certain niveau ne sont pas comprises aux niveaux antérieurs. Ainsi beaucoup veulent-ils des réponses pratiques à court terme alors que d'autres en sont à élaborer un projet d'ensemble, ce qui pour les précédents est ne rien faire. D'autres veulent des modèles « qui marchent » alors que la question du Sens doit être préalablement traitée. C'est une difficulté majeure du politique par exemple, où la démagogie amène la démocratie à une

régression communautaire. C'est aussi ce que montre l'inanité de demander à ceux qui en sont à un certain âge de maturation de se déterminer sur-le-champ sur des préoccupations d'un âge plus avancé. Demander à des gens qui en sont à un stade primaire de préoccupation leur participation à l'élaboration d'un projet d'ensemble revient à les mettre en échec et arguer de leur incompétence pour se substituer à la communauté. C'est souvent le cas de pratiques pseudo-participatives où l'on invite des habitants à statuer sur des problématiques de prospective à moyen et long terme alors qu'ils n'ont aucun moyen de les appréhender. C'est le cas aussi quand on traite des populations en difficulté en réclamant leur participation à des délibérations avancées alors qu'ils sont en état d'urgence. Par contre, des pratiques et une pédagogie appropriées peuvent permettre une progression collective de la participation.

Il faut bien considérer que les niveaux de maturité plus avancés ne sont pas exclusifs des précédents. La conscience affective est toujours présente au stade primaire où elle s'investit autrement, et la conscience factuelle n'est pas absente de la conscience mentale, projective, et tout cela s'inscrit aussi dans la conscience de Sens ou intelligence symbolique. Il faut dire aussi que si on est arrivé à un certain stade de développement, à un certain niveau de conscience, cela n'empêche pas que dans d'autres domaines de notre existence ce ne soit pas le cas. C'est vrai pour des communautés avancées dans certains secteurs et moins dans d'autres. Un très haut niveau de compétence dans un domaine ne dit pas qu'il en soit de même dans les autres.

Ces considérations sont capitales en matière de participation aux affaires communautaires. Leur ignorance fait trop souvent des approches participatives au mieux un effet de naïveté, ou au pire une manœuvre ambiguë. Chacun doit être considéré au niveau de maturité où il peut se situer. Si c'est au-dessus, de façon prématurée, alors il est mis en échec et peut être entraîné à régresser plutôt que progresser. Si c'est au-dessous, alors il est sous-estimé et peut en ressentir quelque dépit. Cependant chacun reste disponible pour des aspects d'un niveau antérieur et peut se trouver aussi encouragé à progresser en étant confronté à plus avancé. Cette échelle de maturité et de développement humain et les échelles de valeurs associées sont indispensables pour concevoir les participations et évaluer les situations.

Mais alors, quelles participations des personnes et des communautés prises dans un niveau archaïque, celui des affects et des passions ? C'est souvent le cas de personnes et des communautés en difficulté souffrant d'une certaine misère. La misère est la perte de maîtrise de son existence, l'incapacité à assumer ses « besoins primaires » par exemple. On peut dire aussi que c'est l'état de prédominance d'un pathos – le terme grec que l'on retrouve dans le terme « pathologie ». C'est aussi le régime des passions humaines. Il n'y a pas de participation constructive possible sans une prise en charge appropriée. Cette prise en charge peut passer par des soins appropriés mais aussi par des processus thérapeutiques de résilience. Ce qui est le plus souhaitable, c'est d'investir les affects dans des faits, dans un « faire » primaire. L'acquisition des capacités de participer à sa propre subsistance est le meilleur traitement de ce stade archaïque.

Quelle participation des personnes et des communautés prises dans un niveau primaire ? Il s'agit de participer aux conditions de subsistance de la communauté, à ses conditions de confortation – celles relatives à sa sécurité et à son confort. C'est l'occasion d'apprentissages des choses de la vie commune et des multiples compétences associés. Dans une communauté, ce sont généralement des espaces de proximité qui sont le champ accessible de cette activité participative. Éventuellement des cadres de proximité sont établis pour permettre une participation localisée (structures de travail). Est-il besoin

d'en dire plus pour pointer le champ de la participation à ce stade ? Les membres de la communauté et les structures de travail sont les acteurs de la vie communautaire. L'accompagnement de cette participation est un encadrement, un monitorat, qui sait montrer ce qu'il faut faire et comment il faut le faire. Les participants à l'activité communautaire – qui pour une grande part est activité économique – peuvent acquérir des savoir-faire qui les rendent de plus en plus capables de prendre part aux décisions pratiques et à l'organisation collective.

Quelles participations des personnes et de communautés à un niveau secondaire ? Il s'agit de participer à la construction des représentations communes, celles des projets, des stratégies, des règles, des modèles, des structures, des expressions et communications, etc. Ces participations mobilisent les facultés de maîtrise des représentations : imagination pour envisager des situations nouvelles, créativité pour inventer de nouvelles solutions, rationalisation pour construire un projet cohérent, structuration pour articuler des aspects différents, modélisation pour définir des cadres logiques pour l'action, conceptions pour définir des principes d'action, etc. Pour cela l'activité réflexive, la délibération collective, la maîtrise des langages techniques appropriés font partie des compétences à exercer. Les domaines ou thèmes de participation peuvent être nombreux et participent d'une vision globale qui porte sur la communauté dans son ensemble. Plus les représentations sont globales, plus elles réclament un haut niveau de maîtrise, plus elles sont spécifiques, plus elles demandent des connaissances techniques poussées. La participation, au travers de groupes de travail par exemple, réclame un accompagnement qui veille à la cohérence d'ensemble et à la justesse du Sens.

Quelles participations des personnes à un niveau tertiaire ? Elles sont liées aux tâches de direction. Élucider le Sens du bien commun, l'exprimer dans de multiples horizons, forger la détermination et les volontés, transmettre le consensus, mobiliser et animer les relais de gouvernance. En fait, il s'agit de participer à la responsabilité « politique » de la communauté dans sa globalité ou dans l'un de ses secteurs. Cette responsabilité collective nécessite une autorité de référence – souvent l'élu ou ses délégués. À ce stade de participation, la communauté en est à un stade d'autonomisation qui lui permet d'assumer elle-même sa propre gouvernance.

La concertation démocratique

La concertation est une idée à la mode, mais qui est en général mal comprise ou détournée de son sens. Lorsqu'il s'agit d'une politique publique, d'un problème ou d'un projet d'aménagement par exemple, il est question de débat public, d'enquête publique ou de concertation. Dans le premier cas, il s'agit d'un artifice où les plus bruyants s'imposent aux plus réservés, et où les « décideurs » pèsent la force des oppositions pour gérer leur affaire. Dans le second cas, il s'agit d'une procédure administrative qui appartient à l'univers de la conformité réglementaire. Il n'y a nulle appropriation, active ou non, dans ces démarches. La concertation est trop souvent utilisée pour servir des fins peu claires, artifice de pouvoirs qui se justifient, mécanisme purement formel et donc sans incidence réelle, information ou communication pour « faire passer » les raisons supérieures. La référence doit donc être faite à une définition pertinente du terme : contribuer « de concert » à un but commun. Il est donc question implicitement de communauté au travers du but commun et au travers de la démarche collective.

Le paradigme communautaire nous suggère que dans la « contribution de concert », il

s'agit de concourance. Il ne s'agit pas seulement de recueillir des avis, ce que ferait une simple consultation, mais de participer à l'affaire commune. La communauté est seule légitime pour traiter de ses affaires, quitte à ce qu'elle confie à des expertises ou à des instances communautaires le soin d'apporter leur concours. Ce qui peut paraître évident ici est en décalage radical en France avec la tradition tutélaire de l'État et ses administrations. Il en va de même dans tous les systèmes de gouvernance technocratiques, pseudo-participatifs ou régaliens. La concertation est la mise en concourance des parties prenantes de la communauté. Elle sert à la fois de démarche d'appropriation active et aussi de mise en mouvement de la communauté, tant sur le plan des motivations que des compétences.

Pour cela, un préalable est que le problème soit reconnu et que cette reconnaissance soit partagée. Si le problème est reconnu comme commun, alors il peut y avoir une solution commune. Cela invite à travailler toujours à une compréhension partagée du problème ou de l'enjeu. Des divergences masquées sont très fréquentes, si bien que les solutions ne sont pas partageables. À cela, il y a trois causes possibles.

Soit c'est le problème d'une communauté particulière que l'on veut imposer à une autre qui ne peut se l'approprier. La référence à l'intérêt général est très souvent invoquée dans ce cas. La communauté est dépossédée de son problème propre qui se voit pour ainsi dire requalifié. Toutes sortes de configurations vont avec cette méconnaissance de la communauté de référence.

Une autre cause est liée au Sens dans lequel le problème est pris par certains. De ce fait, il ne peut y avoir analyse ou évaluation commune, et la recherche de solution sera divergente. Impossible de travailler ensemble dans ce cas, sauf à se désintéresser des fins et de la valeur de ce qui est réalisé. C'est un cas fréquent aussi dans les organisations confrontées à une démotivation, à une désimplication là où le Sens de la démarche n'est ni juste ni valorisant. Le désintérêt des personnes et des groupes pour les affaires communes vient souvent de là. Le Sens du bien commun n'a pas été posé, ou alors derrière des déclarations qui ne peuvent tromper dans la durée.

Un dernier grand ordre de causes est le décalage d'analyse du problème, dû notamment à des niveaux de maturité différents. Dans ce cas, on l'a vu, on pourra avoir recours à des participations différenciées. Dans tous les cas, le partage du problème est un préalable pour atteindre à une reconnaissance mutuelle suffisante où s'expriment les expériences des parties prenantes auxquelles s'ajoutent des analyses partagées.

Le deuxième temps de la concertation est celui de l'organisation des apports pour concourir au but recherché. On retrouve ici la hiérarchie des niveaux de participation sans laquelle un travail en vrac conduira à l'échec collectif et individuel – prétexte à une reprise en main technocratique comme il a déjà été dit. Par contre, il faut considérer que les compétences et leurs niveaux ne permettent pas une contribution égale en contenu. Cependant, c'est le fait de concourir à sa mesure qui est important pour l'appropriation par la concertation. Il est donc tout à fait légitime que des expertises interviennent, mais au service et non à la place des parties prenantes. C'est la pertinence des solutions, beaucoup mieux ajustées aux situations et aux personnes que toute autre approche, en est le premier bénéfice. Le second bénéfice est la créativité que favorise la conjonction d'un Sens du bien commun partagé avec la connaissance intime des situations en jeu. Cette créativité collective apparaît quelquefois comme une intelligence collective étonnante même si les participations ne sont pas égales. Le troisième bénéfice est la pédagogie de l'évaluation que constitue le processus de concertation démocratique. Cela permet de poursuivre la concertation sur les réalisations dans le temps en conjuguant évaluations partagées et créativité partagée. Le quatrième bénéfice est bien sûr l'implication et la motivation communautaires dans le projet en même temps que dans le

développement et l'évolution communautaires.

La concertation démocratique a donc un préalable, un processus et des conséquences très enrichissantes pour les communautés. Il est remarquable à l'expérience que l'on débouche sur des solutions moins compliquées et souvent plus intelligentes que celles conçues par un excès de rationalisation qui fait l'économie des potentiels et compétences humaines de la communauté. Ainsi, la concertation démocratique est un bon moyen d'efficacité communautaire tant pour traiter les problèmes communs que pour développer la communauté. C'est aussi l'exercice effectif d'une démocratie qui reste trop souvent formelle et de ce fait, irréaliste.

La conduite de l'action communautaire

Lorsqu'il s'agit d'engager un projet public ou un projet d'entreprise, la gouvernance communautaire constitue le cadre, la logique et la dynamique de l'action. Cependant conduire ce processus, l'initialiser, l'organiser, l'animer, le faire aboutir et en pérenniser les productions réclame la mobilisation de compétences spécifiques. Les dirigeants et les responsables de la communauté n'ont souvent pas ces compétences ou bien la disponibilité nécessaire pour les mettre en œuvre. En outre, différents phénomènes humains justifient l'intervention et la participation d'un dispositif de conduite de l'action communautaire. On en examinera trois aspects. L'aspect méthodologique, l'aspect d'accompagnement pédagogique, l'aspect de conduite du changement.

La conduite du changement

En commençant par ce dernier point, tout projet d'envergure dans une communauté l'engage dans un changement qui peut être plus ou moins radical et bouleversant. Cela se traduit par des difficultés et même les fameuses résistances au changement. Il faut considérer trois types de changements qu'il est bon d'identifier au départ.

Il y a des changements adaptatifs qui correspondent à un changement des conditions de l'existence ou de l'activité collectives. Il peut s'agir d'une situation, de moyens techniques, de ressources, de circonstances qui font que, en cultivant le Sens du bien commun, les modalités existentielles doivent s'adapter. Quand on sait quels processus d'identification relient les personnes et encore plus les groupes à leurs habitudes, on peut comprendre les dérangements et les inquiétudes associées. Dans les sociétés traditionnelles, on peut dire que ces changements étaient l'exception alors qu'ils deviennent la règle dans l'époque qui s'inaugure. De ce fait, l'idéal de stabilisation n'est plus pertinent, fait obstacle même à l'évolution et au développement, particulièrement en une période de mutation comme la nôtre. Les projets de changement adaptatifs passent par un travail d'appropriation des nouvelles conditions et des changements à penser et mettre en œuvre. Pour cela, des dispositions de formation et de concertation sont judicieuses et réclament une organisation et une animation spécifiques qui disparaissent au fur et à mesure de la réussite de l'adaptation. Cette observation indique qu'il faut donc une intervention pédagogique temporaire dans la vie de la communauté, associée à chaque opération de changement de ce type et aux projets qui les intègrent.

Le changement de Sens

Le deuxième type de changement est le changement de Sens. Cela veut dire que la communauté concernée est engagée, pour l'affaire en jeu, dans un autre Sens que le

Sens du bien commun. Souvent, il s'agit d'un flottement sur le Sens avec une sorte de déboussollement plus ou moins ressenti qui se traduit par des incertitudes, des troubles et des pertes de repères, des désaffections et des angoisses. D'autres fois, ce sont des ambivalences dues à des conflits d'orientation ou de direction liées à l'histoire ou aux dirigeants (qui changent ou sont en désaccord). L'absence de direction associée à la présence d'influences multiples de l'environnement est aussi l'occasion d'une perte de Sens ou d'une sorte d'égarement. Le changement de Sens, c'est évidemment un changement de conSensus. Il touche au plus profond de l'être des personnes et remet en question l'existence même de la communauté. Inutile de dire que ce n'est plus une inquiétude mais une angoisse profonde qui peut être induite par ce type de changement. Vouloir l'éviter procède de la démagogie ou de l'illusionnisme. Vouloir l'ignorer est vécu comme une violence et génère des violences. Le traiter par la force est traumatisant et source de blocages ou de comportements individuels et collectifs quasi pathologiques. Il y a donc là nécessité d'une compétence appuyée sur une connaissance approfondie du phénomène humain. En particulier, il faut savoir que lutter contre le mal, le Sens qui n'est pas le bon, c'est le nourrir et risquer d'apporter de l'eau à son moulin. Par exemple, entrer en conflit nourrit le conflit et ne permet pas de cultiver les potentiels attractifs pour la communauté. Combien de politiques de « lutte contre » qui ne font qu'entretenir la tendance ! Les projets de lutte contre le sous-développement n'ont jamais réussi qu'à l'entretenir. Observons aussi que combler des manques, ou boucher des trous, n'a jamais permis de développer ou construire quoi que ce soit. En effet, quand on en a fini de combler les manques, on n'a rien construit. La recherche du zéro défaut n'a produit aucune qualité. Combien de révolutions qui ont installé la même logique qu'elles condamnaient ! Le changement de Sens ne peut se faire qu'en soutenant, en cultivant le Sens du bien commun. Avancer dans ce Sens construit de nouvelles situations et en même temps valorise et mobilise ceux qui y participent. C'est un cercle vertueux qui s'instaure au lieu du cercle vicieux engendré par la lutte contre les Sens inadéquats. Le changement de Sens s'opère sur deux plans, celui du Sens évidemment, et celui des réalités communes qui en sont l'expression et la médiation. Le Sens est inconscient habituellement. La réalité visible sert de guide. Elle passe donc par des artifices méthodologiques, des mises en situation, mais aussi par un accompagnement, un soutien pertinent. C'est là un des aspects majeurs de la conduite de l'action communautaire.

L'accompagnement éducatif

Le troisième type de changement est celui de la progression dans le développement et la maturité communautaires. Si toutes choses sont égales du côté du Sens et des conditions environnantes, il s'agit alors d'apprentissage, d'éducation, de développement des niveaux de conscience, de compétence et de maîtrise. On voit bien que c'est un enjeu majeur des projets de développement. Il l'est de trois manières concomitantes. D'abord comme visée du développement dans le Sens du bien commun vers un plus grand empowerment. Ensuite comme effet de l'expérience de l'appropriation active d'un projet communautaire. Enfin comme condition favorisant cette appropriation à la mesure du niveau de développement des parties prenantes. De ce fait, la conduite de l'action communautaire présente un caractère pédagogique majeur, on pourrait dire macro-pédagogique dans la mesure où c'est tout un corps social, une communauté de devenir qui est concerné. Pour ce type de changement, on devine aisément que le niveau d'évolution déjà atteint conditionne les méthodes de conduite appropriées pour avancer. Il n'est donc pas prudent de définir quelque recette standard, surtout sans tenir compte de la culture de la communauté et de ses échelles de valeurs.

Ces trois types de changements sont toujours présents dans les affaires humaines

communautaires. Ils le sont cependant de façon inégale selon les cas, si bien que les processus de l'action communautaire seront, à chaque fois, différents.

Dans toute action communautaire de développement, on doit aussi envisager le processus comme pédagogique et même quelquefois thérapeutique. Cela nous amène aussi à comprendre que la conduite de projets communautaires relève plus de processus humains que techniques. C'est un cheminement qui réclame une certaine maîtrise et un certain professionnalisme – et tout est à faire dans ce domaine avec l'accès aux questions de Sens et la reconnaissance du caractère communautaire de toutes les affaires humaines.

Méthodologie générale de l'action communautaire.

Un autre aspect de la conduite de l'action communautaire est son aspect méthodologique. Il ne peut plus être conçu comme une procédure formelle ni comme un procédé mécanique. La méthode doit intégrer les aspects précédents. On observera que la méthode est le tracé d'un cheminement où s'opèrent les phénomènes attendus. Le tracé lui-même dépend bien sûr de la situation du terrain où il s'inscrit, mais aussi de la culture propre à la communauté, de son niveau d'évolution et de la diversité des parties prenantes. On ne pourra donc envisager l'aspect méthodologique que comme un cadre support d'un processus ad hoc, un processus stratégique culturel et circonstanciel. Les principes sont toujours les mêmes ; l'application est toujours différente. On envisage ici de proposer un parcours type pour donner une idée de ce que peut être une méthodologie générale de l'action communautaire. Elle comporte sept phases dont la dimension peut être très variable selon les cas.

1. Phase de centration

Il s'agit de bien poser le problème et de situer le projet dans sa communauté de référence et dans son contexte historique. Considérer le projet ou le problème comme celui de la communauté dont on prend conscience est un exercice très novateur. Il s'éloigne bien sûr de la mise en place de solutions toutes faites à des problèmes non posés et non situés, ou alors à côté du sujet communautaire.

2. Phase d'écoute

Il s'agit de reconnaître plus intimement la communauté au travers de ses ressources humaines, des témoins de son histoire et de sa culture, d'une analyse des situations du point de vue de la communauté et d'évaluations en vue du bien commun communautaire. Pas de diagnostic fondé sur des présupposés et des valeurs étrangers à la culture commune.

3. Phase de positionnement

Il s'agit d'abord du discernement du Sens de bien commun et des valeurs qui en sont les indicateurs, de la formulation des caractéristiques d'identification significatives, de la compréhension d'une vocation traduite en ambition communautaire, et enfin de la détermination et de l'expression d'une volonté fondée sur les meilleurs potentiels de la communauté. Manquer cela, c'est bâtir sur du sable, sans fondations.

4. Phase de participation stratégique

Il s'agit de déployer le projet selon une architecture thématique qui découle des analyses et positions précédentes. Les représentants de la communauté pour ces thématiques, et toutes leurs composantes, sont appelés à bâtir une vision cohérente du projet et du processus de mise en œuvre.

5. Phase de mobilisation des acteurs

Il s'agit d'engager les acteurs concernés par les thématiques et les différents volets du projet-cadre à concevoir et préparer les actions concrètes. La coordination de ce travail aboutit à un plan d'action et d'organisation et à des moyens de management et de programmation.

6. Réalisations par les acteurs

Ce sont les acteurs de la communauté, soutenus par les structures de pilotage et d'accompagnement conçues et mises en place précédemment, qui réalisent un projet déjà bien approprié. Ils mobilisent évidemment les moyens nécessaires intra ou extra-communautaires. Les acteurs participent à des évaluations périodiques et proposent des améliorations et de nouvelles actions. Ils ne sont pas dépossédés de leurs actions par des machineries qui leur échappent et font des citoyens des mineurs au lieu de servir leur développement.

7. Bilan de gouvernance

De l'expérience du projet, des enseignements sont à tirer pour que des dispositions de gouvernance participative puissent être instituées. Les dispositifs informels ont permis par leur souplesse de mener à bien un processus qui peut être long et complexe. Souvent, des structures d'encadrement de l'action à partir de modèles standards vont paralyser toute initiative et en définitive tout développement communautaire.

Méthodes d'ingénierie humaine pour l'action communautaire

Il s'agit de méthodes basées sur le paradigme communautaire et la culture du Sens du bien commun applicables à des situations fréquentes dans les affaires humaines. En effet, la question du passage d'une pensée philosophique à ses conséquences pratiques suppose que l'on se place sur le terrain des affaires humaines actuelles, du point de vue de ceux qui en ont la charge soit par leur rôle soit par leurs compétences. Cela suppose en effet de se placer au niveau d'appréhension des situations : celles des entreprises et des communautés entrepreneuriales dédiées à la production de biens et services ; celles des communautés de vie territorialisées à différentes échelles ; celles de communautés d'affinités vouées à quelque enjeu communautaire.

Pour la mobilisation et l'engagement collectifs, un management par les valeurs : la méthode des référentiels de valeurs partagés (MRVP)

Trois objectifs sont visés ensemble : la cohésion par le conSensus, la motivation/mobilisation collective par l'engagement selon le Sens du bien commun, la cohérence de l'action collective engagée dans le développement d'un projet et celui de la communauté. L'artifice méthodologique consiste à élaborer un référentiel de valeurs, décliné et partagé

ensuite selon les différents groupes, secteurs ou métiers concernés dans la communauté en jeu.

Le premier point est la détermination de la communauté de référence, celle sur laquelle ou pour laquelle on va travailler. Le simple fait de poser cette question, d'envisager des hypothèses et de prendre une position est déjà très riche d'enseignements compte tenu de la diversité des parties prenantes. En second lieu, il faut élucider le Sens du bien commun par l'une des méthodes disponibles : la méthode empirique par évocation des meilleurs potentiels de la communauté ; la méthode dite d'analyse figurative utilisant une médiation imaginaire (elle réclame des compétences techniques particulières) ; la méthode d'analyse des cohérences culturelles, véritable travail de recherche fondamental pour des situations dont l'ampleur ou la difficulté sont importantes. Les dirigeants sont impliqués dans l'engagement de ces analyses et leurs conclusions.

Vient ensuite l'élaboration d'un référentiel générique. On utilisera par exemple celui qui réunit les dimensions objectives, subjectives et projectives des valeurs significatives identifiées à partir de l'élucidation du Sens du bien commun. La formulation des valeurs et la construction du référentiel sont réalisées par un groupe représentant la communauté dans son ensemble. Les caractéristiques de ce travail et ses fondements en font un moment fort et mobilisateur, non sans intérêt pour entraîner ensuite l'ensemble de la communauté ou du corps social concerné. Ce référentiel générique va être ensuite décliné par différents groupes de travail sectoriels ou thématiques qui vont d'abord se l'approprier puis le traduire dans le langage et selon les critères propres à leur domaine. C'est comme cela que des structures, des fonctions, des métiers, des groupes et des équipes de tous ordres vont s'approprier le référentiel générique en construisant la version qui les concerne. L'appropriation active d'un référentiel de valeurs est en même temps celle du Sens du bien commun et de ses implications différenciées selon la multiplicité des conditions et des situations particulières. L'unité de Sens et la diversité d'expressions sont ainsi assurées, tout comme la concourance des multiples groupes ou métiers dans un engagement commun. Le levier du Sens du bien commun est puissant et le référentiel partagé lui donne les appuis nécessaires.

La mobilisation des potentiels est non seulement un gage d'efficacité collective mais aussi un moyen de changement capable de renverser des situations difficiles. Il est cependant nécessaire que la communauté dispose des compétences nécessaires à une vision d'ensemble et à un discernement suffisant, puisqu'il s'agit de faire passer l'expression des valeurs propres de la communauté au-dessus de la croyance aux modèles standards habituels. C'est l'obstacle le plus fréquent, qui demande un certain courage des dirigeants pour être franchi. La méthode des référentiels de valeurs partagés est aussi intéressante pour le management de projets d'envergure où il s'agit de constituer et de densifier un groupe projet important.

Pour rassembler et mobiliser une communauté en vue d'un développement commun : la méthode de l'identité culturelle prospective (MICP)

Lorsqu'une population, un territoire, une communauté nouvelle, sont appelés à s'engager dans un développement collectif – politique, économique ou autre –, il y a une condition indispensable : c'est la reconnaissance d'une identité collective mobilisatrice. Sans cela, pas de conscience ni de « sujet » collectif ; et sans sujet, pas de projet. Pas de projet commun sans volonté commune ; et pas de volonté commune sans conscience collective gratifiante et engageante, motivante et mobilisatrice. Voyons comment trop souvent on recherche des solutions qui vaudraient pour leur seule rationalité sans prendre la peine de

travailler à cette identification collective : ainsi sont-elles condamnées à être inappropriées. L'identification collective peut être attachée à des éléments d'expérience ou de mémoire qui sont négatifs lorsque la communauté se confond avec eux. On a ainsi des identités dépressives, paranoïaques ou encore idéalisées qui détournent la communauté de son Sens du bien commun. Le travail d'identification collective peut quelquefois réclamer un temps assez long pour que quoi que ce soit devienne possible. Au moins faut-il obligatoirement y travailler pour des communautés qui ont encore un long chemin d'évolution à parcourir ou qui se sont égarées dans des « déviations » nocives pour leur propre développement humain.

La méthode consiste, on s'en doute, d'abord à désigner et considérer la communauté concernée. L'acte de considération, dès lors qu'il est orienté par la recherche du Sens du bien commun, est déjà un moyen agissant par l'attitude d'écoute qu'il entraîne. Vient ensuite l'élucidation du Sens du bien commun. C'est toujours un travail qui réclame des compétences particulières. Ses conclusions en effet ne relèvent pas de l'opinion ou du choix mais d'un discernement de ce qui est déjà là, inconsciemment, dès lors que la communauté est désignée. La reconnaissance de ce Sens et de la problématique humaine où il se justifie peut faire l'objet d'approfondissements à la mesure des difficultés ou des enjeux. Vient ensuite la construction d'un référentiel des valeurs culturelles de la communauté à la lumière de ce qui a été élucidé. Des illustrations multiples de ces valeurs sont souhaitables pour servir de « miroir des valeurs propres » pour la communauté. On retrouve l'usage du référentiel de valeurs identitaires avec ses trois plans qui contribuent à permettre une identification gratifiante et mobilisatrice : les valeurs rétrospectives, héritages du passé et ressources disponibles ; les valeurs introspectives exprimant le caractère propre et les qualités humaines spécifiques de la communauté ; les valeurs prospectives projetant les potentiels culturels en une vocation, des ambitions et un projet pour l'avenir dans un monde en mutation. Tout cela apporte les matériaux qui vont permettre une appropriation par des processus culturels mis en évidence par l'analyse. Cette identité-promesse est évidemment indispensable pour engager quelque développement pour le futur, ne serait-ce que pour identifier les potentiels culturels à cultiver. Cette approche suppose un intérêt et une connaissance des phénomènes humains et de leur profondeur pour agir sur les leviers pertinents. Cela demande une profondeur et une maîtrise particulière de ceux qui l'entreprennent, loin des postures des « faiseurs d'images » souvent à l'œuvre sur ces questions d'identité.

Pour engager une communauté entreprenante dans un projet de mutation : la méthode des cercles de prospective opérationnelle (MCPO)

Le problème d'une mutation est qu'il sollicite souvent les trois types de changement : changement de contexte, changement de Sens, changement de niveau de développement et de maîtrise. De ce fait, le corps social se trouve facilement inquiété : les « résistances » se manifestent par un pessimisme, par une crispation sur les modèles et formules connues, par un détournement du sujet au travers de conflits ou de tensions opportunistes, par la recherche de boucs émissaires. Cela retentit sur les capacités d'analyse, d'ouverture, de créativité et même de rationalité qui en sont diminuées sinon paralysées. Ceux qui appartiennent aux élites et aux cadres de la communauté ne sont pas les derniers à bloquer le processus, puisqu'ils ont été sélectionnés sur des critères antérieurs, justement mis en question. On sait aussi que sans appropriation active, aucun projet ne tiendra ses promesses. Il faut donc que le travail d'élaboration de projet soit quelque peu partagé, que la projection dans le futur se fasse en commun. Au fond, c'est bien le consensus qui est en jeu et, en conséquence, les réalités et les évolutions collectives.

La méthode des cercles de prospective opérationnelle tient compte aussi de la pluralité des niveaux d'évolution au sein d'une même communauté. Ceux qui sont pris dans l'immédiat des pulsions sont volontiers réactionnels. Ceux qui sont engagés dans le factuel et le court terme ne voient pas – et c'est normal – plus loin que le bout de leurs actes. Ceux qui embrassent des champs de représentations mentales plus larges dans une perspective à moyen terme peuvent concevoir et imaginer des projections nouvelles, pour peu qu'ils ne s'identifient pas trop aux anciennes. Ceux qui ont un certain discernement du Sens (du bien commun) voient ce que l'avenir à long terme trace comme perspectives de progrès.

Dès lors il importe que, depuis les dirigeants visionnaires, se déploie d'abord une projection de l'avenir par ceux qui sont en capacité de se le représenter. Ce tableau a ensuite des implications pour l'action et le fonctionnement collectifs qui doivent être travaillées par ceux qui connaissent bien le terrain. Chaque niveau doit hériter des lumières du précédent pour le relayer dans tout le champ de l'activité. C'est en construisant ensemble le projet d'avenir qu'il se trouve approprié tant à la communauté que par la communauté.

Pour cela, un premier cercle de prospective opérationnelle va devoir clarifier le Sens du bien commun et en traduire les implications dans les conditions du futur. Il faudra ainsi construire une représentation des horizons sur lesquels se projeter. Sans repères pour comprendre la mutation, cet exercice est vain. C'est une première perspective d'une vision de l'avenir qui sera élaborée par le premier cercle, sans cesse précisée et réajustée par la suite.

Cet apport permet l'animation de cercles de second rang pour traiter des grands thèmes et des grands volets du projet de prospective. À leur tour, ces derniers vont se décliner en d'autres cercles qui vont couvrir progressivement l'ensemble des affaires communes. On ne rentrera pas plus ici dans les détails, laissant à l'imagination et aux circonstances le soin de mettre en scène ce dispositif. L'important, c'est que le lien entre les conditions concrètes, les différents publics concernés et les visions les plus avancées soit établi dans les esprits et dans les cœurs. C'est par cette construction progressive et partagée que la communauté se reconstruit avant même de s'être défait de ses réalités anciennes. Les cercles de prospective opérationnels peuvent devenir un dispositif permanent de gouvernance communautaire dans un monde où le changement devient la règle et la stabilité l'exception. En effet, lorsqu'elles sont envisagées dans le Sens du bien commun, la communauté et ses affaires sont en devenir, en développement permanent et non pas statiques. Cet idéal de stabilité a nourri bien des pays et des milieux conservateurs – maintenant mis en question par la mutation du monde actuel.

Pour évaluer les réalisations, les projets et toutes les actions communautaires : le concept et les méthodes de socio-performance

Dans une communauté, les activités humaines sont à évaluer selon les critères du bien, c'est-à-dire de leur concours au Sens du bien commun selon les échelles de valeurs qui en découlent. La participation de chacun ou des groupes, celle des politiques et stratégies, des méthodes et pratiques, des organisations et des projets, des actions et réalisations, sont à interroger selon leur socio-performance. La socio-performance est la mesure de la contribution au Sens du bien commun. C'est ce qui en fait la valeur, en référence aux valeurs propres à la communauté concernée.

On peut en effet parler de performance à propos de toute activité humaine et des moyens qu'elle mobilise dans la mesure où la vie proprement humaine est un devenir dont l'issue est un accomplissement et le chemin un développement. Ce n'est pas le cas s'il s'agissait seulement d'un état ou d'un fonctionnement, et encore moins s'il s'agissait de simples mécanismes naturels dénués donc de toute valeur spécifiquement humaine. L'Humanisme Méthodologique a montré que cet enjeu d'accomplissement de l'humanité se joue en chacun et pour chacun, mais au travers de circonstances existentielles qui sont toujours communautaires. Le traitement des affaires humaines est ainsi toujours communautaire et à engager dans le Sens du bien commun et ses multiples voies et situations. Il est donc légitime de considérer, mieux, d'interroger la « socio-performance » de toute activité. Dès lors il devient possible, de débattre au sein d'une communauté de la socio-performance de tout ce qui la concerne. Cela permettrait par exemple de sortir de l'incohérence entre des activités justifiées par leurs propres critères, indépendants du Sens du bien commun. Autant il est possible d'accepter la liberté de chacun de contribuer ou non, selon certaines conditions, autant il est impossible d'imposer une échelle de valeur sans référence à la communauté et à son bien. Il y a, bien sûr, une manière d'échapper à la référence au Sens du bien commun : c'est d'ignorer le fait communautaire avec la croyance en la souveraineté de l'intérêt particulier ou par l'abstraction de tout sujet communautaire à travers l'universalisme formel. L'intérêt général a quelquefois la prétention d'intégrer les deux, lorsqu'il s'agit d'un intérêt particulier justifié par des « valeurs universelles » déclarées toujours par un groupe particulier.

La socio-performance d'une contribution est relative à une communauté donnée et invalide pour toute autre communauté. Règle de régulation pour l'une, la mesure de socio-performance ne l'est pas pour une autre qui a sa propre mesure de socio-performance. L'usage du concept ouvre un champ d'application très vaste, donnant une nouvelle consistance à la question du Sens du bien commun et aux régulations de la vie et du développement communautaires.

En pratique, on aura à établir quelle est la communauté de référence, souvent parmi plusieurs hypothèses possibles. Le choix n'exclut pas les autres communautés mais en relativise la socio-performance par rapport au Sens du bien commun de la communauté désignée comme référence. Par exemple, si la communauté de référence est nationale, la socio-performance d'actions régionales ou d'entreprises sera évaluée selon les échelles de valeurs nationales. Une autre évaluation de la socio-performance d'actions régionales ou d'entreprises peut être faite selon les échelles de valeurs régionales. Il n'y a pas de socio-performance dans l'absolu mais seulement relative à une communauté donnée. La communauté de référence sera souvent constituée d'un ensemble de communautés. On pourrait attendre de toute entreprise ou activité humaine qu'elle indique sa communauté de référence, et ainsi le système de valeurs principal dans lequel elle s'inscrit. C'est la condition pour évaluer sa contribution au bien commun, au développement économique – et ce au travers aussi des « biens et services » qu'elle propose. La socio-performance de l'entreprise renvoie à celle de ses moyens, ses méthodes, ses compétences, ses actions, réalisations et production et plus généralement tout ce qui y participe. Il en va de même pour toutes les activités, les institutions, les affaires humaines. C'est donc un critère de gestion majeur.

La désignation de la communauté de référence, on le sait, va permettre d'élucider son Sens du bien commun propre à la problématique humaine d'où il tient ses vertus. De l'élucidation de ce Sens, on tirera les référentiels de valeurs appropriés et donc les critères de mesure de toute socio-performance. Il y a là une ingénierie des référentiels de valeurs et de l'évaluation à développer en fonction des milieux et des enjeux de socio-

performance. Si ce concept a le mérite de pouvoir généraliser la question, refondant tout débat sur la valeur et les valeurs, il est aussi à la base d'une nouvelle considération de la mesure et par suite aussi des questions de gestion. Enfin, la question de la socio-performance renvoie au développement de compétences, de méthodes, de savoir-faire mais aussi d'organisations reconstruites sur ce critère. On notera que la plupart des méthodes et pratiques professionnelles qui sont appliquées dans nos sociétés reposent sur des critères rationalistes ou mécanistes indépendants du Sens du bien commun, comme si leurs processus étaient indépendants de l'homme et de son accomplissement. L'introduction du critère de socio-performance est de nature à faire évoluer cette situation indispensable dans un contexte de mutation de civilisation.

Pour mobiliser et engager une dynamique communautaire autour d'une action ou d'une réalisation : les opérations symboliquement structurantes

Il arrive qu'un évènement, une réalisation, une manifestation, provoquent une mobilisation et créent une dynamique collective d'importance. Quelquefois ces faits restent dans les mémoires pour rappeler un moment décisif pour la communauté. Il arrive même qu'on les commémore comme une réplique à un ébranlement communautaire. Opérations et réalisations destinées à marquer une population sont très communes. Il va sans dire que cela peut être pour le pire comme pour le meilleur. L'intervention de la question du Sens du bien commun et l'ingénierie humaine associée permettent d'envisager un mode d'action puissant (puissant ?) dans les circonstances qui le justifient. De telles opérations sont à concevoir pour engager la problématique communautaire dans le Sens favorable. De cette manière, il se produit une résonance qui a un impact sur les affects partagés, les faits et l'organisation de la vie collective, les représentations et projections identitaires. Les bénéfices seront à rechercher en termes de conscience collective aussi bien que de mobilisation et d'entraînement d'une dynamique de projet ou de changement. Le caractère ponctuel de telles opérations n'empêche pas qu'elles s'inscrivent dans la durée par répétitions ou par l'écho qu'elles produisent. C'est cet effet dans la durée qui en fait l'intérêt, structurant ainsi la mobilisation en une dynamique qui peut s'organiser. Les opérations symboliquement structurantes touchent non seulement à l'expérience vécue mais aussi au Sens profond du conSensus communautaire où elles sont agissantes. D'ailleurs, la conception de telles opérations et de leur processus d'entraînement vise à renforcer le Sens du bien commun et le conSensus par une médiation appropriée. Il est clair que cette médiation doit être culturellement significative, non par la banalité de ses formes mais par sa pertinence symbolique. Les méthodes de l'intelligence symbolique proposées par l'Humanisme Méthodologique permettent la conception de telles opérations.

Dans la pratique, il faudra toujours fixer clairement la communauté de référence, élucider son Sens du bien commun et, dans ce Sens, concevoir l'opération comme une métaphore de l'existence de la communauté ou de quelqu'une de ses vertus. Le processus de créativité est un moyen particulièrement puissant lorsqu'il est « inspiré » par le Sens voulu, par l'esprit qui s'y exprime. C'est comme cela que ce type d'opérations véhicule l'esprit qui a présidé à sa conception, renforçant la « communion d'esprit » que constitue toute communauté humaine.

Reste que ce type d'opération n'a en général un impact à l'échelle de la communauté que s'il est suffisamment visible. Néanmoins, il peut arriver qu'une opération plus discrète ait aussi un retentissement progressif si les relais en sont assurés. Beaucoup de dirigeants et responsables veulent marquer leur contribution à la communauté. Les opérations symboliquement structurantes ont le mérite de le faire dans le Sens du bien commun. Cela

en fait un moyen de gouvernance communautaire dans de nombreuses situations. Les moyens de communication permettent d'envisager de telles opérations à toutes les échelles, des communautés de proximité aux communautés culturelles et même aux communautés-monde. Inutile de dire que des opérations « symboliquement déstructurantes » sont réalisées depuis toujours dans l'histoire humaine. L'accès à la question du Sens du bien commun permet d'envisager des réalisations pertinentes et d'éviter aussi les leurres.

Pour interpeller et faire participer une communauté à des enjeux collectifs : la communication narrative ou « storytelling »

La communication humaine est un partage de Sens par la médiation des différentes modalités de l'expérience. Le vécu des affects, les faits et leurs circonstances, les représentations mentales, de l'imaginaire aux langages de tous ordres, constituent ces médiations. Souvent, les seules compétences qui existent consistent à manier ces médiations ou certaines d'entre elles, ignorant le Sens qu'elles expriment et qu'elles véhiculent. Bien sûr, les communautés sont tissées à partir des communications qui donnent une consistance aux relations interpersonnelles et collectives. Si le champ de la communication est immense, on ne s'intéressera ici qu'aux perspectives les plus avancées. S'il est courant de considérer la lettre ou le message, les signes verbaux ou non verbaux, les médias que l'on dit constituer le message même, bref tout l'appareil linguistique, sémantique ou sémiotique, il ne faut pas oublier le contexte de la communication et plus globalement la situation, la scène qui, en fait, est le véhicule du Sens. Nous savons ici que la considération du Sens nous entraîne, par la question du conSensus, à celui du bien commun. Elle nous entraîne aussi au fait communautaire sans lequel il n'y a pas de communication humaine. D'ailleurs, toutes les analyses des relations et communications interpersonnelles impliquent un substrat communautaire. C'est là-aussi que se placent les situations et les scènes communicantes. Or si l'existence communautaire est devenir, développement lorsqu'elle est engagée dans le Sens du bien commun, les situations communicantes se présentent comme une histoire en développement. Communiquer est alors raconter une histoire ou y contribuer. De là l'expression de communication narrative. Le storytelling ou « racontage d'histoire » en est une application souvent assimilée à une manipulation que l'expression « raconter des histoires » peut évoquer. Cependant, si des communications mal intentionnées utilisent ces processus, il serait particulièrement judicieux de les mobiliser en connaissance de Sens lorsque le Sens du bien commun est reconnu comme l'essentiel à cultiver. On bénéficiera alors des moyens de l'intelligence symbolique pour mettre en scène des communications narratives plus pertinentes et efficaces, en particulier dans l'action communautaire. Les méthodes d'intelligence symbolique de l'Humanisme Méthodologique sont particulièrement utiles à cet égard.

Pour des conceptions avancées de l'action et de l'activité collective : le traitement des situations et les espaces virtuels d'activité

Dans les conceptions traditionnelles de l'action, on pense à des gestes et à des outils pour opérer sur un objet que l'on veut transformer ou travailler. Dans des conceptions classiques, on pense aussi à des machines dont le fonctionnement aboutit à un produit. Vient aussi l'idée que l'action est la mise en place de procédures, de méthodes, de stratégies qui seraient agissantes par elles-mêmes. Plus récemment, on a pensé que la numérisation permettait, par un traitement de l'information adéquat, de produire ou commander la production. À l'ère de l'information dit-on, tout est dans l'acquisition, le traitement, le stockage et la transmission de l'information. Sur un registre un peu différent, inspiré par une vision plus politique ou bien encore quelque magie de la puissance, c'est

la communication qui est moyen d'action, agissant éventuellement sur la force de travail ou l'emploi des moyens. Bien d'autres modèles sont en vigueur dont les fondements restent ignorés par les opérateurs. De ce fait, l'un des obstacles au changement, c'est que la transformation des idées se heurte dans la pratique aux habitudes et aux croyances opératoires. Le paradigme communautaire bouleverse ce paysage. D'abord parce que l'action est un phénomène humain et qu'en plus il est communautaire : seuls les hommes agissent, et les moyens ne sont que des médiations, pas des opérateurs. Ce n'est pas l'instrument qui joue de la musique mais le musicien. L'électronique ne change rien à cela.

Pour penser l'action, toujours humaine, dans le contexte communautaire des affaires humaines, on peut d'abord retenir que l'action est un travail sur le Sens par la médiation d'artifices existentiels, pour transformer les réalités existantes. Tout ceci, on l'a vu, est à engager dans le Sens du bien commun qui apporte ses modalités culturelles spécifiques. La réalité, médiation et objet de l'action est toujours faite des composantes de l'expérience, affective, factuelle, mentale, qui structurent toute réalité et réalisation. De ce fait, l'action est toujours intervention dans une situation d'existence communautaire par une transformation de la situation par le biais d'artifices de mise en situation. Ainsi, aux théories du traitement de l'information ou de la communication vient se substituer plus largement celle du traitement des situations. Tout problème ou projet doit être considéré en situation et toute action comme un travail sur la situation. C'est souvent par l'abstraction des situations, toujours singulières, que l'on réduit le réel et donc l'homme, aliénant ainsi le devenir et l'accomplissement humains. Le travail, qui est l'acte même de l'accomplissement humain en situation communautaire, est transformé en pratique d'aliénation de l'homme par l'homme et là, il ne s'agit pas de dénoncer les exploiters mais tout un chacun qui se livre à cette entreprise de négation de l'humanité de l'homme et de son accomplissement, hors du Sens du bien commun.

Toute action est donc action sur une situation, par une situation, pour une nouvelle situation. On devine que ce qui a été résultat en situation se retrouve moyen d'une nouvelle action ou même entrée pour une nouvelle action. Les situations sont des réalités humaines, phénomènes humains d'expérience humaine qui impliquent toutes les dimensions de l'existence individuelle et collective. Ainsi, l'homme agit de lui-même sur lui-même par lui-même, toujours en situation communautaire.

Une conséquence de cette conception de l'action ouvre à la question du virtuel. L'étymologie du terme renvoie étonnamment à l'homme, dans sa dimension intentionnelle du moins. Le virtuel, c'est toute réalité humaine d'expérience humaine qui est l'expression de Sens humains en conSensus en même temps qu'elle le véhicule. L'expression « réalité virtuelle », pléonastique, renvoie à celle de situation porteuse de Sens, vecteur de Sens, manifestation de Sens en conSensus. Le Sens est cette virtualité humaine qui fait de toute réalité humaine une réalité virtuelle. Mais de ce fait, la mise en scène de réalités virtuelles favorise, pour ceux qui s'y impliquent, l'orientation et le partage du Sens en jeu. De ce fait, la réalité virtuelle est comme une situation agissante par laquelle le conSensus s'exprime en actes par des transformations ou réalisations.

De là le concept d'espace virtuel d'activité – mise en scène exprimant une problématique (communautaire) engagée dans le Sens du bien commun (si possible). La participation à cette situation, comme une scène que l'on joue, engage tout un chemin d'action. L'intérêt du concept est sa proximité avec ce qui se développe sur Internet. On ne peut plus éviter de considérer que les situations vécues, les réalités construites, les affaires traitées et les actions engagées sont entièrement humaines, allégées d'une matérialité que l'on voulait être l'alpha et l'oméga de toute réalité humaine alors qu'elle n'en est qu'une dimension.

Ainsi la création d'espaces virtuels dédiés intègre-t-elle les réalités communes mais se nourrit de plus en plus des réalités communautaires inscrites sur Internet. La conception et la construction de tels espaces virtuels d'activités bénéficient des moyens de l'intelligence symbolique qui ont déjà été évoqués ici.

Pour la conduite participative de grands projets communautaires : le « livre de gouvernance », un espace virtuel de projet

L'élaboration et la réalisation participatives d'un grand projet communautaire représentent une aventure, une intervention dans l'histoire de la communauté en jeu, une histoire dans l'histoire. Cette expérience communautaire est celle d'un changement, de réalisations, d'un progrès dans le développement et le niveau de maturité collectifs. Le livre de gouvernance est un espace virtuel qui enregistre et publie (sur Internet) la chronique du projet. Ce livre, métaphore de l'histoire, est donné à écrire et à lire par la communauté. Il contribue ainsi à la construction de l'identité collective au travers d'une communication narrative.

Sa construction – sept chapitres et six actions par chapitre – est comme une feuille de route qui permet de progresser d'étape en étape vers un aboutissement de maîtrise communautaire. Ces étapes correspondent à un cheminement méthodologique de principe : positionnement du projet ; connaissance de la communauté ; élucidation du Sens du bien commun et détermination d'une ambition ; élaboration d'un projet cadre ; élaboration d'un plan d'action ; réalisations ; dispositif de gouvernance communautaire. Cette progression part d'une exploration interrogative relativement discrète, et progresse par la mobilisation progressive de participations comme on l'a déjà vu dans la conduite des projets de développement. La communauté est sollicitée et impliquée très progressivement, en même temps que se développe une intelligence collective au travers de l'apprentissage que représente chaque étape. La mémoire du processus favorise ainsi l'intelligence du projet et l'identification de la communauté.

Outre l'écriture du livre nécessitant quelque compétence en communication, l'espace virtuel offre d'autres lieux dont une place commune. C'est un carrefour où lecteur, visiteur, participant, trouvent toutes sortes d'informations et de communications, ainsi que des moyens d'intervenir dans un dialogue avec les responsables de la conduite du projet. S'y trouve aussi l'accès à des espaces de travail dédiés à des groupes impliqués dans le processus participatif – groupes stratégiques et groupes opérationnels. Ces groupes disposent d'un espace collaboratif privé pour faciliter le travail collectif, même à distance. Ils disposent aussi d'un espace de communication publique permettant d'afficher l'avancement des travaux et de dialoguer avec le public qui le souhaite.

Il existe encore un espace d'administration – poste de commande en ligne où les dispositions à mettre en place sont gérées par une équipe de pilotage. Au-delà du cadre général de la démarche participative, chaque cas trouve des modalités propres à la culture et à la situation communautaires. L'espace virtuel est le support d'une expérience et d'une aventure, toujours singulières.

CONCLUSION : UNE MUTATION A COMPRENDRE ET A REUSSIR POUR ENTRER DANS L'AGE DU SENS

Nous vivons une mutation de civilisation sans précédent. Non pas qu'il n'y ait pas eu de telles mutations dans le passé, mais par la nature et la rapidité de celle-ci. Le fait d'en vivre l'actualité fait que nous sommes traversés par cette mutation et qu'il est difficile de ce fait de prendre le recul permettant de la comprendre. Nous voyons qu'il arrive des choses de dimension mondiale mais qu'est-ce que cela signifie ? Nous ne percevons pas facilement que cela nous arrive à nous-mêmes. Les moyens de compréhension à notre disposition sont ceux dont nous avons hérité du passé. Certains ont même mérité leur statut social grâce à leur acquisition des modèles de pensée et d'action dispensés pendant leurs études. La difficulté vient du fait qu'une telle mutation est d'abord un changement de regard et de conscience sur l'homme et le monde. Ainsi, pour les tenants de modèles anciens, ce qui change est un dérangement inquiétant. Ils n'appréhendent pas ce qui se passe au fond. Ils ne peuvent pas non plus évaluer correctement ce qui se joue et les bienfaits qui en découlent. Internet, le développement des pays émergents, l'émergence d'une nouvelle conscience communautaire dans des pays peu démocratiques, la remise en question de pratiques économiques et financières, l'évolution du rapport aux religions et spiritualités, l'évolution des pratiques sociales, tout cela est le lieu de bouleversements considérables. Ce ne sont pas les analyses médiatisées qui nous renseignent sur la signification des mouvements de fond. Au contraire, elles ont tendance à se faire le miroir des apparences et l'amplificateur des émotions inquiètes. La mutation est une véritable révolution copernicienne en ce qu'elle change la compréhension de l'homme et du monde, et donc aussi tout l'investissement dans l'existence individuelle et collective.

L'Humanisme Méthodologique offre trois lectures complémentaires de cette mutation :

- Le fait que ce soit un passage entre deux âges de l'humanité, appréhendé grâce à une compréhension nouvelle du devenir, du développement et de l'accomplissement humains ;
- Le fait que ce soit une période de crises multiples où se jouent à la fois changements et résistances au changement ;
- Le fait que cela ouvre sur une nouvelle ère, l'âge du Sens, qui repositionne l'homme dans son rapport au monde et à son devenir en même temps que ses modes de pensée et d'action.

Les âges de l'humanité

Il s'agit à la fois de l'évolution des individus, de celle de l'humanité entière et de celle de toute communauté humaine. L'Humanisme Méthodologique montre comment l'homme, être de Sens – être spirituel donc –, s'incarne selon des modalités qui constituent les composantes de l'existence et de l'expérience humaines. Cette incarnation est une expérience existentielle née de ConSensus communautaires. Lorsqu'elle est envisagée selon le Sens du bien humain – Sens du bien commun et de l'accomplissement humain –, elle s'inscrit dans une temporalité qui naît du Sens. Le temps est d'ailleurs une des expériences premières du Sens tandis que l'espace naît du jeu de proximité/distance dans les conSensus. Espace et temps sont coextensifs à l'expérience humaine et à l'existence du monde. Notre propos est surtout orienté ici vers cette séquence temporelle que l'on

appelle évolution, selon des âges d'accomplissement. Celui-ci se caractérise par une extension du champ de conscience, du niveau de maîtrise de soi, de maturité humaine, de reconnaissance de l'humanité en soi et dans les autres, de liberté responsable à investir dans le développement des affaires humaines. Il est toujours nécessaire d'y revenir pour s'en imprégner.

Rappelons qu'on distingue d'abord un âge archaïque fait d'expériences affectives, sensibles, émotionnelles et souvent passionnelles. Le monde est appréhendé par les affects et nous nous confondons avec nos affects. Cet âge pré-historique, précédant la venue au monde, est aussi celui de régressions dont on voit se déployer le pathos autour de nous et quelquefois en nous lorsque nous nous laissons déborder.

L'âge du faire ou âge primaire est celui de l'expérience factuelle et des apprentissages « des choses de la vie ». C'est celui de la concrétude, souvent matérielle, avec ses préoccupations de court terme, pragmatiques, et ses implications affectives tendant à se polier. C'est l'âge où l'on s'intéresse aux jeux, aux techniques, aux usages, aux façons de faire et à leurs progrès. Un premier niveau de civilisation.

L'âge secondaire, celui des représentations et de la raison, apporte un recul et une ampleur de vue bien plus grands. Avec la culture de la raison comme moyen de maîtrise des affaires humaines, le champ des possibles a explosé, notamment celui des représentations de soi en tant qu'individu dans la cité. Toute la considération des droits de l'homme comme droits individuels naît de là, de même que le déploiement des sciences et philosophies, et toutes les structures, institutions, règles et représentations du monde et des affaires humaines. C'est cela le stade de civilisation dont nous sommes les héritiers.

Vient enfin l'âge tertiaire, l'âge du Sens où l'on découvre que les représentations et tout ce qui les précède – faits et affects – est expression, manifestation de Sens en conSensus. De là la question du bon Sens, celle du Sens du bien commun et des communautés de Sens. Le paysage change fondamentalement, paysage devenu avant tout humain parce que n'existant que dans l'expérience humaine. Mais il n'y a pas que le paysage qui change : il y a aussi la compréhension, la vision du chemin d'évolution et le réinvestissement de toutes les activités et affaires humaines sur cette trajectoire de développement existentiel et d'accomplissement humain.

D'autres âges suivent : ceux du désengagement existentiel, l'âge du dé-faire celui du dépenser, celui du dés-affecté, pour arriver à un dé-naître. Stades d'accomplissement humain, ils constituent une autre histoire que celle qui nous intéresse ici, mais concernant ce que l'on appelle « le grand âge ».

Pour en revenir aux stades précédents, il faut noter que le passage de l'un au suivant est une sorte de rupture qui se vit dans des crises. Ce sont des troubles de la remise en question et des aspirations à entrer dans de nouvelles possibilités d'humanité. Le premier seuil est celui de la naissance avec l'expérience fondatrice de la séparation dont dépendra plus tard notre individualité. Le second seuil est celui de l'adolescence avec l'expérience de la liberté individuelle dans un contexte social déjà là. Il est tiraillé notamment entre régression infantile et progression adulte, mais c'est le second qui l'emporte quand tout va bien. Le troisième seuil est celui où nous sommes, mal connu puisqu'ayant à le découvrir. C'est celui de la maturation. Michel Serres parle d'entrer dans un stade d'« hominescence », concept qui nous semble assez proche de celui d'un monde reconnu comme étant de nature humaine à l'âge du Sens.

La mutation de notre époque, c'est celle-là : le passage du seuil de maturation entre une civilisation des représentations et de la Raison et une civilisation du Sens et des communautés de Sens. La première nous est bien connue, du moins pour ceux qui y ont déjà accédé. La seconde est presque totalement inconnue, et c'est là l'apport de l'Humanisme Méthodologique que d'y contribuer par la pensée et l'action. Voyons-en les problèmes.

La crise de maturation

La caractéristique d'une mutation, c'est la multiplicité de ses retentissements. D'abord l'ébranlement simultané du monde et de nous-mêmes fait résonance avec les mutations antérieures, si bien que l'on retrouve des crises que l'on croyait dépassées – en particulier les crises de séparation de la naissance et les crises d'indépendance de l'adolescence, qui semblent revenues au premier plan pour certains. L'analyse des situations rendrait pessimiste sur l'avenir de la civilisation humaine, et les thèmes du déclin, de la décroissance font florès. Mais il y a un ébranlement plus important : c'est celui de toutes les constructions de la civilisation des représentations avec la crise des représentations.

La crise des représentations

Voyons-en deux aspects. D'abord les tentations d'échapper à la mutation avec : les crispations sur les règles et modèles anciens, la fuite en avant dans des représentations sans fondement et qui se disqualifient (médias et paroles publiques), enfin la régression vers des âges anciens avec l'abandon des exigences de la raison pour retrouver le court terme (court-termisme) et même l'archaïque avec le primat des émotions (opinion publique). Le deuxième aspect est lié à une déviance de la civilisation des représentations. Elle a consisté à en faire le sommet du développement humain et à faire des représentations et de la raison la cause des choses et même de l'homme. Les experts en représentations ont pu se penser les maîtres du monde, du moins sur les plans de la connaissance et de l'action. La maîtrise des représentations qui donne cette illusion prétend à l'universalité là où il n'y a jamais que singularités, prenant ainsi la lettre (forme) pour l'esprit (Sens). Il est même arrivé que pour marquer davantage l'absolu de la Raison on en fasse une religion, comme notre pays l'a fait sans avoir encore su analyser ce phénomène (humain) et ses conséquences. Or parmi les conséquences, il y a le refus du dépassement, on le comprend, et un handicap vis-à-vis du mouvement du monde qui connaît cette mutation de civilisation. Il n'est pas difficile pour qui en a conscience de repérer les milieux, les catégories, les groupes, les discours qui sont pris dans une sclérose destructrice et suicidaire. La violence du refus de nombreux débats et l'imposition de formules incantatoires montre la panique qui s'empare de ces milieux sous les aspects de la dépression suicidaire ou d'une agressivité quasi malade (terrorisme intellectuel et moral) pour échapper à la remise en question inéluctable portée par la mutation. Celle-ci donne en effet le primat au Sens et à l'esprit sur la raison et les formes qui se révèlent être des moyens, des médiations et non des images sacrées.

La crise de Sens

La mutation du seuil de maturation nous confronte à la question du Sens que nous avons largement développée avec le Sens du bien commun. Cette question devient présente partout, y compris dans les grandes tendances qui animent nos façons de penser et d'agir. La confrontation à la question du Sens nous place à chaque fois à un carrefour – un carrefour de Sens. Or cette confrontation nous plonge au cœur d'une crise

de Sens lorsque nous ne nous sommes pas donné les repères d'orientation pour avancer.

Au point de passage entre ces deux civilisations – celle des représentations et celle du Sens –, la crise de Sens est notamment une crise épistémologique, une crise des rapports au monde et à nous-mêmes, une crise de la connaissance, de la compréhension et de la conception du monde. Nous sommes à un moment de basculement du monde, de notre vision du monde. Deux logiques traditionnelles et de Sens opposés structuraient les débats, constituant une sorte d'axe du monde. Deux autres sont en émergence et tendent à disqualifier les deux autres tout en s'opposant radicalement. Les quatre logiques (Sens) sont aujourd'hui actives, créant confusion et déboussolement chez beaucoup.

La première tendance de l'axe traditionnel est celle de la logique de possession ou logique animaliste. Le monde est compris comme exercice et enjeu de puissances. Tout est question de pouvoirs et d'emprises, expliquant le politique, l'économie et toutes les affaires humaines. L'humanité est une animalité comme les autres, et peut-être pire si on en écoute certains. C'est une logique de conflit, de lutte contre l'altérité qui est une menace sur laquelle il faut exercer une emprise. On trouve là les logiques claniques, les jeux de puissances et les guerres d'emprise, de lutte contre le mal conçu comme l'autre. La logique de possession établit son emprise par la menace ou la séduction, utilisant le vecteur affectif et émotionnel en priorité. Terrorismes, intégrismes mais aussi jeux de pouvoirs en tous genres : tel est le paysage où le pire justifie par contraste ce qui l'est moins. Cette tendance semble réactivée par la situation de crise ou les situations accusées d'en être la cause.

La seconde tendance de l'axe traditionnel et celle du rationalisme idéaliste. Il procède d'une opposition à l'animalisme par l'abstraction mentale et la réduction de toute cause à la Raison – raison supérieure, théorique ou pratique. De ce côté, le monde et l'homme sont les produits d'une Raison supérieure. L'homme est doté d'une capacité de raison rapidement assimilée à son humanité même, capacité de refléter, de réfléchir la raison des choses. Il est engagé dans une voie de progrès avec la construction de la cité idéale habitée par des citoyens éduqués, organisés et hiérarchisés selon leur degré de capacité de maîtrise de la raison. Cette logique vise un homme idéal et un monde idéal, en voie de conformation aux visées idéales de l'utopie. Même si cette utopie prend les figures de l'horizon d'un projet, c'est cet horizon et le plan de construction qui apparaissent comme la cause de toute réalisation. Cette tendance est mise en péril par la mutation ; ses idéalités apparaissent trop souvent soit comme irréelles pour les uns, soit comme le seul réel pour les autres. Le malentendu est radical et les figures du bien universel qui s'y attachaient sont disqualifiées par leur utilisation devenue incantatoire. Reste encore l'ambiguïté qui consiste à prendre les raisons idéales de cette tendance comme des moyens d'emprise et de pouvoir. Les technocraties ont cette tentation.

La troisième tendance est montée en puissance rapidement ces dernières décennies, même si elle a toujours été là. Il s'agit d'un naturalisme systémique ou la croyance dans un système de la nature. Selon cette logique, les choses sont la production des forces de la nature selon ses lois et ses systèmes. De ce fait, on l'a vu, il n'y a pas d'humanité de l'homme, ou alors ce qu'on désigne ainsi est simplement une catégorie de choses parmi les choses. La sacralisation du vivant n'en est qu'un des avatars. Système économique, système de la nature, systèmes sociaux déterminent le monde et l'homme et constituent l'environnement, le milieu, l'habitat de toutes choses. Les affaires humaines sont des questions d'adaptation au milieu. Cette logique est d'esprit totalitaire dans la mesure où toute prétention à exercer un libre arbitre à l'encontre des déterminismes naturels est jugée contre nature. De ce fait, au travers des thèmes caractéristiques de la civilisation

humaine, c'est une accusation systématique de l'homme qui est instruite. Il est vrai que la civilisation s'est conçue comme un progrès dans la maîtrise des forces de la nature. Sacrilège ! C'est la cohérence interne du discours et des pratiques de communication qui lui sont associées. Cependant cette logique a encore une autre caractéristique, c'est sa contradiction interne qui en fait un processus schizoïde. En effet, elle pose les représentations mentales, celles des systèmes, celles de la Nature, celles des lois de la Nature – mathématiques ou non –, comme la véritable réalité des choses. L'expérience est alors utilisée pour justifier ou établir cette réalité première selon les grilles de lecture qu'elle propose et non selon ce dont l'expérience témoigne, c'est-à-dire, au premier chef, de l'homme. C'est ce qui permet à cette posture de dire le vrai tout en niant la possibilité d'un jugement autonome, d'affirmer l'absolu tout en récusant toute position d'autorité. C'est ce qui autorise un individualisme hédoniste et profiteur, alléguant de comportements naturels auxquels il obéirait. C'est ce qui pose comme valeurs la coïncidence avec la nature des choses, avec le système, et donc l'abandon de tout libre arbitre et de toute transcendance de l'humanité. Il s'agit à mon sens d'un anti-humanisme radical, théorique et pratique.

À l'inverse émerge la tendance d'un humanisme radical. Il postule que toute expérience humaine est de nature humaine et que tout discours sur la nature des choses est de nature humaine. Dire que l'homme est au centre des affaires humaines veut dire davantage que ne le suggère cette image topologique. L'homme est le cœur, la source des phénomènes humains et des affaires humaines, donc aussi des phénomènes, dits naturels, d'expérience humaine. Il est bien évident que, se situant dans une perspective animaliste, on évoquera l'idée d'une prétention à la toute-puissance. Se situant dans la perspective naturaliste, on évoquera un dérèglement mental. Se situant dans la perspective rationaliste idéaliste, on y verra la marque de l'irrationnel, confondant alors l'émotionnel et le spirituel. Ces objections ne tiennent que par méconnaissance de l'humanisme radical. En effet, comme le montre l'Humanisme Méthodologique, ce sont les communautés de ConSensus qui font l'expérience et la réalité des phénomènes humains, y compris la réalité de nos existences individuelles. L'autonomie radicale de l'homme (au moins potentielle) va avec une entière dépendance existentielle. Quant aux modèles mentaux qui sont posés comme des réalités intangibles, il ne faut pas oublier que leur production est strictement humaine exprimant le Sens qui est en l'homme. Enfin, pour ce qui concerne le rationalisme idéaliste, il faut rappeler qu'il ne tient que dans l'acte d'abstraction mentale de l'idéalité, et que cet acte nécessite un substrat qui n'est pas la pulsion archaïque mais la transcendance de l'esprit (les noumènes oubliés de Kant, la vision de Descartes, l'inspiration de Newton...).

Humanisme radical ou hominescence et anti-humanisme radical sont les tendances opposées qui seront prédominantes avec l'humanisation du monde de l'homme d'un côté, et la dénonciation de « l'anthropisation » ou empreinte salissante de l'homme (pollueur) sur la nature de l'autre.

La crise de Sens se traduit aussi par des renversements à accomplir. Passer d'une logique de conformation à une logique d'autonomisation. Nous y sommes largement avec les résistances de tous les conformismes. Il nous faut passer d'une logique de régression à une logique de progrès. La civilisation antérieure nous y avait habitués, mais des tendances actuelles le remettent en question, prônant en guise de progrès des régressions, des renoncements au développement, fustigeant les figures de la verticalité de l'homme debout au profit d'une horizontalité de l'homme couché. Enfin, passer de la logique de l'individualisme à la logique d'une participation individuelle au fait communautaire est une révolution à accomplir par rapport à la dialectique individualisme/

collectivisme qui a obnubilé la pensée, au 20^e siècle notamment mais aujourd'hui encore pour certains.

L'Humanisme Méthodologique éclaire ce que sont les positions humaines et les conceptions de l'homme et du monde qui en découlent. Toutes sont des phénomènes humains, des expressions de l'humanité de l'homme selon ses Sens, y compris celles qui les nient. La crise du Sens est cette expérience d'avoir à le discerner et à se déterminer pour le Sens du bien de l'homme – qui se réalise à chaque fois comme Sens du bien commun. La crise de Sens est cette épreuve permanente que la civilisation du Sens nous propose comme voie d'accomplissement, de même qu'une ère de l'esprit nous confronte aux problématiques spirituelles, trop souvent vues seulement au travers des filtres réducteurs de l'expérience passée.

L'âge du Sens, une Renaissance

On peut parler de Renaissance à chaque mutation, ce qui est valable également pour celle que nous vivons. Il arrive même que l'on parle d'une ère de la connaissance lorsque l'intuition dépasse la conscience et fait dire ce qui n'est pas encore discerné. C'est ce qui se passe avec cette mutation où la naissance à un autre âge de l'humanité est encore prise dans les douleurs d'un accouchement. C'est bien d'ailleurs à une maïeutique qu'il faut avoir recours pour émerger à une autre civilisation qui est bien une co-naissance.

Que nous a enseigné l'Humanisme Méthodologique ? Que nous existons dans et par les communautés de Sens, par les conSensus qui les fondent. Ainsi, nous naissons les uns des autres comme nous sommes membres les uns des autres, existentiellement parlant. Cette co-naissance est reconnaissance de l'humanité de l'homme, être de Sens. C'est bien une connaissance de l'homme et du monde comme phénomène humain, une reconnaissance de l'humanité du monde humain qui préside à cette civilisation au moment où le déni d'humanité se fait aussi plus virulent. Le mystère de l'homme est en l'homme, et on y accède par les réalités du monde qui en sont les témoignages. Ces réalités sont communautaires, et le monde en question est à chaque fois celui de chaque communauté, de chaque ensemble communautaire, de la communauté des hommes. C'est par ces communautés que les hommes existent dans leur individualité. C'est dans ces communautés que leur histoire se construit – une histoire de développement, d'évolution d'âge en âge, une histoire d'accomplissement. Dans les communautés, l'homme se réalise d'une infinité de façons mais il se révèle à nos yeux uniquement si nous suivons la voie de cette histoire, de ces histoires auxquelles nous participons et que nous bâtissons. Ce sont les histoires que réalise la culture du Sens du bien commun propre à chaque communauté. Nous pouvons nous inscrire dans de multiples communautés, et pas dans une seule qui s'impose à nous. Sachant cela, les possibilités qui s'offrent à cette civilisation de la connaissance multiplient les possibles, les expressions d'humanité, la résolution des problématiques humaines au travers de la vocation propre à chaque communauté.

Âge de l'homme (réalisation et révélation), âge des communautés de Sens (et de conSensus), âge de l'intelligence symbolique (intelligence du Sens), âge des valeurs (critères du Sens du bien commun), âge des biens et services (concourances au bien commun), âge de la liberté responsable, âge de l'autonomisation, âge du développement humain communautaire, âge de l'accomplissement de l'homme : tel est l'âge du Sens, l'âge de l'Esprit annoncé depuis longtemps.

Et Dieu dans tout ça interrogerons athées et croyants ? Pour reprendre cette considération de Saint Irénée, nul homme n'est assez grand pour en savoir quelque chose de Dieu. Alors il n'y a plus qu'à recevoir notre humanité et l'accomplir si nous en sont donnés les repères. Nous préférons considérer que la révélation de l'homme, de l'humanité qui nous est donnée, est plus déterminante pour nous que la révélation supposée d'un Dieu qui en aurait soi-disant besoin. Saint Thomas d'Aquin démentirait-il que les figures de Dieu sont aussi des images humaines ? Elles nous sont peut-être données à lire pour leur ressemblance, révélatrice de notre humanité et d'un Sens du bien commun de l'Humanité...